

La division sociale dans les franges métropolitaines de Belo Horizonte (Brésil) : de la diversification aux contradictions

Eugênia Viana Cerqueira

▶ **To cite this version:**

Eugênia Viana Cerqueira. La division sociale dans les franges métropolitaines de Belo Horizonte (Brésil) : de la diversification aux contradictions. Géographie. 2014. dumas-01397758

HAL Id: dumas-01397758

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01397758

Submitted on 16 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

VIANA CERQUEIRA, Eugênia

La division sociale dans les franges métropolitaines de Belo Horizonte (Brésil): de la diversification aux contradictions.

Sous la direction de Renaud Le Goix

Mémoire de Master 2

Master 2 Aménagement et Urbanisme

UFR de Géographie

Remerciements

Je tiens à remercier avant tout Renaud Le Goix, directeur de recherche, non seulement pour m'avoir introduite au monde de la recherche des phénomènes de séparation sociale, mais aussi pour son enthousiasme, sa disponibilité et pour les échanges toujours constructifs. De plus, suivre ses cours de métropolisation a été un grand plaisir.

Je remercie également Sylvie Fol, pour m'avoir accompagnée tout au long de mes études d'aménagement, depuis mon arrivée à l'Université Paris 1. Je lui suis très reconnaissante pour son enthousiasme et remarques précieuses.

Je tiens à associer Celina Borges et Jupira Mendonça à ces remerciements. Elles m'ont chaleureusement accueillie dans mon travail de terrain au Brésil et m'ont beaucoup soutenue dans mon aventure dans les franges belorizontines.

Aux amis brésiliens, aux amis français, un grand merci.

Sommaire

Introduction 5
Chapitre 1- La métropolisation et la complexification des dynamiques socio-spatiales 12
1- La métropolisation : des nouvelles dynamiques socio-spatiales 12
2-La ségrégation: une discussion de longue date. 19
3-Les limites et la portée des notions: de la ségrégation à la fragmentation 23
4-Comment mesurer les inégalités: les limites et les biais de la mesure statistique 28
5- L'opposition centre x périphérie : quelles conséquences pour la grille de lecture des processus socio-spatiaux ? 34
6- Les villes du Sud et ses spécificités : l'exemple de la ville brésilienne 37
Chapitre 2- Les dynamiques de division sociale de l'espace dans les franges belorizontines : vers une diversification? 42
1-Belo Horizonte : de ville planifiée à Région Métropolitaine 42
2-Le terrain d'étude : les franges périurbaines 53
3- Les mobilités résidentielles : qui rentre et qui sort des franges métropolitaines ? 55
4-La division sociale de l'espace belorizontin: la présentation de la méthode 62
5- L'évolution de la division sociale de l'espace dans la RMBH 68
6- La diversification sociale : une augmentation des échanges ? 77
Chapitre 3- Les dynamiques de séparation sociale : un produit des acteurs immobiliers ? 79
1- La division socio-spatiale : un produit du marché immobilier ? 79
2- Les dynamiques immobilières dans la RMBH 82
3-Les *condomínios fechados* : une prémisse d'occupation pour les couches supérieures dans les franges métropolitaines ? 88
4-Les couches moyennes : la mimesis des classes supérieures 97
5- Les couches populaires : l'habitation sociale de marché 104
6-Un point à nuancer : des pistes d'intégration sociale ? 110
Chapitre 4- La planification métropolitaine : quelles pistes pour une plus grande intégration sociale ? 113
1-La planification métropolitaine et les inégalités socio-spatiales 113
2-La légitimité politique de l'échelle métropolitaine : des pistes possibles ? 116
3-Le plan métropolitain : un levier pour repenser l'échelle métropolitaine ? 119
4- L'inscription du secteur privé dans les dynamiques de ségrégation socio-spatiale 121
5- Les politiques du logement et d'inclusion sociale 125
6- La participation citoyenne comme levier d'intégration 132
7-Les franges périurbaines : la diversité comme outil de planification ? 135
Conclusion Générale 138
Annexes 141
Bibliographie 151

Introduction

Le contexte de cette étude est celui de la ville contemporaine, qualifiée de diffuse, étalée et fragmentée (Callen, 2011). Dans de nombreuses métropoles, on assiste à un bouleversement de la logique dichotomique centre-périphérie, dominante depuis plusieurs siècles. On observe l'émergence de nouveaux modèles d'organisation spatiale, qui ont des effets sur la distribution des populations et des activités dans l'espace. L'étalement urbain produit de nouvelles formes urbaines, telles que le polycentrisme (Berroir et al., 2004), qui sont moins lisibles par les schémas classiques. Or, ces processus ne s'articulent pas seulement aux transformations physiques de l'espace urbain, mais aussi à ses dynamiques sociales et économiques.

D'un côté, les métropoles sont à l'épicentre des processus d'innovation et de la créativité ; d'un autre côté, c'est au sein de ces grandes villes que les phénomènes de séparation socio-territoriale sont les plus prononcés (Cary et al., 2013). En effet, le processus de métropolisation s'est accompagné d'une complexification des logiques de division sociale. Les constats sur la fermeture de la ville et sur l'augmentation des distances sociales sont de plus en plus nombreux, permettant à la fois de confronter des tendances macro (l'étalement urbain) et des stratégies individuelles à l'échelle micro (de mise à l'écart et de l'entre-soi). Ainsi, de nouveaux concepts tels que la fragmentation émergent pour désigner une nouvelle réalité, caractérisée par la non-continuité spatiale et par la faiblesse d'échanges entre les territoires, dont la simple opposition entre ville dense et étalée ne rend pas compte (Navez-Bouchanine, 2002).

Cela n'est pas sans rapport avec les nouvelles formes de production de l'espace qui touchent les métropoles. L'inscription de nouveaux acteurs et de nouvelles formes de gouvernance dans la fabrique de l'urbain contribue à dessiner des formes d'occupation qui impactent directement la manière dont les différentes catégories de la population interagissent. Les logiques du secteur privé et du marché immobilier orientent de plus en plus la composition sociale des territoires, en suscitant parfois leur homogénéisation sociale. Par ailleurs, les actions de la puissance publique transforment radicalement les territoires. C'est le cas, par exemple, des grandes politiques de

revitalisation qui auraient un rôle d'accompagnement et d'accélération des processus de gentrification (Clerval et Fleury, 2009).

Ce mouvement est intensifié par une confrontation progressive de deux échelles, régionale et locale, qui sont à la fois hybrides et dichotomiques. D'un côté, on assiste à des processus de décentralisation dans plusieurs pays qui renforcent les pouvoirs locaux. D'un autre côté, la mondialisation introduit de nouveaux acteurs au niveau régional et international qui contribuent à la construction des territoires urbains.

Il s'agit donc de comprendre comment les dynamiques de métropolisation contribuent à façonner les processus de division sociale de l'espace. Dans cette optique, les franges périphériques émergent particulièrement comme un laboratoire pour la recherche urbaine et sociale. Ces espaces, qui sont l'incarnation de la ville post moderne, fragmentée et étalée, ont été longtemps considérés comme guidés par l'homogénéité sociale et spatiale. Rares étaient les études qui mettaient en valeur le caractère innovant de ces nouvelles formes d'occupation urbaine et des modes de vie qui leur sont associés (Callen, 2011). Cependant, les travaux insistent aujourd'hui sur la diversité croissante de ces espaces en termes sociaux, économiques et culturels. Le processus d'étalement urbain s'articule à l'émergence de nouvelles structures socio-spatiales dans les franges d'urbanisation, qui va dans le sens d'une diversification des habitants et d'une densification des tissus (Berger et al. , 2014).

Objet et questionnements de recherche

Si, dans un premier temps, ladite métropolisation était réservée aux villes du Nord, à l'heure actuelle elle devient un phénomène généralisé qui touche aussi bien les grandes villes du Sud. Leur croissance urbaine rapide est souvent articulée à des processus de séparation sociale particulièrement marqués. C'est pourquoi le contexte spécifique de ces métropoles (étalement urbain non-maitrisé, manque d'infrastructures, inégalités socio-économiques accentuées) renforce l'intérêt de leur étude. Dans cette optique, notre démarche s'inscrit sur un terrain particulier : la ville de Belo Horizonte, au Brésil. Cette métropole, la troisième du Brésil en taille, occupe un rôle croissant en tant que métropole régionale. Les franges métropolitaines belorizontines, dont la croissance a

été historiquement liée à l'activité industrielle, témoignent actuellement d'une série de changements récents qui bouleversent leur structuration socio-spatiale.

Depuis les années 1970, la Région Métropolitaine de Belo Horizonte (RMBH) a assisté à un fort mouvement migratoire du pôle vers les périphéries, bouleversant l'ancienne structure de la métropole. Cette dynamique est renforcée par l'installation d'activités industrielles dans ces espaces, ce qui concourt à attirer de nouvelles populations. Malgré le développement des espaces périurbains, le centre a continué à concentrer les couches supérieures, alors que les franges ont largement accueilli les populations les plus démunies. Ce n'est qu'à partir des années 1990 qu'on constate de nouvelles formes d'occupation métropolitaines qui contribuent à transformer la composition socio-spatiale dans ces territoires. Mendonça (2002) signale que, depuis cette période, on pourrait identifier les pistes d'une diversification sociale dans les espaces périphériques, qui s'attache à un mouvement de diffusion des couches moyennes et supérieures vers certaines franges de l'agglomération.

Les logiques de distribution sociale s'y complexifient encore plus dans les dernières années. Dans un contexte de mondialisation croissante, l'État a récemment mis en œuvre une série d'investissements (afin d'insérer la région dans le marché compétitif international) qui ont contribué à bouleverser la structuration sociale et spatiale des franges métropolitaines. Cela a conduit à une valorisation progressive d'espaces périurbains historiquement délaissés par la puissance publique et caractérisés par une occupation populaire. De plus, l'inscription progressive des acteurs privés dans la construction de l'espace métropolitain engendre la production de nouvelles formes résidentielles qui s'articulent à des logiques ségrégatives d'occupation.

À cela s'ajoutent encore des questions de gouvernance urbaine qui contribuent à façonner les espaces périphériques. Récemment, le débat métropolitain a été réalimenté dans la RMBH lors de l'élaboration d'un nouveau plan métropolitain en 2010. Ainsi, l'échelle métropolitaine est avancée comme l'échelle capable de réduire les inégalités socio-spatiales et de rendre l'ensemble du territoire plus cohérent en termes de politiques et de gouvernance urbaine, à l'échelle métropolitaine, mais aussi à l'échelle locale.

Dans cette optique, notre objectif sera de saisir cette myriade de changements dont les franges périphériques belorizontines ont témoigné depuis les années 1990, en

nous demandant quelles en ont été les conséquences sur les processus de séparation sociale. Il s'agit de décrypter les évolutions de ces espaces qui sont de plus en plus touchés par les logiques de métropolisation. L'analyse de la ville et de ses marges comme un système de relations, de négociations entre différents acteurs, qu'ils soient individuels, publics ou privés, reste indispensable pour comprendre la manière dont elles sont construites.

La question autour de laquelle se structure notre étude comporte quatre volets. Tout d'abord il faut s'interroger : comment la division sociale de l'espace a-t-elle évolué et évolue-t-elle dans les franges périphériques belorizontines ? Par ailleurs, la diversification sociale de ce territoire contribue-t-elle nécessairement à diminuer les distances sociales ? Les nouvelles formes d'occupation des franges périphériques créent-elles des situations de ségrégation ? Enfin, la reconstruction d'une nouvelle instance métropolitaine de planification pourrait-elle constituer un levier pour mitiger les situations de séparation sociale dans la RMBH ?

Hypothèses et résultats attendus

Au total, on fait quelques hypothèses qui vont structurer le développement du présent travail. La première hypothèse envisagée est que les franges métropolitaines de Belo Horizonte ont connu un processus de complexification du modèle fordiste centre-périphérie dans les dernières décennies. Ces espaces historiquement occupés par les couches populaires assisteraient à une diversification sociale croissante, articulée à l'arrivée des couches moyennes et supérieures dans les marges urbaines. Dans la lignée des travaux de Mendonça (2002) on supposera que les espaces périphériques sont devenus dans les dernières années le lieu d'accueil de nouveaux types de population.

En seconde hypothèse, on se demande si une diversification sociale entraînerait nécessairement une plus grande intégration sociale. En effet, nous supposerons que, seule, la transformation de la géographie de la distribution sociale dans l'espace ne saurait conduire à une augmentation des échanges sociaux, car ceux-ci se heurtent à d'autres facteurs tels que les stratégies des acteurs du marché immobilier, les politiques urbaines et les comportements des individus (Safi, 2009). Ainsi, la diffusion des formes

d'occupation privilégiant l'entre-soi et l'isolement au regard d'autres types de population contribueraient à l'augmentation des distances sociales dans la métropole. L'édification de barrières physiques serait porteuse d'une discontinuité qui pourrait engendrer des formes d'homogénéisation sociale à l'échelle locale (Le Goix, 2002). Cela s'articule non seulement aux préférences individuelles, mais aussi aux logiques des acteurs immobiliers, qui, à partir de la promotion de produits spécifiques, corroboreraient les dynamiques de séparation socio-spatiale.

Enfin, nous supposerons que le renforcement de la région métropolitaine comme échelle de planification constituerait un levier pour l'intégration sociale. En effet, les politiques publiques seraient des outils puissants, capables de neutraliser les logiques ségrégatives nourries par d'autres acteurs métropolitains. Si, pendant longtemps, le processus de planification urbaine à Belo Horizonte a privilégié le pôle-centre, le renforcement de l'échelle métropolitaine en tant qu'instance politique permettrait la reconnaissance et la valorisation des franges périphériques comme des espaces dynamiques au sein de la métropole. Ce nouveau regard métropolitain qui aide à orienter le processus de planification pourrait susciter de nouvelles formes de mise en œuvre des politiques et de gestion urbaine qui impacteraient directement les processus socio-spatiaux aussi à l'échelle locale.

Démarche méthodologique

Pour tester les hypothèses de travail je couplerai deux types d'approche méthodologique :

Dans un premier temps, nous aurons recours à une exhaustive démarche quantitative afin d'identifier l'évolution de la division sociale dans les espaces périphériques de Belo Horizonte. Dans la lignée de travaux développés aux États-Unis, comme ceux de Mikelbank (2011), nous chercherons à établir des paramètres de classification socio-spatiale permettant de saisir les évolutions des franges métropolitaines. Ces études utilisent un système de classification par cluster fondé sur le croisement de variables (âge, race, revenu, statut d'occupation, catégorie socio-professionnelle, etc.) capables de prendre en compte le caractère multidimensionnel des

processus socio-spatiaux. De même, l'appréhension du caractère temporel et dynamique de ces phénomènes nous permettra de tracer les évolutions dont ces espaces ont témoigné dans les dernières décennies. Cette approche sera également multiscalaire, en permettant de contempler les différentes facettes des processus de division sociale, qui seraient largement distincts selon l'échelle analysée. Pour ce faire, nous mobiliserons les données des derniers recensements de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE), qui seront des sources précieuses d'information.

Par ailleurs, l'intention sera de cartographier et d'illustrer la diffusion récente des nouvelles formes d'occupation résidentielle dans la RMBH, afin de démontrer les impacts de l'industrie immobilière sur les phénomènes de division sociale. Au-delà des données statistiques, nous aurons recours à d'autres sources variées, telles que des annonces immobilières et des journaux locaux.

Ensuite, nous développerons une démarche qualitative qui s'attachera à coupler les dynamiques socio-territoriales aux questions de planification et de gestion métropolitaine actuelles. Cette approche consistera à mener une enquête auprès des acteurs impliqués dans les processus récents de planification métropolitaine (les acteurs de l'aménagement et les acteurs politiques). Les entretiens permettront de mieux identifier les principaux enjeux d'aménagement qui caractérisent le territoire métropolitain de Belo Horizonte à l'heure actuelle et leurs impacts sur les processus de division sociale de l'espace. De même, on tentera de comprendre comment une politique métropolitaine intégrée pourrait contribuer à une plus grande intégration sociale.

Plan du mémoire

D'après la réflexion proposée, notre étude se décline en quatre parties principales :

La première partie se consacre à saisir la complexification des logiques de séparation socio-spatiale qui accompagnent les processus de métropolisation. Depuis longtemps, les phénomènes de ségrégation suscitent l'intérêt de la recherche urbaine, pourtant leur étude a beaucoup évolué au cours du temps. Ainsi, nous proposons de revisiter les principaux débats construits autour de la thématique de la ségrégation

résidentielle, qui vont des ghettos aux *gated communities*. Par ailleurs, on s'attache à détailler les principaux concepts et démarches statistiques avancés pour étudier les phénomènes sociaux.

La seconde partie s'articule autour de l'analyse de l'évolution des dynamiques de distribution socio-spatiale dans les franges métropolitaines de Belo Horizonte. Dans un premier temps, nous cherchons à connaître le contexte historique et l'évolution de ces espaces. De plus, nous décryptons les dynamiques de mobilité résidentielle périurbaines, afin de comprendre les principales logiques qui ont contribué à façonner ces territoires, telles que les flux d'entrée et de sortie et les motifs d'emménagement. On cherche ensuite à savoir, à l'aide d'une pluralité de variables socio-économiques, si les franges belorizontines ont connu des changements au niveau de leur composition sociale.

Ensuite, on questionne le caractère théoriquement spontané des échanges sociaux, en se demandant si une plus grande diversification socio-spatiale conduirait à une plus grande assimilation sociale. Pour ce faire, nous proposons d'étudier les dynamiques résidentielles qui ont touché le front d'urbanisation belorizontin dans la période récente. Il s'agit de démontrer comment les formes d'occupation stimulées par l'industrie immobilière peuvent engendrer des situations de séparation sociale et d'écart de certaines catégories de la population. Une approche multiscalaire est appliquée, afin de démontrer des situations de séparation sociale qui se fabriquent à l'échelle locale. Cela est testé à l'aide de variables ethniques, économiques et sociales.

Une dernière partie s'intéresse aux nouvelles dynamiques de planification à l'échelle métropolitaine et leurs impacts sur les processus socio-spatiaux à l'œuvre dans les franges périphériques. On se demande si la réalimentation récente du débat métropolitain peut transformer les politiques et les formes de gestion métropolitaines. Ici, on mobilise des sources qualitatives pour décrypter les principaux enjeux de planification et de gestion qui s'articulent aux processus de séparation sociale dans les espaces périurbains belorizontins.

Chapitre 1- La métropolisation et la complexification des dynamiques socio-spatiales

1- La métropolisation : de nouvelles dynamiques socio-spatiales

a) Les métropoles et leurs transformations socio-spatiales

« Le monde est aujourd'hui, d'une certaine manière, devenu non pas seulement urbain, mais métropolitain. » (Cary et Fol, 2013)

Dans de nombreuses aires urbaines, on assiste à un bouleversement de la logique binaire centre-périphérie dominante depuis plusieurs siècles. L'étalement urbain suscite l'apparition de nouvelles configurations urbaines, telles que les métropoles polycentriques (Berroir et al., 2004), représentées par l'emblématique ville de Los Angeles. Dans le contexte d'aires métropolitaines de plus en plus étendues, les nouvelles formes urbaines s'articulent à une redéfinition des contenus et des attributs sociaux, économiques et culturels de l'espace. L'émergence de nouveaux modèles d'organisation spatiale ont des effets importants sur la distribution des populations et des ressources dans l'espace : celle-ci devient de plus en plus complexe et difficile à cartographier à partir des schémas classiques. Dans ce contexte, les nouvelles dynamiques dont les villes témoignent renvoient à des appellations comme la métropolisation, *métapolisation* (Ascher, 2000).

Les caractéristiques de la métropolisation, qui vont de la concentration sélective à l'étalement généralisé, seraient à l'œuvre partout, à différentes échelles spatiales et dans des contextes nationaux distincts (Mignot et Gonzales, 2004). Si dans un premier temps ladite métropolisation était un phénomène considéré comme réservé aux villes du Nord, à l'heure actuelle elle devient un phénomène généralisé dans toute la planète, en touchant aussi bien les grandes villes du Sud. Celles-ci ont connu des évolutions comparables à celles de métropoles de pays du Nord, articulées à de fortes mutations des paysages urbains. Or, cela ne concerne pas seulement les transformations physiques de l'espace urbain, mais aussi ses dynamiques sociales et économiques.

Les villes sont non seulement des lieux de concentration d'opportunités, du capital humain et social, mais aussi des lieux de compétition pour l'espace et de division sociale (Bouzouina, 2008). Tous ces paradigmes sont davantage visibles aujourd'hui grâce aux processus de mondialisation et de métropolisation, qui inscrivent les métropoles de plus en plus dans la scène de la recherche urbaine. Si, d'un côté, elles sont à l'épicentre des processus d'innovation et de créativité, d'un autre côté, c'est au sein de ces grandes villes que les inégalités socio-territoriales sont les plus prononcées (Cary et al., 2013).

b) La métropolisation : une division sociale de plus en plus complexe

Si l'espace a toujours été l'empreinte de la division sociale, c'est depuis l'avènement de la civilisation industrielle que la séparation des groupes sociaux devient la plus prononcée dans l'espace urbain. Cela se traduit par une organisation dichotomique de l'espace : la bourgeoisie s'installe dans les beaux quartiers centraux, dont les prix sont inaccessibles aux classes populaires, tandis que les quartiers périphériques industriels sont destinés aux ouvriers et à la classe laborieuse.

Cependant, à l'heure actuelle, la notion de division sociale du travail dans les villes telle qu'analysée par Lefebvre (1976) mérite d'être questionnée. Or, le schéma d'opposition classique -*white collars* et *blue collars*- repose sur un cadre fordiste, construit autour des marchés nationaux, des systèmes salariaux de répartition de tâches et de la dépendance entre les classes sociales productives et les classes dirigeantes. Dans ce système, le binôme centre-périphérie reposait sur une logique de classes structurées dans la ville et dans une communauté urbaine profondément inégalitaire qui matérialise le système de production. Dans le cadre de la métropolisation, la division sociale du travail et les logiques fordistes de production ne sont plus le principe explicatif de la structure socio-spatiale des grandes villes. Cette organisation est moins déterminée par une macrostructure productive et davantage articulée à des logiques sociales et politiques de construction de l'espace. Les mutations de la ville post-industrielle renvoient à la privatisation des espaces, à l'intensification des processus de contrôle socio-territorial et des distances sociales.

Au début des années 1990, Sassen (1990) avance l'un des débats les plus dynamiques autour des grandes métropoles. Elle évoque le lien structurel entre la transformation économique des villes appelées globales et l'intensification d'une organisation caractérisée par une dualisation sociale et spatiale. Cela engendrerait une polarisation sociale et spatiale des catégories de la population, dans laquelle le centre concentrerait les entreprises et les emplois les plus qualifiés, alors que les périphéries deviendraient le lieu d'accueil des populations démunies. Cette concentration métropolitaine serait encore confortée par la spécialisation de nombreux services avancés, qui se localisent notamment dans les grandes agglomérations.

La thèse de la dualisation de Sassen a été souvent réfutée, selon l'hypothèse qu'elle aurait une application limitée, ne concernant que quelques métropoles en particulier (Londres et New York). Préteceille (2003) a démontré pour l'agglomération parisienne que le mélange des catégories sociales demeure la règle générale. En revanche, il souligne qu'il y aurait en effet une augmentation des distances sociales entre les deux extrémités de la sphère sociale.

Dans cette optique, une telle polarisation sociale contribuerait à augmenter les tensions sociales et à produire des frontières à l'intérieur des villes. Sassen elle-même revisite cette discussion dans son ouvrage par *Territory, authority and rights* (2008), dans laquelle la figure de la frontière urbaine est utilisée pour interpréter les transformations sociales de la ville. L'affaiblissement des frontières nationales ne se traduirait pas par une disparition des frontières, mais par un changement de celles-ci au sein des espaces urbains. Cela engendrerait l'internalisation des frontières au niveau de l'individu et la multiplication des micro-frontières qui renforcent la multiplication des logiques d'entre-soi.

Ainsi, la croissance et les changements des villes ont modifié progressivement la nature et l'échelle des ségrégations. D'une part, l'évolution des stratégies de certains groupes de la population et d'autre part les mécanismes d'affection à la résidence définissent le cadre général des dynamiques ségrégatives métropolitaines (Ascher, 2000). C'est pourquoi, dans la période récente, la lecture des processus de séparation sociale s'attache de plus en plus à des dynamiques individuelles. La lecture des transformations métropolitaines, très macro-sociales, s'attache de plus en plus à une observation à

l'échelle micro des individus et de leurs comportements. Une multitude de nouveaux phénomènes de la division sociale de l'espace métropolitain sont identifiés et un vocabulaire particulier est défini pour expliquer ces dynamiques. Qu'il s'agisse des espaces centraux ou périphériques, des échelles de proximité ou métropolitaines, l'ensemble du territoire urbain semble témoigner de nouveaux processus sociaux, qui s'enchaînent, s'opposent et se complètent. Pour mieux comprendre ce kaléidoscope socio-spatial, nous proposons de tracer une brève illustration des phénomènes de séparation et de stratégies sociales les plus emblématiques et discutés dans la littérature sur les métropoles.

c) Les paradigmes de division sociale de la ville post-moderne : du centre-ville aux périphéries

- *La gentrification*

Le centre-ville a toujours été un objet d'étude dynamique pour la recherche sociale. Depuis les dernières décennies, la réappropriation du centre-ville par les classes supérieures a été exhaustivement étudiée sous l'angle de la *gentrification*. La notion de gentrification est apparue dans les années 1960 pour désigner les transformations à la fois matérielles, sociales et symboliques (Bidou-Zachariasen, 2003) des centres-villes, liées à l'arrivée d'habitants relativement aisés dans les aires centrales populaires. Ces recherches initiées dans les pays anglo-saxons sont plus tardivement introduites en France et d'autres pays européens, et ont à l'heure actuelle une portée mondiale. Les travaux de Smith (1996) mettent l'accent sur l'action des acteurs publics et privés, qui produisent une nouvelle offre de haute-gamme pour les classes moyennes.[1] Sa théorie du *rent gap* préconise que les acteurs de la gentrification opèrent dans des quartiers où la rente foncière est très basse, afin de rentabiliser l'opération. En revanche, d'autres auteurs (Ley, 1996) expliquent la gentrification en tant qu'un produit dérivé des choix individuels des ménages, les dits « gentrifieurs ».

[1] Smith utilise le terme "classes moyennes" dans ses travaux, pourtant ce terme reste à préciser, car il n'existe pas de consensus sur une définition de cette catégorie (Cusin, 2008).

Dans cette perspective, Clerval (2008) postule qu'aujourd'hui il existerait un processus de gentrification généralisée qui s'étend spatialement et fonctionnellement, c'est-à-dire touchant aussi les périphéries et concernant d'autres usages qui dépassent les fonctions résidentielles. Le réinvestissement dans les quartiers populaires entraîne l'augmentation des prix fonciers et, par conséquent, conduit à l'expulsion des classes populaires, incapables de s'y loger. Le projet des Docklands à Londres, est l'exemple classique de transformation d'un quartier périphérique et industrieux en un centre d'affaires gentrifié.

Si la gentrification est souvent associée aux acteurs privés, un nouveau volet d'analyse suggère que les grandes politiques publiques de rénovation urbaine auraient un rôle clé d'accompagnement et d'accélération de ce phénomène (Clerval et Fleury, 2009). Ainsi, plusieurs opérations publiques appuient le processus de revalorisation des quartiers populaires au profit des classes supérieures, comme la rénovation des Halles parisiennes dans les années 1970.

-*Les gated communities*

Dans les dernières décennies les espaces périphériques des métropoles connaissent également une réorganisation structurale. Ils deviennent progressivement les cibles de nouvelles formes d'occupation et de composition sociale. L'injonction à la mobilité automobile permet aux individus de se déplacer plus vite et plus loin, leur permettant de s'aventurer de plus en plus dans les franges périurbaines. Ainsi, des formes d'appropriation particulières à ces espaces peu denses émergent progressivement.

Le Goix (2002) montre l'expérience des *suburbs* américains qui témoignent de la diffusion des ensembles résidentiels fermés, les *gated communities*. Son étude, à Los Angeles, évoque que ce type d'occupation est devenu « *un symbole de la fragmentation métropolitaine* » et que la diffusion des enclaves contribue à renforcer les processus de ségrégation. La fermeture et la privatisation de ces espaces vont de pair avec une homogénéisation sociale et économique. La recherche de l'entre-soi devient la règle majeure, contribuant à créer des distances sociales et un repli vers la sphère privée qui réduit le potentiel d'échanges sociaux. Ces lotissements privés deviennent eux-mêmes des systèmes territoriaux spécifiques, qui répondent à certains critères sociaux d'âge,

revenu ou statut, puisque les promoteurs immobiliers sélectionnent les résidents pour un type de clientèle spécifique.

Ces espaces fermés sont rencontrés non seulement aux États-Unis, mais aussi dans de nombreuses villes de la planète. Les termes *barrios cerrados* au Mexique et *condomínios fechados* au Brésil (Caldeira, 2003) apparaissent pour illustrer ces enclaves résidentielles fermées, définies aussi comme des *ghettos dorés.*

d) Les processus intermédiaires de division sociale

Les exemples mobilisés permettent d'illustrer la diversité et la complexité de restructuration de la division sociale de l'espace dans la métropole postfordiste. Pourtant, il existe sans doute d'autres processus intermédiaires de séparation socio-spatiale moins médiatisés, mais aussi importants pour la fabrique de l'espace urbain que ces derniers. En effet, les analyses de la ségrégation et des divisions sociales s'attachent à l'observation de groupes sociaux dont les identités sont de plus en plus complexes et diversifiées. Ascher (2001) évoque que si auparavant les groupes sociaux étaient bien définis par des relations familiales et de travail, à l'heure actuelle les individus se mettent à appartenir à des groupes sociaux de plus en plus diversifiés et spécifiques. Dans cette optique, une série d'autres processus sociaux sont étudiés dans la recherche urbaine, comme les quartiers *gays* (Sibalis, 2004) et les critères d'âge (Le Goix, 2005).

e) Les dynamiques sociales : un produit des acteurs métropolitains

Les nouvelles dynamiques sociales métropolitaines sont aussi le produit direct d'un jeu d'acteurs particulier : de l'inscription de nouveaux acteurs privés dans la scène métropolitaine aux nouvelles fonctions régulatrices de la puissance publique. D'une part, le secteur privé est de plus en plus présent dans les logiques de construction de l'espace urbain par l'intermédiaire de mécanismes comme la financiarisation urbaine. Cela bouleverse les modes d'interpréter et de fabriquer la ville, qui sont guidés par les logiques de marché et par le principe majeur de la rentabilité. D'autre part, les acteurs publics et économiques oscillent entre la régulation et l'ouverture au marché.

Même si les acteurs qui participent aux dynamiques métropolitaines sont plus diversifiés et guidés par l'articulation avec le secteur privé, les territoires cherchent à mettre en valeur leurs avantages par rapport aux autres territoires métropolitains. De ce fait, la métropolisation elle-même devient une politique concurrentielle ayant pour but d'attirer des investissements, des entreprises et de la main d'œuvre qualifiée. L'échelle métropolitaine acquiert une certaine autonomie par rapport aux contextes nationaux, étant souvent plus représentative que l'État-Nation lui-même. Le rôle des villes s'accroît et par conséquent les transformations sociales sont de plus en plus analysées à partir de cette échelle (Le Galès, 2011). En même temps, l'État ne saurait se désintéresser des métropoles, car elles sont souvent les moteurs de l'économie nationale. On assiste de plus en plus à un retrait partiel de l'État des politiques de péréquation entre territoires, au profit d'un investissement en direction des politiques visant à rendre les métropoles de plus en plus compétitives (Crouch et Le Galès 2012).

Tout cela n'est pas sans impact sur l'organisation sociale de l'espace. La façon dont l'espace métropolitain est fabriqué et le mode d'interaction des acteurs contribuent largement à orchestrer la division sociale de l'espace. Bien sûr, la gouvernance aurait *a priori* un effet sur la résorption des inégalités, mais certaines disparités sont paradoxalement le produit de la façon d'appliquer les politiques urbaines et le mode d'interaction des acteurs de la production urbaine (Gilli et al., 2012). Ainsi, les grandes politiques de revitalisation urbaine et de développement territorial engendrent souvent des mutations qui contribuent à réorganiser l'organisation sociale d'un territoire donné. De même, les acteurs immobiliers eux-mêmes contribuent à façonner la manière dont les populations sont distribuées dans l'espace urbain.

Au terme de cette discussion, on observe que la question de la différenciation socio-spatiale devient l'un des objets de recherche les plus importants dans les métropoles. Cependant, les recherches portant sur la ségrégation ne sont pas inédites. En effet, cette thématique a été fortement discutée depuis le début du dernier siècle, ayant connu de nombreuses évolutions au cours du temps. C'est pourquoi nous dédierons la partie suivante à une revue de la littérature sur la ségrégation sociale.

2-La ségrégation : une discussion de longue date

a) De l'École de Chicago à la justice sociale

La ségrégation est à la fois un processus et un état de division socio-spatiale de la ville (Fol et al., 2013). En géographie et en sociologie, cette notion semble essentielle pour identifier la distribution sociale dans l'espace. Depuis les années 1960, dans les pays anglo-saxons et plus tardivement en France, la question de la ségrégation urbaine prend une place de plus en plus importante dans la recherche urbaine. Ces travaux cherchent à analyser une multitude de dimensions : les causes et les mécanismes de la ségrégation, l'élaboration d'outils de mesure des processus sociaux et aussi leurs impacts sur les parcours individuels. Par ailleurs, les échelles d'étude sont multiples, allant du quartier à la métropole.

Au début du XX^{e} siècle les chercheurs appartenant à l'École de Chicago (Park et Burgess, 1925) ont réalisé les premiers travaux concernant la spécialisation sociale des espaces urbains, dont les méthodes statistiques sont appliquées jusqu'à aujourd'hui. Ces premières discussions portaient notamment sur l'intégration des groupes sociaux dans la ville selon leurs origines ethniques. Ces études prennent en compte les dynamiques ségrégatives qui les articulent à la résidence dans des quartiers prédéfinis selon leur origine. Cette hypothèse met en évidence l'importance des effets de mobilité résidentielle qui conduiraient à un processus graduel de diffusion et d'intégration de ces populations discriminées dans l'espace urbain, en engendrant ainsi la mise en place d'un processus de succession.

Ainsi, du simple constat d'une différenciation de la composition sociale des quartiers, la ségrégation commence à être analysée de manière critique. L'un des pionniers est Henri Lefebvre (1968, 1972) qui discute la notion de « droit à la ville ». Il évoque le droit des citoyens de figurer sur tous les réseaux et circuits de communication, en légitimant le refus de se laisser écarter des réalités urbaines. Pour lui, la ville idéale et « juste » serait celle que pourrait être habitée, appropriée et produite par les individus. Ensuite, nombre d'ouvrages représentatifs, comme ceux de David Harvey (1973) et Manuel Castells (1972), cherchent à apporter une dimension critique à la discussion sur

les séparations sociales à partir de concepts tels que la « justice sociale ». La ségrégation acquiert donc un caractère d'injustice à combattre, car elle fait obstacle au droit à la ville.

b) La ségrégation résidentielle : de la discrimination à l'expression des préférences

Avec l'École de Chicago se développe l'intérêt des sciences sociales pour l'espace urbain et le concept de ségrégation tend à faire allusion de manière plus élargie aux processus de division sociale dans la ville. Dans cette optique, les études sur la ségrégation peuvent être organisées en trois catégories principales : la mesure des distances résidentielles entre des groupes définis (race, catégorie socio-professionnelle, revenu), l'évaluation de l'accès inégal aux biens et services offerts par la ville et l'étude des enclaves à profil très marqué (notamment ethnique). Si différentes facettes des processus de ségrégation peuvent être mesurées et discutées (mobilité, accès, scolaire), dans la présente étude, nous nous concentrerons particulièrement sur la question de la ségrégation résidentielle.

La ségrégation résidentielle est une notion elle-même multidimensionnelle, qui recouvre des phénomènes à dimensions sociale, économique, culturelle. De même, les causes à la source des logiques de la distribution des populations dans l'espace urbain sont multiples. Les stratégies d'appropriation de l'espace sont distinctes, qu'elles soient choisies ou subies. Selon Ravalet (2009) le point commun entre tous ces éléments « *c'est qu'il s'agit d'un processus sans cesse renouvelé de spécialisation sociale des espaces, plus ou moins marqué, mais rarement voire jamais total.* » En effet, les processus de ségrégation résidentielle étaient largement étudiés dans la littérature urbaine. À titre d'exemple, nous détaillerons ici les principales formes de ségrégation résidentielle discutées dans la recherche urbaine au cours du temps.

- *Les ghettos*

La littérature américaine montre les formes « pures » de ségrégation, souvent illustrées par la figure emblématique des *ghettos* ethno-raciaux. Apparu initialement dans des travaux portant sur les enclaves juives de l'Europe orientale et sur les enclaves noires américaines, le ghetto est devenu un cas classique pour démontrer les effets de la

concentration territoriale de la pauvreté. Ces formes d'occupation sont opérées par des logiques d'exclusion ethnique[2] qui orchestrent par conséquent des espaces à forte homogénéité sociale et raciale. Les travaux de Wilson (1987) expliquent le maintien des ghettos et de leur pauvreté intrinsèque comme étant l'effet direct de la concentration spatiale. Des années plus tard, Denton (1993) signale que les logiques de ségrégation résidentielle et économique seraient toujours fortement articulées aux critères ethno-raciaux.

Plus récemment, d'autres études ont mis l'accent sur d'autres processus qui seraient à l'origine de la reproduction des ghettos noirs au-delà de la discrimination raciale. Wacquant (2006) propose une nouvelle approche qui met en avant le rôle des politiques orientées vers le marché immobilier. Pour lui, les propres politiques de l'État américain sont guidées par une logique de non-accès des minorités noires au marché du logement.

Dans cette optique, la diffusion du terme ghetto dans la littérature urbaine était rapide, celui-ci étant employé pour désigner des espaces de marginalité et pauvreté au sein ou dans la périphérie des grandes villes. Wacquant (2006) questionne cette généralisation, notamment en ce qui concerne la comparaison souvent avancée entre les *black belts* américains et les banlieues rouges françaises. Il affirme que ces deux réalités divergent radicalement selon leur composition sociale, historique, voire ethnique.

- *Les effets de quartier et le spatial mismatch*

Un autre volet d'analyse, dont les fondements théoriques dérivent de l'étude des ghettos et l'*underclass*[3], se penche sur les « effets de quartier ». Cette hypothèse est avancée pour expliquer comment la concentration des populations modestes dans certains territoires pourrait engendrer un renforcement des effets négatifs de la pauvreté et les isoler sur le plan social. Ces travaux, développés en amont aux États-Unis, tentaient de démontrer qu'habiter un quartier pauvre produirait un système de cumul de désavantages. L'isolement spatial diminuerait les échanges des individus en difficulté avec d'autres

[2] C'est aux États-Unis que les réflexions de Lefebvre ont eu le plus d'écho. Les années 1960 y sont en effet l'époque du *Civil Rights Movement*, de l'explosion démographique des ghettos noirs et de l'émergence des tensions qui conduiront aux émeutes dans de nombreuses villes-centre (Fol et al., 2013).

[3] Le concept d'*underclass* émerge pour tenter de caractériser les populations non-employées et touchées par la pauvreté.

groupes sociaux, ce qui engendrerait une moindre réussite sociale. Par conséquent, ces ménages se trouveraient en difficulté en ce qui concerne l'emploi, les études et auraient davantage tendance à adopter des comportements considérés comme déviants.

Ce type d'analyse a engendré le développement de certaines politiques urbaines de déségrégation dans les pays anglo-saxons, mais aussi en France. Ces politiques préconisent l'emménagement des populations démunies dans des quartiers plus aisés, ayant pour but d'offrir à ces individus de nouvelles opportunités (Bacqué et Fol, 2006). Dans cette optique, la proximité avec un nouveau type de population, moins pénalisée sur le plan social, engendrerait le développement de nouveaux réseaux sociaux et opportunités d'étude et d'emploi, qui contribueraient au désenclavement de ces populations ségrégées.

Dans la même lignée, une autre théorie qui mérite d'être détaillée est celle du *spatial mismatch.* Kain (1968) montre à Chicago l'impact de la ségrégation résidentielle sur l'accès à l'emploi des noirs. Ces populations, concentrées dans les centres-villes délabrés des villes américaines, auraient du mal à accéder aux emplois peu qualifiés, situés souvent en périphérie, et seraient ainsi affectées par des taux de chômage importants. En France, les discussions portant sur le *spatial mismatch* semblent converger sur les impacts négatifs du manque de mobilité (Fol, 2010). Ainsi, l'immobilité des ménages populaires, qu'elle soit subie ou choisie, engendrerait de plus en plus une marginalisation sociale issue de la concentration spatiale de la pauvreté. Cela a engendré une série de politiques urbaines qui font écho à celles développées pour mitiger les effets de quartier.

- *L'expression des préférences*

Certaines études (Clark, 1986) avancent la théorie selon laquelle le choix résidentiel serait la matérialisation des préférences des ménages. Ainsi, les choix de mobilité résidentielle des individus s'appuieraient sur la préférence par certains groupes sociaux, de sorte à ce qu'ils soient eux-mêmes à l'épicentre des logiques de ségrégation. En rajoutant d'autres éléments, comme le revenu disponible à cette équation, on arrive à l'équilibre entre l'expression des préférences des ménages et les contraintes qui limitent leur choix. À la fin des années 1980, les travaux de Clark (1986,1988, 1991) suscitent

une discussion dynamique qui gravite autour du rôle des choix individuels dans la ségrégation résidentielle. Il démontre que, même si la ségrégation découle plutôt de l'articulation entre plusieurs facteurs explicatifs, l'expression des préférences des ménages serait essentielle pour expliquer ce phénomène. Il évoque que sur le plan ethno-racial, les ménages noirs préfèrent des quartiers composés à moitié de population noire, alors que les blancs préfèrent des quartiers rassemblant jusqu'à 30 % de population noire. Ce discours fait écho à des hypothèses telles que celle démontrée dans l*'American Apartheid : segregation and the Making of the Underclass,* de Massey et Denton (1993), qui postule que les formes de ségrégation résidentielle sont toujours fortement articulées aux critères de race à l'égard de la classe sociale.

Un autre volet de théories émerge, en mettant en valeur le rôle « aménités exogènes » dans le choix résidentiel des individus. Abandonnant l'hypothèse de préférence discriminatoire pour expliquer la ségrégation, les recherches les plus récentes lient les préférences résidentielles à l'existence d'externalités positives dans le voisinage de choix. Un des exemples les plus soutenus est celui des écoles, où la qualité de l'éducation est un facteur déterminant qui incite les travailleurs qualifiés à choisir un quartier donné comme lieu de résidence.

Au terme de cette synthèse de la littérature, on témoigne de la pluralité de situations que les analyses de la ségrégation recouvrent. Néanmoins, cette notion elle-même a beaucoup évolué dès ses premières applications, notamment dans les dernières années. Avant de parler de ségrégation, il est nécessaire de mettre l'accent sur la portée et les limites de ce concept, ainsi que sur les nouveaux termes qui ont émergé pour désigner les processus socio-spatiaux qui touchent les espaces métropolitains.

3-Les limites et la portée des notions : de la ségrégation à la fragmentation

a) L'évolution du concept de ségrégation

Depuis le début du XX^{ème} siècle, une myriade de termes apparaissent pour qualifier les différences dans la distribution des groupes qui composent l'espace urbain.

En effet, la géographie sociale comporte un champ conceptuel très élargi, ainsi qu'une pluralité de termes utilisés pour analyser la division sociale de l'espace. La polysémie des notions utilisées dans les analyses socio-spatiales implique une justification terminologique, capable de témoigner de l'objectivité du travail scientifique (Délepine, 2010).

La notion de la ségrégation sociale, la plus historiquement diffusée pour apprécier les différenciations sociales dans l'espace, n'est pas neutre et a été très questionnée dans la littérature urbaine. Pour certains chercheurs (Cary et al., 2013), l'utilisation trop fréquente du terme semble avoir perdu en précision. De plus, ce concept présente nombre de limites pour saisir des territoires et des réalités urbaines qui deviennent de plus en plus complexes. Sa large diffusion dans le discours médiatique invite à s'interroger sur les origines de la notion de ségrégation, ainsi que sur l'évolution de ce terme au cours du temps. L'École de Chicago et les théories de l'écologie urbaine ont réalisé les premières analyses fondées sur l'articulation entre l'espace et le social. À partir des années 1950, les géographes et sociologues nord-américains préconisent, les premiers, l'usage du terme ségrégation. Son sens premier était très restrictif, puisqu'il reposait sur l'idée d'une intentionnalité, attachée à la volonté de groupes sociaux donnés de mettre à l'écart d'autres groupes distincts (Madoré, 2005). De cette première utilisation de la ségrégation, on est passé à un champ sémantique beaucoup plus élargi, qui a engendré la diffusion de ce concept dans les travaux des géographes et des sociologues sur l'espace urbain.

Frantz (2011) propose la déclinaison de deux sens principaux dans la notion de ségrégation : le sens fort et le sens faible. Le premier renvoie à une logique de séparation d'un groupe, considéré minoritaire par rapport au reste d'un ensemble social. Cela est souvent interprété comme déterminé par les pouvoirs et par les politiques qui tendent à créer des situations de mise à l'écart de certains groupes ou territoires. Le sens faible prend en compte la division sociale de l'espace, c'est-à-dire la distribution des différents groupes de population dans l'espace urbain. Ce type d'analyse ne s'attache pas à la ségrégation comme le résultat des politiques mises en œuvre, mais plutôt à la mesure de la distribution des catégories sociales dans l'espace.

Dans les années 1980, on commence à questionner le concept de ségrégation. En France, Brun (1994) critique ce terme en mettant en évidence ses diverses limites. Dans

un premier plan, le contenu sémantique évoqué par la ségrégation serait extensif, de sorte à recouvrir une diversité de dynamiques sociales, parfois ambiguës. De même, cette notion serait trop synthétique et limitée pour identifier les processus sociaux de plus en plus complexes qui concernent l'espace urbain. Enfin, la ségrégation serait souvent analysée uniquement par son observation, sans rien préciser sur les mécanismes de production et modification des structures socio-spatiales, ni sur les logiques mises à l'œuvre dans ce processus.

La diversité de situations recouvertes montre aussi la nécessité de se démarquer des connotations négatives souvent appliquées à la ségrégation. Lorsqu'on parle de ségrégation, cette notion est souvent articulée à un jugement de valeur. Ici, l'idée implicite est celle d'un processus négatif, tandis que l'hétérogénéité et la mixité sociale seraient les solutions envisagées. Catherine Rhein (1994) postule que le transfert du concept de ségrégation des études américaines aux françaises pose problème, car les enjeux y sont différents. Ce phénomène semble s'imposer dans les villes américaines, alors que dans les villes françaises il pourrait être relativisé. En effet, peu d'études en France ont démontré clairement une volonté de mise à l'écart basée sur le principe d'intentionnalité (Madoré, 2005).

b) La fragmentation : une nouvelle notion de la recherche urbaine

Dans cette perspective, de nouveaux termes apparaissent pour tenter de saisir l'évolution des processus de division socio-spatiale selon les paradigmes métropolitains à l'œuvre. La notion de fragmentation, diffusée dans les années 1990, mérite d'être étudiée en détail. Si la ségrégation et la fragmentation renvoient à la même réalité et se penchent sur la même question (les phénomènes de différenciation socio-spatiale dans les métropoles), ces deux termes ne sont pas nécessairement des synonymes. Même si, par la suite, le caractère « naturel » de la ségrégation n'a plus été retenu par les recherches, la dimension organique de la ville en tant qu'un ensemble de parties articulées les unes aux autres est toujours liée à la notion de ségrégation (Cary et al., 2013). La fragmentation, pour sa part, traduit plutôt des paradigmes physiques, articulés à l'urbanisation et à la dispersion du tissu urbain. En effet, ce concept cherche à saisir la non-continuité

physique des aires urbaines, ainsi que les faibles échanges entre elles. Ce concept vient pour tenter de saisir des formes urbaines, dont l'opposition entre ville-dense et étalée ne rend pas compte :

> En dépit de sa complexité, la notion de fragmentation permet une double avancée. Elle rend d'abord compte du caractère beaucoup moins ordonné, par rapport à la ville fordiste, de la répartition des activités, résidences, lieux de loisirs, etc., sur un territoire [...] Elle souligne ainsi que des discontinuités dans le tissu urbain existent. La deuxième avancée, qui est intrinsèquement liée à la première, renvoie à l'action des groupes sociaux et des individus sur le tissu urbain : on observe un renforcement des phénomènes d'entre soi, d'un côté, et la multiplication des stratégies d'évitement au quotidien de l'autre (évitement des espaces publics, utilisation de véhicules sécurisés aux vitres fumées, etc.). Dès lors, cette notion permet à la fois de confronter des tendances macro (une ville éclatée) et des stratégies individuelles (micro) ou communes à certains groupes sociaux (méso-sociales). (Cary et al., 2013)

La fragmentation marquerait donc le glissement d'une ville autrefois unitaire et organique vers des formes d'occupation de plus en plus éclatées et déconnectées les unes des autres (Navez-Bouchanine, 2002). Dans ce contexte, le terme acquiert graduellement des significations plus larges, de nature socio-économique, culturelle et politique. [4] La fragmentation aurait donc de nombreuses déclinaisons. La première, déjà explicitée ici, est celle d'ordre socio-spatial. La fragmentation des territoires urbanisés est aussi d'ordre politico-administratif et gestionnaire. Cela serait le fruit de l'émergence de nouvelles instances du pouvoir local et du processus de décentralisation. De même, l'inscription de nouveaux acteurs privés dans la scène urbaine engendre des ruptures dans le tissu urbain et favorise la ville formelle et rentable.

Si les ghettos apparaissent comme l'illustration classique de la ségrégation, Navez-Bouchanine (2002) met l'accent sur trois représentations de la fragmentation qui peuvent être empruntées à la ville américaine. Tout d'abord, la fragmentation socio-spatiale serait bien illustrée par les *gated communities,* qui font écho à l'enclavement

[4] On peut encore parler de fragmentation d'accès aux services (Coutard, 2008) et aux réseaux (Jaglin, 2009).

physique, aussi bien qu'à la séparation institutionnelle. Par ailleurs, la gestion politique de *l'urban sprawl* renvoie à des éléments comme la dégradation des centres-villes, la déconnexion spatiale et le *spatial mismatch*. La dernière image serait celle de la ville de Los Angeles qui apparaît comme l'expression regroupée de tous les paradigmes de la ville post-moderne : polycentrisme, tissu urbain éparpillé, privatisation. Cela oblige à dépasser l'approche dualiste et sortir des formes classiques d'interprétation des ségrégations socio-spatiales.

En contrepartie, le propre usage du terme fragmentation est à nuancer car, comme le concept de ségrégation, son usage s'est rapidement diffusé et devenu « à la mode » dans la recherche urbaine. Tout d'abord, il faut prendre en compte la connotation pessimiste de la fragmentation, qui préconiserait l'éclatement indéfini de l'espace (Navez-Bouchanine, 2002). En second lieu, les représentations souvent extrêmes de la fragmentation qui se focalisent sur des images emblématiques, telles que celle des *gated communities*, restent sur une lecture très binaire et dualiste de la ville. Cette grille d'analyse risque d'occulter d'autres processus de séparation intermédiaires moins visibles (Chétry, 2013).

c) La dimension critique de l'utilisation des concepts sociaux

On observe donc la nécessité de prendre en compte la polysémie de dimensions sur lesquelles reposent les concepts de ségrégation et fragmentation. En effet, l'usage de ces termes doit toujours être articulé à une réflexion critique des processus sociaux que l'on veut aborder. Leur diffusion dans les sciences sociales et dans la géographie a engendré une banalisation de ce vocabulaire, qui est souvent appliqué sans prendre en compte les paradigmes qui y sont attachés.

Dans cette optique, un autre défi intrinsèque à l'étude de la séparation sociale de l'espace s'impose : la mesure empirique des concepts détaillés. C'est pourquoi nous allons dédier la prochaine partie de notre étude à la discussion des indicateurs qui cherchent à mesurer les différenciations socio-spatiales.

4-Comment mesurer les inégalités: les limites et les biais de la mesure statistique

a) Les outils statistiques en sciences sociales : quelles limites ?

Mesurer les phénomènes sociaux est une tâche complexe. L'emploi d'outils statistiques a contribué à légitimer dans les dernières années l'analyse de la division sociale de l'espace, au-delà de la simple étude de la distribution selon l'appartenance socio-professionnelle (Delepine, 2010). Ces recherches se fondent de plus en plus sur l'articulation entre les groupes sociaux et d'autres facteurs majeurs, comme les politiques urbaines, la mobilité et les pratiques sociales. Or, les indicateurs statistiques employés en sciences sociales ne peuvent pas être neutres : leur construction et leur interprétation sont toujours articulées à la façon dont on interprète un phénomène donné. L'élaboration de ces indicateurs constitue donc une étape importante d'analyse, qui ne peut pas être négligée. C'est pourquoi il nous semble pertinent de dédier une partie de cette étude à l'exposition des biais et des difficultés auxquels on peut se heurter dans la recherche des phénomènes sociaux. Dans son chapitre d'ouvrage « *Portée et limites des indicateurs de fragmentation et de ségrégation* », Jean-Michel Waschberger (2013) questionne de façon détaillée la mesure des phénomènes d'exclusion sociale. Il souligne que, même si les outils statistiques permettent de soutenir et de légitimer une analyse, la nature des processus sociaux peut exposer les chercheurs à certaines limites.

Tout d'abord, on s'intéresse au caractère multidimensionnel des processus sociaux. Or, les causes d'un cas d'exclusion ou de différenciation sociale peuvent rarement être synthétisées par un seul indicateur statistique. Si de nombreuses études choisissent comme angle d'attaque l'analyse d'une variable principale, comme le revenu ou les catégories socio-professionnelles, d'autres essayent de saisir le caractère pluriel des structures sociales. Pawson et al. (2012) développent une méthode de croisement d'indicateurs (âge, revenu, structure du ménage, niveau d'étude, etc.) pour tenter de saisir un phénomène aussi complexe que la pauvreté urbaine en Australie. Ceci s'applique aussi au caractère dynamique de ces phénomènes qui, loin d'être statiques, méritent d'être étudiés par rapport à leur temporalité. Brian Mikelbank (2008) a réalisé une étude qui montre les évolutions socio-spatiales dans la métropole de Cleveland à partir d'une série

d'indicateurs sociaux et économiques.[5] Ici, on peut clairement observer la matérialisation des changements sociaux dans l'espace urbain et l'évolution des processus de séparation sociale.

Une deuxième question tient à l'échelle d'analyse choisie, qui détermine le type de résultats auxquels on peut aboutir. Lorsque les inégalités socio-spatiales sont observées à l'échelle d'un quartier ou d'une rue, les résultats peuvent être radicalement différents de ceux obtenus avec une échelle d'observation plus large. Le choix d'une échelle d'analyse des phénomènes sociaux implique la construction d'un point de vue particulier du chercheur. Selon Préteceille (2006) : *« C'est une question sociologique avant d'être méthodologique : quel est l'ensemble dont on suppose qu'il fait, ou devrait faire, « société », et dont les différenciations socio-spatiales sont susceptibles de compromettre la cohésion ? »*

b) Dissimilarité, exposition et concentration : quels biais des indicateurs de la ségrégation ?

Au cours de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, une série de travaux empiriques cherchent à mesurer et à décrire la structure sociale de l'espace par l'intermédiaire d'indicateurs statistiques. Massey et Denton (1988) contribuent à cette discussion à partir d'une extensive revue de cette littérature, qui est accompagnée d'une sélection des principaux indices de ségrégation développés. Leur critique est fondée sur l'argument que la ségrégation ne serait pas un processus unidimensionnel et qu'elle reposerait sur cinq dimensions spatiales principales : égalité, exposition, regroupement, concentration et centralisation. À partir de ce cadre théorique, ils ont conduit une analyse intégrant les principales aires métropolitaines américaines et ont, en effet, vérifié que chaque indice était lié à l'une des dimensions de la ségrégation. Suite à ces travaux, une série de ces indicateurs et de ces indices continuent d'être couramment utilisés dans la recherche. À titre d'exemple, nous proposons de détailler trois d'entre eux et d'exposer leurs biais : l'indice de dissimilarité (*dissimilarity index)*, l'indice d'exposition (*exposure index*) et l'indice de concentration (*concentration index*).

[5] Mikelbank propose une approche par *clusters,* qui nous aborderons plus tard dans la présente étude.

- *L'indice de dissimilarité*

Les indices d'égalité, dont le plus connu est l'indice de dissimilarité (Duncan et al., 1955), cherchent à mesurer l'inégalité de la distribution d'une population par rapport à une population de référence. On mesure la part de la population qui devrait déménager pour équilibrer les groupes étudiés : lorsque l'écart est nul, la distribution est parfaitement égale ; lorsque l'écart est 1, la ségrégation est au contraire maximale. Pourtant, sur le plan sociologique, Waschberger (2013) avance la nécessité de s'interroger sur l'équirepartition des groupes sociaux sur un territoire donné. Jusqu'à quel point la distribution homogène des populations dans l'espace urbain peut-elle être considérée comme une pathologie ?

- *L'indice d'exposition*

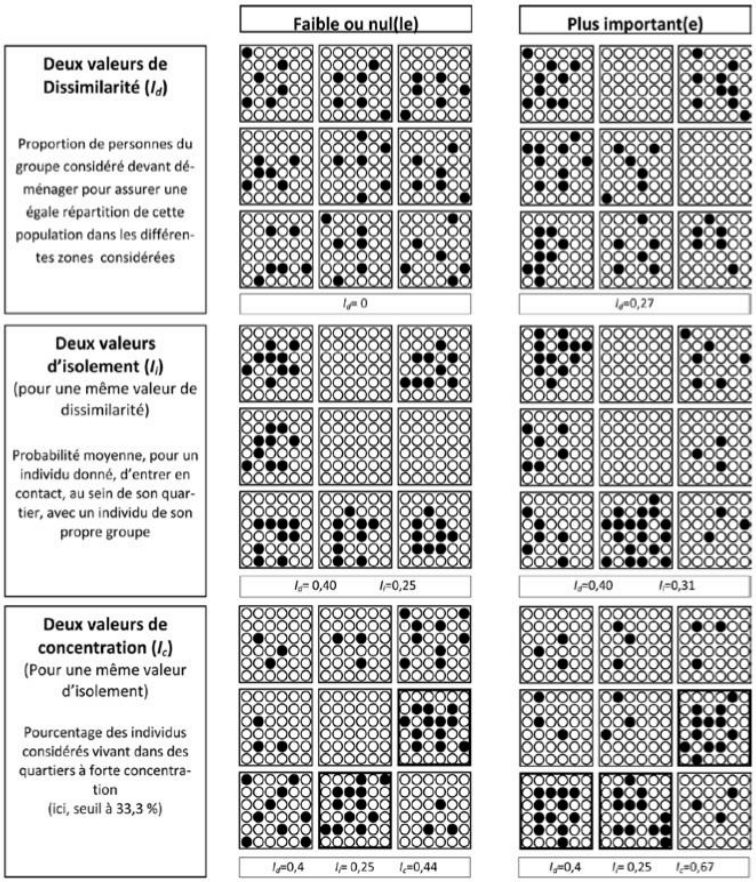
Par la suite, on peut souligner les indices d'exposition. Si les indices d'égalité sont corrélés empiriquement aux indices d'exposition, ils sont conceptuellement distincts, car seul ces derniers dépendent de la taille relative des groupes comparés. Cet indicateur tient à rendre compte de la possibilité qu'une population partage son territoire de résidence avec d'autres groupes. Dans cette optique, l'hypothèse avancée est celle que la proximité physique pourrait susciter des interactions sociales entre les groupes concernés. Cependant, ces interactions reposent purement sur la probabilité. En contrepoint, certains travaux (Safi, 2009) démontrent que la proximité physique n'engendre pas toujours une croissance significative des échanges sociaux. Cette affirmation suscite une discussion qui mérite d'être détaillée et sur laquelle on reviendra plus tard dans cette étude.

- *L'indice de concentration*

Enfin, les indices appelés de concentration cherchent à mesurer le regroupement d'un groupe donné dans un territoire en particulier. Ici, le partage ou le non-partage physique du territoire est la seule variable de l'équation. Ce type d'analyse renvoie à un type très particulier de ségrégation (comme les ghettos et les enclaves ethniques), ne cherchant pas à mettre l'accent sur les causes ou sur les impacts d'une telle concentration spatiale.

Le schéma ci-dessous permet une lecture spatialisée des trois indices détaillés :

Figure 1- Les mesures de la ségrégation



Source : Waschberger (2013)

Les trois indicateurs présentés renvoient à une manière d'interpréter et d'analyser les processus de ségrégation. Lorsqu'on choisit un de ces indicateurs, il renvoie au point de vue du chercheur et aux résultats auxquels il veut aboutir.

c) La mesure des mutations socio-spatiales : du changement au non-changement

Si la grande majorité des études sur la ségrégation porte sur une situation optimale d'équilibre, une autre catégorie de recherches statistiques vise à rendre compte des dynamiques et des changements, voire des « non-changements », socio-spatiaux. La façon dont les processus de division sociale évoluent dans l'espace est fondamentale pour expliquer certaines dynamiques sociales, économiques et culturelles.

- *L'assimilation*

L'assimilation repose sur l'hypothèse d'une plus grande intégration et d'un mélange des groupes sociaux dans l'espace. Ces analyses renvoient le plus souvent à des indicateurs raciaux, socio-économiques et de revenu. Comme on l'a vu plus haut, l'École de Chicago supposait un processus d'intégration progressive des populations immigrées dans l'espace. Plus récemment, Clark (2006) a cherché à identifier l'intégration des populations hispaniques et asiatiques dans les *suburbs* de plusieurs villes américaines. Ses résultats sont optimistes et montrent que l'on va vers une assimilation progressive : « *The results provide support for a "glass half-full argument"- an argument about a continuing, though bumpy, progress to an assimilated society.*» De même, il signale l'importance du rôle du statut socio-économique dans le processus d'assimilation. Dans les groupes ethno-raciaux étudiés, les populations du centre (ayant des revenus et des niveaux d'étude visiblement moins importants) connaissent un niveau d'intégration plus faible que ceux ayant déménagé vers les *suburbs*.

- *La stratification*

En revanche, d'autres théories se penchent vers un modèle de stratification, dont l'hypothèse principale serait celle que certaines catégories sociales pourraient résister aux tentatives d'intégration d'autres groupes. Dans cette optique, les populations des couches supérieures résisteraient à l'installation de minorités dans leur quartier. C'est visiblement le cas des ensembles résidentiels fermés, où le partage territorial des populations noires et blanches est peu probable (Le Goix, 2013). Ces logiques peuvent être encore soutenues par les acteurs de l'immobilier et par les politiques publiques.

> « It is fairly clear that white households are willing to live in 'integrated' neighborhoods that contain only a small proportion of black households [...] Analysis of the question 'Would you move if colored people came to live in great numbers in your neighborhood ?' show very little change over time. The proportion who said they would not move remains quite small [...] White responses show a dichotomy. On the one hand, it is quite clear that white households are unwilling to discriminate against small numbers of equal-

> status black households. On the other hand they are reluctant to make it possible for blacks to enter the housing market aggressively. » (Clark, 1991)

Ainsi, on observe qu'une pluralité d'indicateurs et méthodes statistiques tâchent de mesurer les processus de ségrégation sociale, afin d'expliquer les causes et les conséquences de ceux-ci. Pourtant, la mesure de la fragmentation est moins évidente, en raison du caractère encore plus complexe de ce phénomène.

d) Comment mesurer la fragmentation ?

Or, tous les indicateurs et méthodes de mesures statistiques ont été élaborés selon les processus « classiques » de ségrégation, tels qu'ils sont connus depuis le début du siècle. Cependant, on peut s'interroger sur quelles mesures peuvent être appliquées au processus de fragmentation, récemment apparu dans la recherche urbaine. Comme on l'a précisé plus haut, la notion de fragmentation apporte des éléments nouveaux à la discussion de la division sociale de l'espace. Il est donc naturel que deux phénomènes distincts fassent l'objet de mesures particulières. La question la plus sensible relève de la construction d'une mesure de la discontinuité : les indices utilisés habituellement n'introduisent pas une dimension spatiale, puisque leurs valeurs ne prennent pas en compte la localisation des mailles au sein de la ville (Apparicio, 2000 ; Le Goix, 2002). Certaines méthodes (Le Goix, 2002 ; François, 1995) suggèrent l'analyse des dissemblances entre des couples de quartiers contigus, permettant d'identifier les unités adjacentes les plus ressemblantes.

Pourtant, peu d'études ont, jusqu'à présent, réussi à rendre compte des dynamiques de la fragmentation dans un ou plusieurs indicateurs. Si nombre d'entre eux précisent les caractéristiques d'ordre physique de ce processus (Levine, 1997), il reste à articuler la dimension sociale à la mesure de la fragmentation (les échanges entre les territoires). Cela conduit, nécessairement, à privilégier une de ces approches au profit de l'autre. Ainsi, les plus grands obstacles de la mesure de la fragmentation s'attachent à la non-contiguïté socio-spatiale de celle-ci et à la mesure des échanges intra-territoriaux.

Or, les difficultés rencontrées dans l'élaboration d'une méthode statistique capable de prendre en compte le caractère multidimensionnel de la fragmentation socio-spatiale, attirent l'attention sur le caractère particulier des marges des agglomérations urbaines. En effet, ces espaces souvent caractérisés par la dispersion et leur faible articulation spatiale méritent d'être examinés en tant qu'espaces d'échanges et de dynamiques sociales.

5- L'opposition centre x périphérie : quelles conséquences pour la grille de lecture des processus socio-spatiaux ?

a) Les franges urbaines : des espaces dynamiques et changeants

Analyser les marges de la métropole est une tâche complexe : cela revient à caractériser l'urbain comme un phénomène continu, alors que celui-ci est discontinu. L'étalement urbain relève à la fois d'un problème théorique et de sa transposition méthodologique, dès lors que l'on interroge des processus de construction d'une urbanité, que de nombreuses études s'accordent à considérer comme associés à l'homogénéité et au manque de diversité (Le Goix, 2013). La nature dynamique de ces espaces, dont témoigne l'évolution rapide des tissus périurbains, amène à s'interroger sur les processus sociaux qui caractérisent les marges des agglomérations et les manières dont celles-ci sont étudiées.

Dans une société urbanisée selon une intensité variable, les géotypes d'urbanité (Lussault, 2003) s'attachent à une nomenclature pour appréhender chaque contexte spatial en particulier. En effet, en fonction de certaines caractéristiques telles que la diversité morphologique ou sociale, chaque géotype urbain (central, péricentral, suburbain, périurbain) impose des contraintes et livre des ressources susceptibles d'orienter les manières d'habiter (Cailly, 2008). Pendant plusieurs siècles, les recherches urbaines se sont limitées à l'étude des centres-villes et du tissu urbain dense, cependant la métropolisation fait émerger de nouvelles configurations spatiales, dispersées et fragmentées. Ainsi, les débats sur l'étalement urbain et sur les espaces périphériques reposent sur une dichotomie entre l'expérience urbaine du centre-ville et celle de

l'expérience périurbaine, soutenue par des critères tels que les déplacements motorisés et les centres commerciaux. En contrepartie, la diversité des territoires périphériques en termes morphologiques, sociaux et culturels a suscité de nombreux questionnements par rapport à la manière dont ils étaient originellement étudiés.

b) Le périurbain : un laboratoire de la recherche urbaine et sociale

Les discussions récentes sur les espaces dits périurbains ont été très dynamiques dans toute la planète et ceux-ci sont devenus des laboratoires pour l'analyse des processus socio-spatiaux. Or, les franges des agglomérations ont fait et continuent à faire souvent l'objet d'une stigmatisation : *« ... est celle du lotissement pavillonnaire de grande couronne, qui répété à l'infini sur un terrain abstrait, la figure basique d'une villa isolée sur son terrain, emblème d'une périurbanisation explosée et peu dense, loin du modèle de la ville européenne, compacte et imbriquée.*» (Jarousseau et al., 2011). Ainsi, ces espaces sont représentés comme guidés par l'individualité, le refus de la vie en société et par la ségrégation. Le discours sur la demande d'exclusivisme résidentiel des périurbains (Charmes, 2011) fait écho aux hypothèses qui soulèvent la « clubbisation » de ces territoires, qui seraient marqués par une homogénéisation sociale et urbaine. C'est le cas des *gated communities* américaines, qui reproduisent un morcellement territorial traduit par des communautés homogènes, qui conduisent à l'écart de certains types de population (Le Goix, 2003).

Malgré la représentation souvent stigmatisée de ces espaces, de nombreux chercheurs (Dodier, 2007 ; Cailly, 2008) mettent en lumière le caractère hétérogène de ces territoires, qui comportent une multiplicité de trajectoires et de contextes socio-économiques, même si les extrémités de la hiérarchie sociale y sont moins représentées que dans d'autres territoires. Il s'agit donc d'espaces assez diversifiés, en termes sociaux, économiques et morphologiques, dans lesquels le choix et la flexibilité sont les principales prémisses de construction du territoire. Si les franges périphériques des métropoles deviennent de plus en plus la scène des logiques de l'entre-soi, d'autres dynamiques sociales sont sans doute rencontrées dans ces espaces. Comme l'ont montré

certains travaux récents (Préteceille 2006), les franges périphériques restent aussi des espaces de mixité remplis par une diversité de classes sociales.

Pour les habitants, le choix de la localisation serait porteur d'un grand nombre de raisons peu réductibles au seul calcul économique. Choix par défaut, l'habitat périurbain procède d'un appariement entre conditions sociales, genres et cycles de vie (Mettetal et al., 2012). Un autre angle d'analyse repose sur l'étude des ménages populaires habitant dans le périurbain, en soulignant les contraintes sociales et résidentielles auxquelles ils sont soumis. Rougé (2007) met en avant que les ménages modestes s'installant en périurbain seraient contraints à une accession à la propriété où le coût est le principal critère pris en compte, au détriment d'autres facteurs tels que l'offre de services et aménités.

c) La production des marges urbaines

Cela renvoie à la diversité morphologique à laquelle on serait confronté dans les franges périphériques. Celles-ci concernent une pluralité de situations, qui vont des espaces particulièrement denses aux lotissements pavillonnaires. Tandis que les constats sur la poursuite de l'étalement urbain sont toujours avancés, d'autres études démontrent des changements qui vont dans le sens d'une densification et d'une diversification de ces espaces (Berger et al., 2014).

Certaines études visent à comprendre comment les acteurs de la production immobilière pourraient orienter l'organisation sociale des marges urbaines (Le Goix, 2002). Bien que l'image souvent diffusée soit celle des paysages homogènes (maisons pavillonnaires avec jardin), Callen (2011) montre la diversité des produits périurbains en Île-de-France en termes de taille, de prix et d'accessibilité. Cela n'est pas sans rapport avec la composition sociale du parc de logements, qui articule chaque type de produit offert par le marché immobilier à une population donnée. En effet, il y aurait une spécialisation sociale des différents promoteurs en fonction des contextes locaux et des variables socio-économiques comme les revenus, l'âge et les caractéristiques ethniques. Aux États-Unis, le marché immobilier est souvent orienté selon des logiques de

discrimination de certaines catégories de la population afin de conserver la valeur de l'investissement immobilier (Fox Gotham, 2000).

Si le caractère fragmenté et dispersé des marges périphériques urbaines des villes américaines et européennes alimente une discussion sociale importante, les phénomènes de métropolisation et de mondialisation conduisent à élargir ces questionnements à une perspective Nord-Sud. Ainsi, nous proposons de passer à un registre distinct, qui permet d'aborder l'extrémité des situations de séparation sociale et de fragmentation urbaine : les villes du Sud.

6- Les villes du Sud et leurs spécificités : l'exemple de la ville brésilienne

a) La ville brésilienne : une mosaïque urbaine

Une dernière partie de ce chapitre sera dédiée aux villes qu'on va appeler du *Sud*. Navez-Bouchainine (2002) parle des spécificités de ces villes, dont la notion traditionnelle de fragmentation ne rend pas compte : « *à la fois éclatées, mais également formées d'éléments hétérogènes, ces villes donnent aux observateurs, bien plus nettement encore qu'au Nord, cette impression de mosaïque ou de puzzle [...]* ». L'hétérogénéité du tissu urbain de ces villes découle d'un étalement urbain chaotique et non-planifié. Ici, notre étude s'attachera à l'analyse des villes brésiliennes comme exemple de recherche.

Les mutations que les villes brésiliennes ont connues au cours du XX^{ème} sont significatives. Depuis les années 1930, la croissance urbaine se fait à un rythme soutenu et le processus d'urbanisation est caractérisé par un étalement continu et non-coordonné. Ces villes témoignent d'une explosion démographique, qui a été la conséquence directe des dynamiques migratoires et des taux de fécondité élevés. De plus, une période d'industrialisation soutenue, entre les années 1940 et 1980, a engendré un flux de main d'œuvre important vers les aires urbaines. Au terme de ces décennies, le Brésil est devenu un pays majoritairement urbain, assistant à une multiplication extraordinaire de la population des villes, parfois par trois ou quatre (Chétry, 2003).

Un autre facteur essentiel pour comprendre cette urbanisation non-maîtrisée est le couple dialectique formalité-informalité. L'insuffisance de l'intervention publique face à la croissance urbaine a entraîné le développement des formes d'occupation dites informelles. Ainsi, l'arrivée d'une population modeste dans les grandes villes a conduit au développement de stratégies résidentielles qui aboutissent à des formes d'occupation spontanées. Ces stratégies découlaient souvent des initiatives des lotisseurs privés, qui créaient un marché alternatif pour satisfaire la demande des couches populaires arrivantes. L'informalité a dérivé également des tactiques individuelles des habitants, qui s'appropriaient du foncier urbain de façon illégale (Dureau, 2006). Cette expansion a été encore renforcée par le manque d'infrastructures, contribuant à une dissémination généralisée de la pauvreté et de la précarité urbaine.

Tableau 1– Croissance urbaine brésilienne de 1930 à 2010

Période	**Part de la population urbaine**	**Part de la population rurale**	**Taux de croissance urbaine**
1940-1960	44 %	56 %	13 %
1960-1980	68 %	32 %	24 %
1980-2000	81 %	19 %	13 %
2000-2010	84 %	16 %	3 %

Source : IBGE

b) Des villes fortement marquées par une séparation sociale

L'urbanisation chaotique des pays du Sud a eu sans doute des impacts sur les différenciations socio-spatiales, ainsi que sur la manière de les étudier. Dans cette optique, le processus de développement des grandes métropoles brésiliennes a longtemps gravité autour du modèle fordiste d'organisation, où la concentration des populations riches dans le centre s'articule à la périphérisation de la pauvreté. Or, certains chercheurs postulent que ce dualisme apparent serait à nuancer, à cause de la présence des *favelas* dans les espaces centraux de la ville, toutefois ces espaces informels considérés comme

résiduels n'ont pas empêché de privilégier une lecture duale de l'espace dans ces villes. Ce type de schéma rend ces métropoles et leurs multiples facettes plus lisibles à partir d'une image binaire qui repose sur l'idée d'une coupure et d'une opposition radicale entre deux parties, sur le plan économique, social et culturel. Cette approche s'attache à considérer les deux extrémités des dynamiques socio-spatiales, sans aborder cependant les processus intermédiaires qui produisent aussi la ville. C'est d'ailleurs cette fragilité qui a conduit à l'abandon progressif des grilles d'analyse basées sur la dualité.

Plus tardivement, de nouvelles lectures vont s'inscrire graduellement dans la recherche urbaine. D'un côté, le rapport entre ville formelle et ville informelle semble être revisité. Selon Navez-Bouchanine (2002), le modèle de la dualité serait un des responsables, par le blocage analytique face à la diversité de situations recouvertes par l'informalité. D'un autre côté, le modèle centre-périphérie perd en puissance comme grille d'analyse face à la complexité croissante des dynamiques métropolitaines.

Ainsi, la diffusion des discussions portant sur les effets de la mondialisation sur l'espace urbain va entraîner la mise en relief du concept de fragmentation afin de caractériser la réalité urbaine brésilienne. Santos (1990) est le premier à utiliser cette notion pour décrire les transformations qui se produisent dans les métropoles. Dans le cas de la recherche urbaine au Brésil, le succès de ce concept est associé au paysage très contrasté des grandes métropoles.

Figure 2 – Le paysage contrasté des villes brésiliennes (Belo Horizonte)



Source : Carlos Henrique Reinesch ©

Les difficultés économiques des années 1980 s'accompagnent d'un déclin des activités industrielles et d'un processus d'étalement urbain guidé par des logiques plus complexes que le modèle fordiste d'organisation. L'arrivée des couches moyennes et supérieures dans les franges métropolitaines est largement associée à un processus de fuite du centre, motivée par le cadre de vie périurbain et par un fort discours sécuritaire. Le développement du front d'urbanisation a été propice à l'érection de barrières entre les groupes sociaux, notamment lorsque les classes moyennes ont cherché à s'écarter des classes populaires, en renforçant les barrières physiques résidentielles. Ainsi, la diffusion des classes moyennes et supérieures vers les franges périphériques des métropoles a contribué à la production de nouvelles formes d'occupation urbaine privilégiant l'entre-soi. Au sein de ces analyses se trouvent les discussions sur les *condominios fechados*, symboles de la fragmentation de la ville brésilienne. Au-delà du renforcement de l'entre-soi, ce processus et interprété comme la conséquence directe de l'explosion de la violence dans les grandes métropoles du pays. L'ouvrage emblématique *Cidade de Muros* (Caldeira, 2000) détaille le processus de quête de l'entre-soi d'une partie de la population dans la ville de São Paulo. Pour l'auteure, ces nouveaux modèles d'occupation urbaine ne découlent pas des politiques publiques d'organisation de la ville, mais de l'expression des préférences individuelles. L'édification des murs serait un outil par lequel les habitants de ces ensembles fermés recréent eux-mêmes des hiérarchies et des privilèges sociaux.

Face à ce discours qui met en relief le caractère fortement ségrégatif des métropoles brésiliennes, quelques auteurs cherchent à nuancer l'extrémité des processus de séparation sociale. En effet, on y trouverait des pistes d'intégration sociale, qui s'opposent à l'image dichotomique très souvent associée aux villes des pays du Sud.

c) Les métropoles brésiliennes : séparation sociale ou opportunités ?

Même si le discours sur la fragmentation est appliqué de manière générale pour analyser les villes brésiliennes, on en trouve des nuances possibles. Chétry (2013) évoque les limites de la fragmentation comme clé de lecture à partir d'une étude détaillée des *favelas* de Rio de Janeiro. Ce type d'occupation représente nettement une rupture

physique avec le reste du tissu urbain, cependant l'observation des pratiques des habitants des *favelas* semble relativiser l'image caricaturée qui atteste leur repli. Tout d'abord, leurs trajectoires résidentielles sont souvent marquées par une inscription antérieure dans d'autres quartiers de la ville, qu'il s'agisse de quartiers « traditionnels » ou d'autres *favelas.* De même, les pratiques quotidiennes de ces habitants sont largement insérées dans la ville, que ce soit pour l'emploi ou pour les pratiques de loisirs.

Néanmoins, les travaux qui soulignent les opportunités d'intégration sociale dans les villes brésiliennes restent secondaires. Même si les nuances détaillées fournissent des pistes de recherche, ces dynamiques ne sont pas assez significatives pour neutraliser les principaux effets de la fragmentation sur la métropole brésilienne. Il s'agit donc « *d'une ville segmentée par des divisions internes de plus en plus rigides, lesquelles sont le reflet d'une société dans laquelle les inégalités sont profondément enracinées. La ville des moins fortunés, qu'ils habitent les favelas ou non, celle des équipements publics de mauvaise qualité, des transports difficiles, reste profondément distincte de celle vécue par les autres urbains mieux lotis.* » (Chétry, 2013, p. 134).

Si plusieurs analyses concernant la division socio-spatiale ont été menées dans des villes comme Rio de Janeiro (Souza, 2005) et São Paulo (Caldeira, 2000), moins d'études s'intéressent en détail aux autres métropoles brésiliennes. C'est pourquoi la métropole de Belo Horizonte a été choisie comme notre objet d'étude. Cette métropole, la troisième du Brésil en taille, occupe un rôle croissant en tant que métropole régionale. Nous chercherons à étudier les dynamiques sociales qui touchent cette métropole, en particulier ses marges urbaines qui ont fait l'objet d'une forte dynamisation dans les dernières années.

Les franges métropolitaines belorizontines, dont la croissance a été historiquement liée à l'activité industrielle, témoignent d'une série de changements récents qui bouleversent leur structuration socio-spatiale. On pourrait se demander si les espaces périurbains belorizontin demeurent des lieux de distance sociale et de concentration des couches populaires, à la lumière du modèle centre-périphérie qui a guidée l'urbanisation des grandes métropoles brésiliennes.

Chapitre 2- Les dynamiques de division sociale de l'espace dans les franges belorizontines : vers une diversification?

1-Belo Horizonte : de ville planifiée à Région Métropolitaine

Figure 3– Carte de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte en 2010



Source : PDDI (2011)

a) Une division sociale historiquement marquée

La métropole de Belo Horizonte est située dans le département de Minas Gerais, dans la région sud-ouest du Brésil. Les dynamiques d'urbanisation observées à Belo Horizonte ne sont pas différentes de celles des grandes métropoles brésiliennes : croissance démographique importante, étalement urbain non-maîtrisé, diffusion de l'occupation informelle et inégalités socio-spatiales accentuées. Pourtant, d'autres éléments la distinguent des autres métropoles, comme sa jeunesse et sa planification urbaine. En effet, en une centaine d'années, la ville, pratiquement inexistante, est devenue la troisième métropole du pays en termes de population.

Figure 4- Situation de la ville de Belo Horizonte

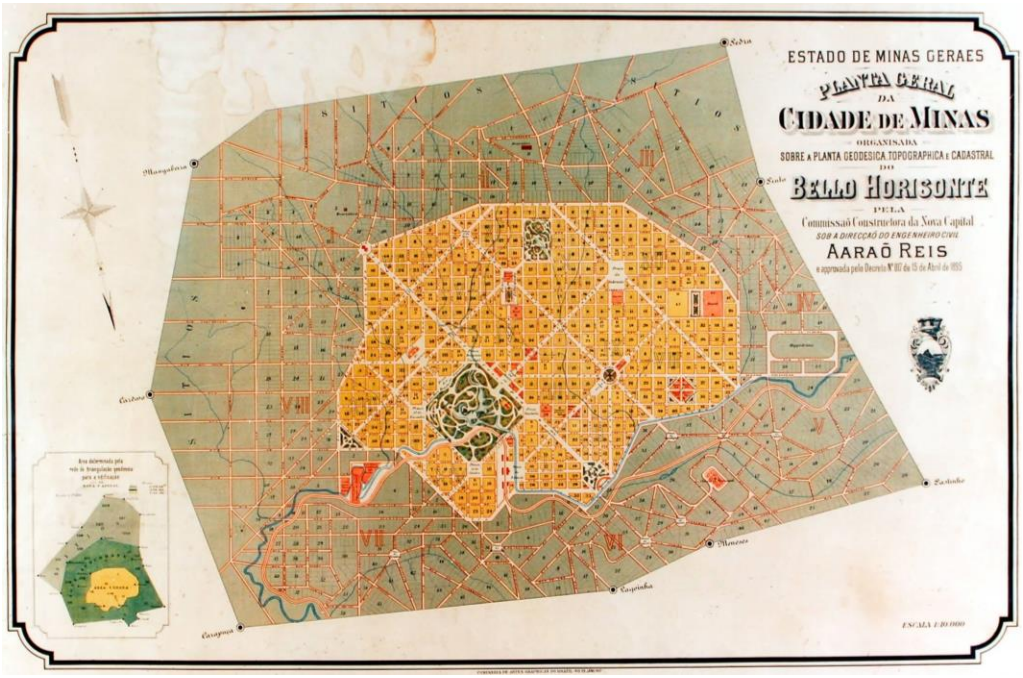


Source : Élaboration personnelle.

Les premières formes d'occupation de Belo Horizonte ont été fortement déterminées par les pouvoirs publics et par des logiques marquées de division sociale de l'espace. À la fin du XIX^{ème} siècle, le site où se trouve actuellement la métropole est choisi comme lieu de fondation de la nouvelle capitale du département de Minas Gerais. Ainsi, la ville a été entièrement planifiée selon les paradigmes hygiénistes diffusés dans

cette période. La capitale, prévue pour accueillir 200 000 habitants, a été divisée en trois zones principales : zone urbaine, zone suburbaine et zone rurale. La zone urbaine a été destinée à l'installation prioritaire des propriétaires ruraux et des cadres de la fonction publique. Nourrie d'un important solde migratoire d'ouvriers, la ville a témoigné de l'arrivée d'une classe laborieuse (dont l'installation n'était pas prévue) en dehors du périmètre central. La conséquence immédiate de ce développement urbain est l'apparition et la diffusion de l'occupation informelle dans les marges de l'agglomération. En 1912, 38 % des habitants de la capitale habitaient en dehors du pôle-centre (Plambel, 1985). Dans ce contexte, la ville de Belo Horizonte est née d'une occupation nettement fondée sur la ségrégation socio-spatiale.

Figure 5- Plan de création de Belo Horizonte en 1898



Source :www.vitruvius.com.br

Dans les décennies suivantes, la croissance populationnelle s'est poursuite à un rythme soutenu. Les paramètres de régulation urbanistique des premières décennies du XX^{ème} siècle ont cristallisé l'aire centrale comme zone d'action préférentielle du marché immobilier. Ainsi, le centre-ville a témoigné d'un processus de verticalisation rapide à partir des années 1930. Dans les décennies suivantes, la création du complexe touristique

de la Pampulha et l'extension de l'axe industriel à l'Ouest ont été les principales lignes d'expansion de la capitale (Mendonça, 2002). En effet, c'est dans cette période qu'on observe un processus d'étalement urbain plus prononcé.

b) L'expansion urbaine de la RMBH : l'activité industrielle et une croissance démographique soutenue

À partir des années 1940, on assiste au début d'un processus d'expansion urbaine à Belo Horizonte, toujours orienté par la puissance publique. L'agglomération témoigne d'un processus majeur d'industrialisation, qui engendre un afflux de main d'œuvre d'immigrants en provenance notamment des aires rurales. La consolidation d'un « axe industriel » et l'exploration des ressources minérales dans la région sont des éléments clés pour le développement économique de la région métropolitaine. La capitale et les municipalités voisines étaient les principales destinations de l'industrie sidérurgique et métallurgique, soutenues par le gouvernement départemental.

Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'on observe une vraie dispersion de la population vers les marges de l'agglomération, les taux de croissance démographique des franges périphériques dépassant fortement ceux du centre. Ces franges ont assisté à un fort mouvement migratoire associé à la fois au processus d'industrialisation et à la forte pression foncière dans le pôle-centre. En effet, dans cette période, 81 % des migrations intra-métropolitaines étaient du pôle-centre vers la périphérie (Mendonça, 2002). Dans un premier temps, les aires les plus touchées par la croissance démographique étaient les aires adjacentes à l'axe industriel à l'Ouest de l'agglomération et notamment les municipalités situées au Nord de la région.

Dans un contexte croissant de mondialisation et de compétition entre les territoires, la puissance publique cherchait à attirer de grandes multinationales vers l'aire urbaine belorizontine. La région métropolitaine reçoit de grandes usines telles que FIAT et Samarco. Ainsi, la formation d'un bassin industriel a été accompagnée de l'attraction d'une population ouvrière, attirée par les nouvelles opportunités d'emplois. L'absence de plan d'ensemble et de contrôle du pouvoir public a entraîné une urbanisation caractérisée

par un développement urbain désordonné et par le manque d'infrastructures basiques (Brito, 1997).

La situation a été similaire dans les aires au nord de la région métropolitaine. Bien que le développement industriel ait été moins prononcé dans ce front métropolitain, il est également caractérisé par l'arrivée de l'industrie sidérurgique. Par ailleurs, la principale dynamique d'expansion urbaine de l'axe nord a été l'arrivée massive des couches populaires, qui face à la pression immobilière du pôle-centre, semblaient vouées à se loger dans les marges de l'agglomération. Il s'agit à la fois des populations en provenance des zones rurales et de migrants du centre-ville qui cherchent à réduire leurs coûts de logement. Ainsi, ces municipalités, caractérisées par un taux élevé d'occupation informelle, sont progressivement devenues des communes dortoirs pour les actifs travaillant dans les aires centrales. En parallèle, les acteurs du secteur immobilier ont profité de la fragilité des règlements d'urbanisme pour développer des lotissements précaires, afin d'attirer les plus démunis.

Même si la croissance démographique de la RMBH a ralenti au cours des années 1980, le modèle d'expansion urbaine observé dans les décennies antérieures s'est poursuivi. Pour autant, l'instabilité de l'économie brésilienne dans cette période conduit à une chute accentuée des emplois du secteur industriel (Mendonça, 2002). Par conséquent, on remarque une augmentation de la part des emplois du secteur tertiaire.

Ensuite, dans la décennie de 1990, on a observé la poursuite d'un ralentissement des taux de croissance démographique. De plus, les dynamiques socio-économiques de la région ont été bouleversées à cause de l'émergence de nouveaux processus sociaux et d'une croissance économique ralentie. Le secteur industriel perd en importance et les taux de chômage augmentent de manière significative. Les axes ouest et nord sont les plus touchés, témoignant d'une croissance du chômage, de l'informalité et de la criminalité. En parallèle, c'est aussi dans cette période qu'émerge un nouveau front d'expansion urbaine dans les franges périurbaines au sud de la métropole, jusqu'à cette période peu urbanisées. Cette extension très particulière est caractérisée par la diffusion d'une série de *condomínios fechados* destinés aux classes supérieures.

Tableau 2 – Taux de croissance de la RMBH de 1960 à 2010

	1960-70	1970-80	1980-1990	1990-2000	2000-2010
Belo Horizonte	6,1	3,7	1,5	1,1	0,6
Autres municipalités	6,2	7,5	4,8	3,9	1,7
Total	6,1	5,0	2,5	2,4	1,1

Source : IBGE

Le tableau ci-dessus illustre les taux de croissance démographique de 1960 à 2010 du pôle-centre et des franges périphériques de la RMBH. Tandis que le pôle-centre connaît un ralentissement continu de sa croissance démographique depuis les années 1960, les franges métropolitaines témoignent d'une croissance accélérée jusqu'aux années 1980. Ce ne qu'à partir de cette période que les taux de croissance du restant de la région métropolitaine belorizontine ralentissent, même s'ils restent toujours plus élevés que ceux du pôle-centre.

c) Un portrait actuel de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte

Depuis les années 1970, la question métropolitaine commence à susciter un débat important au Brésil. En 1973, une loi fédérale est promulguée afin de règlementer et de légitimer les régions métropolitaines brésiliennes en tant qu'échelle de planification et de gestion institutionnelle. À la fin des années 1980, le processus de redémocratisation du pays permet de mettre en relief les fragilités intrinsèques au système de planification métropolitaine à l'œuvre. Dans cette optique, le manque d'investissements de l'État dans les régions métropolitaines conduit à la dissolution des organismes responsables de cette instance de planification. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la discussion métropolitaine est réalimentée, comme nous le verrons plus tard dans cette étude.

Au moment de sa création institutionnelle, dans les années 1970, la région métropolitaine comptait quatorze municipalités. Au cours des années 1990, vingt autres sont graduellement intégrées à l'instance métropolitaine. L'annexion de certaines d'entre elles a été souvent questionnée, d'après l'argument que cette articulation serait d'ordre politique plutôt qu'urbaine (Soares et al., 2010). Dans ce contexte, l'*Observatório das*

Metrópoles (2011) a conçu une méthodologie pour mesurer le niveau d'intégration des régions métropolitaines brésiliennes, en utilisant des critères tels que l'évolution démographique, le flux de mobilité domicile-travail, la densité et les typologies d'occupation. Cette typologie a caractérisé la RMBH comme ayant un niveau moyen d'intégration.

Seules deux métropoles brésiliennes sont identifiées comme des villes globales : Rio de Janeiro et São Paulo. Sept autres métropoles du pays sont considérées comme ayant une influence au niveau national et régional (Annexe 2), étant situées notamment dans les régions Sud et Sud-est. Ainsi, la métropole de Belo Horizonte apparaît comme une métropole de plus en plus importante à l'échelle régionale.

- *Population et aire urbaine*

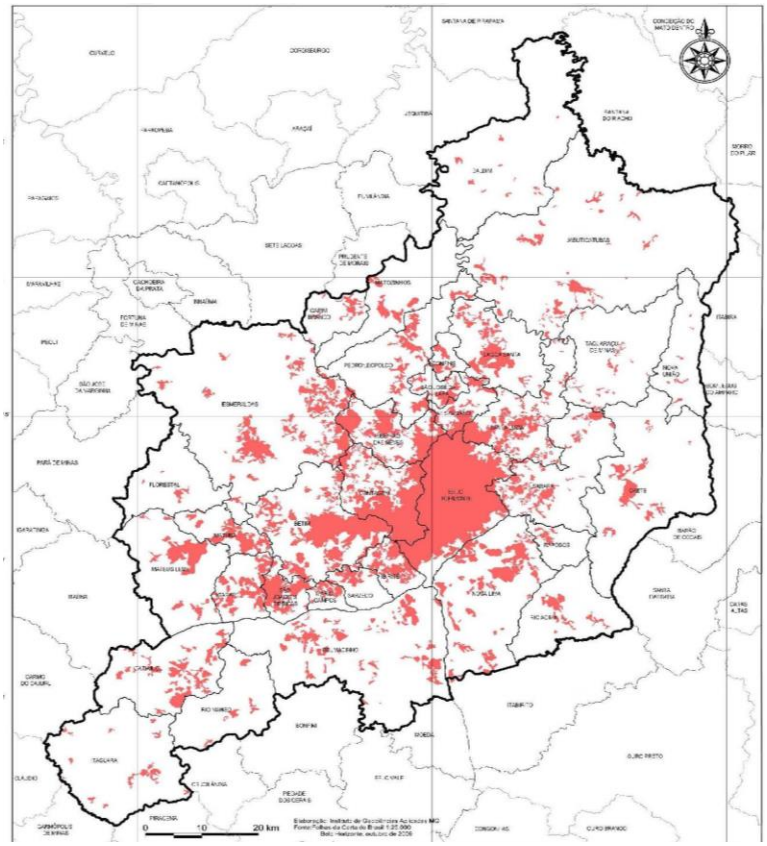
Aujourd'hui, la RMBH est composée de 34 municipalités, qui rassemblent un total de 5 millions d'habitants. Il s'agit d'un territoire très hétérogène qui compte des aires à des degrés d'urbanisation très distincts : des aires de conurbation urbaine à des espaces semi-ruraux. Lorsqu'on observe la carte de l'aire urbanisée de la RMBH (Figure 5) l'extension des espaces périphériques est frappante. En effet, les franges métropolitaines totalisent une superficie qui correspond à trente fois celle du pôle-centre.

Tableau 3- RMBH par population et superficie en 2013

	Population	Superficie
Belo Horizonte	2.395.785	330.954 km2
Autres municipalités	2.787.192	9.136.843 km2
Total	**5.156.217**	**9.467.797 km2**

Source : IBGE

Figure 6- L'aire urbanisée de la RMBH



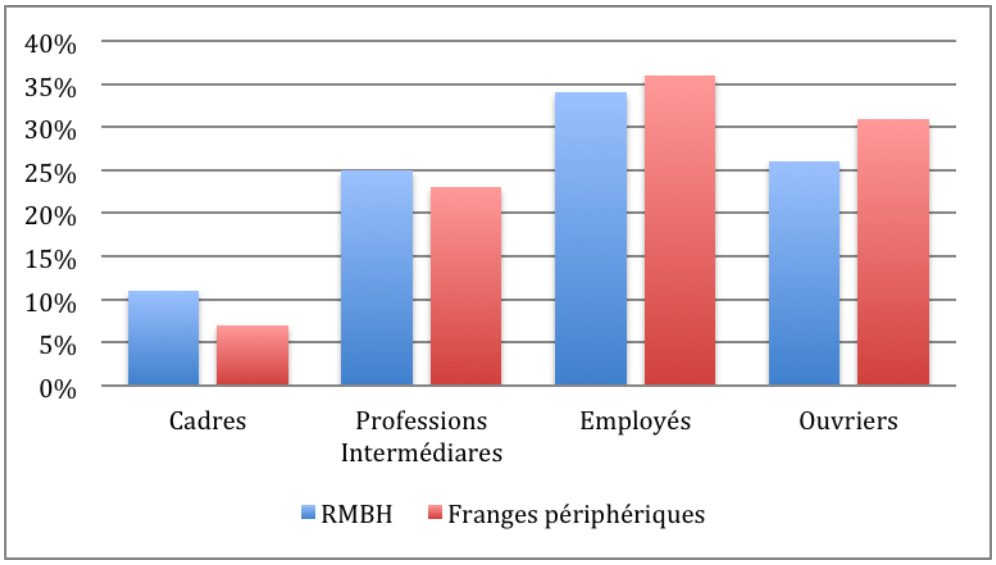
Source : PDDI (2011)

- *Caractéristiques socio-économiques*

Le profil socio-économique de la population active de la RMBH est similaire au profil moyen des autres régions métropolitaines brésiliennes. La part de cadres et de professions intermédiaires est respectivement de 11 % et 25 %.[6] La part d'employés et d'ouvriers est toujours supérieure, rassemblant 34 % et 26 % des populations. Si on s'attache seulement à l'analyse des franges périphériques, on observe que la part de cadres diminue sensiblement et celle d'ouvriers augmente. Cela n'est pas étonnant, puisque les emplois qualifiés se situent pour la plupart dans le pôle-centre.

[6] Dans la Région Métropolitaine de São Paulo la part de cadres est de 17 %.

Figure 7- Part des catégories socio-professionnelles dans la RMBH en 2010



Source : IBGE – recensement de 2010.

- *L'emploi*

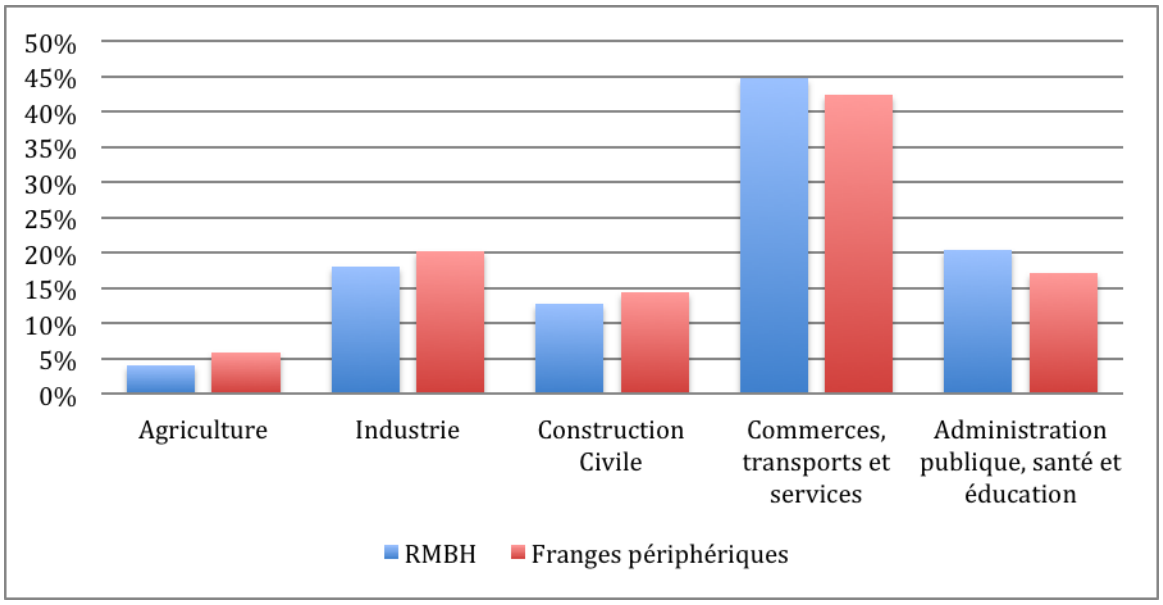
La RMBH, actuellement en pleine période d'exploitation minière, assiste à une transformation de son territoire, qui subit les conséquences d'une exploitation humaine intensive en termes d'environnement, de mutations sociales et économiques, de transformation des paysages. Les responsables politiques anticipent dès à présent les problématiques à venir à la fin de l'exploitation : question de l'attractivité du territoire, de la reconversion des hommes et des sites et de la préservation de la biodiversité.[7]

Quoique le développement urbain de l'aire urbaine belorizontine ait été directement associé à l'activité industrielle, c'est le secteur tertiaire qui rassemble la majorité des actifs de la région aujourd'hui : une part de 45 % des actifs travaille dans le secteur du commerce et des services. Même si l'on écarte le pôle-centre de l'analyse, le

[7] En 2009, la Région Nord-Pas-de-Calais et l'État brésilien du Minas Gerais ont signé un accord de coopération autour des thématiques d'aménagement et de reconversion des territoires - incluant de manière transversale les questions de développement économique, d'innovation et d'attractivité des territoires - et participant ainsi à une démarche de coopération économique décentralisée.

poids de l'agriculture, de l'industrie et de la construction civile augmente légèrement, mais le secteur tertiaire demeure le principal secteur d'activité.[8]

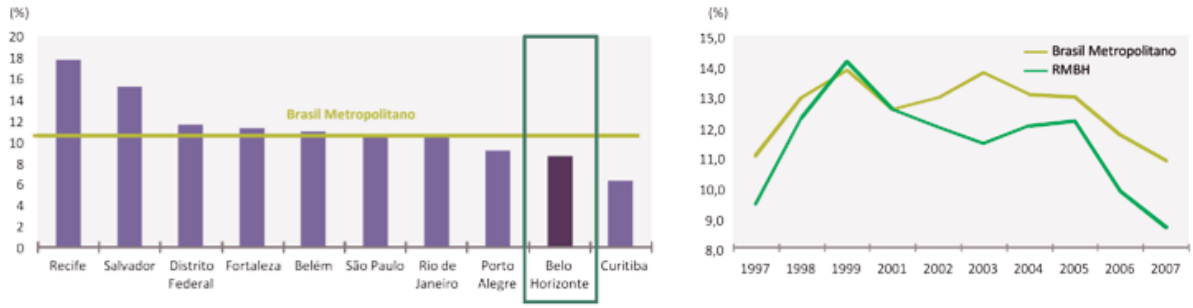
Figure 8- Part d'actifs par secteur d'activité économique en 2010



Source : IBGE – recensement de 2010.

Dans l'ensemble, la RMBH présente des taux de chômage moins importants que ceux des autres régions métropolitaines brésiliennes. De même, les actifs ont un niveau d'étude moyen plus élevé que la population de référence (près de 10 ans d'étude).

Figure 9- Taux de chômage dans la RMBH et les autres régions métropolitaines



Source : PNAD/IBGE – 2007.

[8] La Région Métropolitaine de São Paulo, par exemple, compte une part de 17 % d'actifs dans l'industrie et 70 % dans les services et le commerce.

d) Les changements récents et le contexte actuel dans la RMBH : métropolisation et diversification

L'expansion urbaine de la RMBH a été caractérisée par un modèle d'organisation socio-spatiale marqué : on a observé la diffusion des couches populaires vers les franges d'urbanisation, tandis qu'il existait une forte concentration des couches supérieures dans le centre-ville du fait de la pression immobilière. Dans la période récente, les franges périurbaines de la métropole ont connu et continuent à connaître de nombreuses évolutions. Dans les dernières années, suivant les tendances de la mondialisation, l'État a mobilisés une série d'investissements afin d'insérer la région dans le marché compétitif international. De ce fait, l'inscription progressive des acteurs privés dans la construction de l'espace urbain et les politiques publiques récentes engendrent la production de nouvelles formes d'inégalités sociales et d'expansion urbaine. Cela contribue à créer un espace beaucoup plus complexe et contrastant avec les logiques classiques centre-périphérie qui a longtemps dominé les pays en développement.

Depuis la fin des années 1980, les marges métropolitaines témoignent des mutations en termes de composition socio-spatiale. Mendonça (2002) démontrait des pistes d'une diversification sociale croissante des espaces périurbains au cours les années 1990. On pourrait donc se demander si cette tendance s'est poursuivie dans les dernières années : comment la division sociale de l'espace a-t-elle évolué et évolue-t-elle dans les franges périurbaines de la région métropolitaine de Belo Horizonte ?

Dans cette deuxième partie de notre étude, nous nous attacherons à évaluer les évolutions de la distribution socio-spatiale dans les franges d'urbanisation de la RMBH. Dans un premier temps, nous tracerons l'évolution des dynamiques de mobilité résidentielle, afin de comprendre celles qui ont contribué à façonner le contexte métropolitain actuel. Ensuite, nous tâcherons de développer une typologie capable de saisir la division sociale de l'espace de la RMBH depuis les années 1990. Dans la lignée des travaux de Mendonça (2002), nous ferons l'hypothèse qu'il existe, en effet, un processus de diversification sociale dans le front d'urbanisation belorizontin pendant les dernières décennies. Malgré l'homogénéité qui a longtemps caractérisé les franges métropolitaines en termes de composition, on trouverait des pistes d'assimilation des

différentes catégories sociales. Nous testerons cette hypothèse en construisant une analyse quantitative qui sera menée à partir des données des recensements de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (l'IBGE).

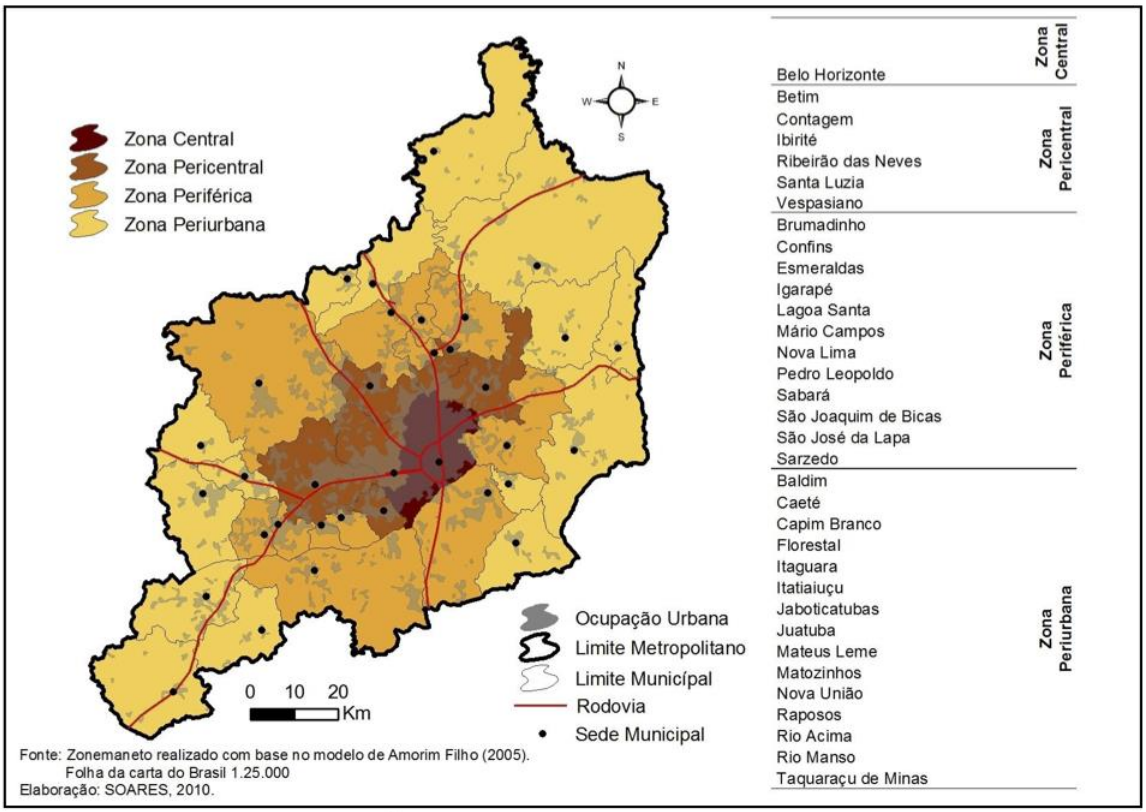
2-Le terrain d'étude : les franges périurbaines

a) Comment étudier des territoires fortement hétérogènes ?

Étudier la région métropolitaine de Belo Horizonte et l'ensemble des municipalités qui la composent n'est pas une tâche évidente à cause, non seulement de l'hétérogénéité de ces espaces, mais aussi du niveau d'intégration des municipalités aux dynamiques métropolitaines. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'articulation de certaines municipalités a été motivée uniquement par des critères politiques, souvent liés aux questions environnementales.

Face à ces contraintes méthodologiques, Soares et al. (2010) ont élaboré une typologie spatiale pour classifier les territoires composant la RMBH à partir de leurs caractéristiques morphologiques et socio-spatiales. Ainsi, les auteurs ont divisé la région métropolitaine en quatre zones distinctes : zone centrale, zone péricentrale, zone périphériques et zone périrurale. La première zone correspond le pôle-centre et la municipalité de Belo Horizonte. Ensuite, la zone appelée péricentrale est composée des municipalités de Contagem, Betim, Ibirité, Ribeirão das Neves, Santa Luzia et Vespasiano. Ces territoires correspondent aux franges périurbaines denses, inscrites en grande partie dans l'aire de conurbation métropolitaine. Les municipalités de la zone péricentrale sont aussi celles qui ont présenté le plus grand taux de croissance démographique dans les dernières années, à cause des processus d'expulsion des populations du pôle-centre. La deuxième catégorie, celle des zones périphériques, est composée de 12 municipalités dont les plus intégrées aux dynamiques métropolitaines sont celles de Nova Lima, Sabará et Brumadinho. Enfin, la zone appelée périrurale rassemble 15 municipalités qui ne sont en effet guère intégrées aux dynamiques de la région métropolitaine.

Figure 10- Typologie de division spatiale de la RMBH



Source : Soares et al. (2010)

Cette typologie nous semble pertinente, car elle permet d'illustrer les différents types d'espace qui composent les franges de la RMBH. Dans cette optique, nous avons décidé d'aborder dans notre étude les zones péricentrale et périphérique. La zone appelée périrurale ne sera pas étudiée, car il s'agit, pour la plus grande partie, de municipalités peu intégrées aux dynamiques métropolitaines. Enfin, la carte ci-dessous délimite les 19 municipalités qui composent notre aire d'analyse.

Figure 11- Aire d'analyse délimitée



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

3- Les mobilités résidentielles : qui rentre et qui sort des franges métropolitaines ?

a) L'importance de l'étude des mobilités résidentielles

Les dynamiques de mobilité résidentielle méritent d'être examinées, car elles peuvent fournir des pistes inestimables pour la compréhension de l'organisation socio-spatiale d'un territoire donné. Les logiques et les contraintes résidentielles des ménages ont été étudiées à travers des approches portant sur les déterminants des mobilités résidentielles, qu'elles soient professionnelles, familiales ou liées à un projet de mobilité.

Ces facteurs se croisent avec des contraintes, notamment sociales et financières, dans l'accès à tel ou tel type de parc ou à tel ou tel type d'espace socio-résidentiel (Miot, 2011).

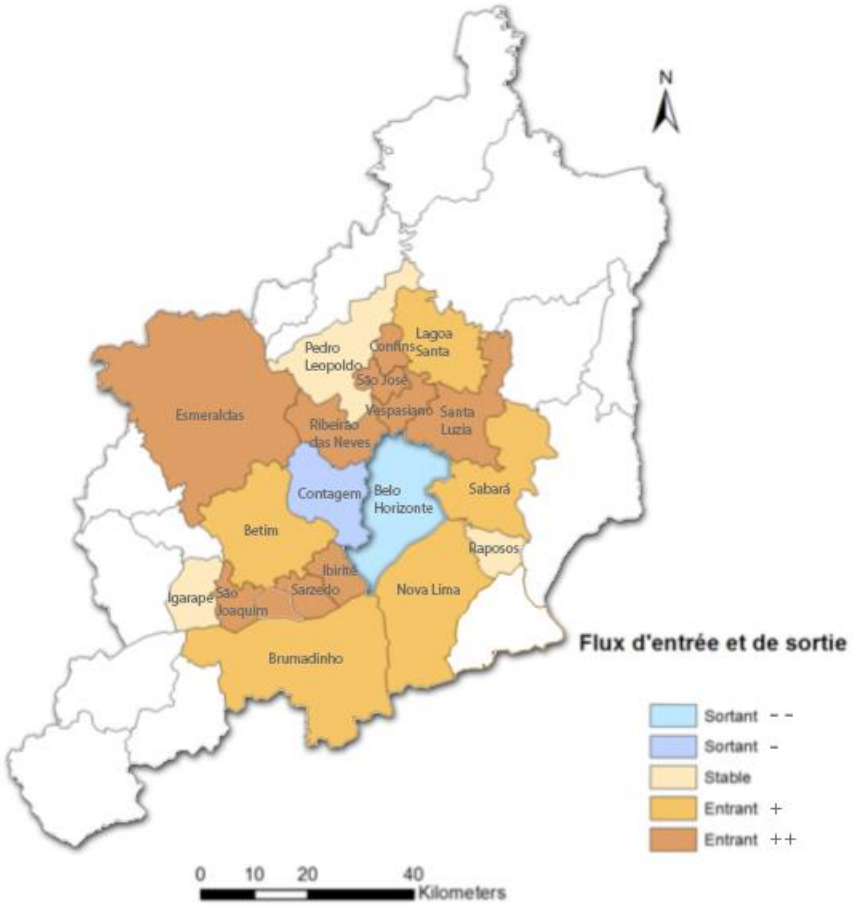
L'analyse des mobilités résidentielles a été réalisée à partir des données des recensements de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) de 1991, 2000 et 2010. Ces données prennent en compte la dernière municipalité de résidence des enquêtés. Ici, nous n'utiliserons pas les données relatives aux mobilités extérieures à la RMBH, car il s'agit de comprendre comment les dynamiques internes peuvent façonner l'espace métropolitain.

b) Des flux d'entrée toujours très élevés

L'observation des flux résidentiels d'entrée et de sortie de 1991 à 2010[9] permet de comprendre l'ensemble des dynamiques résidentielles de la RMBH. Dans l'ensemble, le pôle-centre a connu des flux de sortie élevés et les franges périurbaines ont assisté à un afflux important. Les aires au nord de l'agglomération ont connu des flux d'entrée largement plus élevés que les autres franges. Ce processus est observé surtout dans les territoires adjacents au centre : la municipalité de Ribeirão das Neves, en particulier, a connu un flux d'entrée très élevé au cours de cette période grâce au soutien des pouvoirs publics. De même, les municipalités rurales des franges périurbaines sud, telles que Sarzedo et Igarapé, témoignent de taux d'entrée significatifs. L'axe sud témoigne également de flux entrants importants de 1991 à 2010, même s'ils ne sont pas aussi élevés que ceux de l'axe nord. Deux municipalités de cet espace, Nova Lima et Igarapé, sont les seules de la région métropolitaine qui témoignent d'une augmentation constante des mobilités résidentielles dans les trois périodes recensées.

[9] Pour aboutir aux flux d'entrée et de sortie de 1990 à 2010, nous avons calculé la moyenne des flux d'entrée et de sortie dans les trois périodes recensées.

Figure 12- Flux d'entrée et de sortie dans la RMBH de 1991 à 2010



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

Même si les flux d'entrée sont toujours plus importants que ceux de sortie dans la RMBH, ils sont sensiblement plus élevés dans la décennie de 1990, soit divisés par deux dans la grande majorité des territoires depuis les années 2000. Dans les franges périurbaines, Contagem était la seule municipalité à présenter un flux de sortie plus important que les flux d'entrée, dynamique qui s'est renforcée depuis les 10 dernières années. En effet, on y témoigne d'un mouvement de migration de proximité, dont les flux sortants se dirigent notamment vers les aires voisines de la municipalité de Betim.

Sur l'ensemble des taux de mobilité, on constate une évolution des mobilités résidentielles dans la RMBH. En effet, si une grande partie des habitants si dirigent

encore du pôle-centre vers les franges métropolitaines, dans les dernières années la part d'habitants réalisant des migrations intra-périurbain a augmenté.

c) L'évolution des mobilités résidentielles : une augmentation des mobilités intra-périurbaines?

Si les taux de migration des populations du pôle-centre vers le front d'urbanisation demeurent le type de trajectoire résidentielle le plus important dans la région métropolitaine, on observe une évolution graduelle des mobilités résidentielles. En effet, les migrations internes dans les franges périurbaines s'intensifient au cours de ces deux décennies. De 1991 à 2010, les mobilités intra-périurbaines augmentent de 12 % dans la région métropolitaine belorizontine.

Tableau 4- Flux de migration résidentielle dans la RMBH de 1991 à 2010

Migrations	**1991**	**2000**	**2010**
Centre-périphérie	75 %	67 %	63 %
Intra-périurbain	25 %	33 %	37 %

Source : IBGE - recensements de 1991, 2000 et 2010

Ici, les flux intra-franges sont guidés notamment par des logiques de proximité et les échanges sont plus importants entre les municipalités adjacentes. Cela peut être vérifié notamment dans les franges d'urbanisation les plus denses : en 2010 à Betim seulement 46 % des migrants étaient en provenance de Belo Horizonte et 38 % de ces mobilités provenaient de la municipalité voisine de Contagem.

On constate, cependant, l'augmentation du flux du pôle-centre vers certaines municipalités en particulier. Les municipalités de Nova Lima et de Lagoa Santa ont connu respectivement une augmentation des flux de 63 % et 67 % à 78 % et 77 %. En effet, les mobilités résidentielles en provenance du pôle-centre semblent s'accroître légèrement vers les franges les plus éloignées. Ces dynamiques seraient associées à la fois à la quête d'un cadre de vie spécifique et à la croissance des prix fonciers dans les franges périurbaines les plus denses. Or, cela n'est pas sans rapport avec les

caractéristiques socio-économiques des populations emménageant vers les franges métropolitaines.

d) Les flux des ménages selon les catégories socio-professionnelles : le poids des déterminants sociaux

La structure des dynamiques résidentielles n'est pas sans rapport avec les caractéristiques socio-économiques des ménages. D'après la typologie de mobilité résidentielle élaborée par Miot (2011), il nous a semblé important d'articuler les trajectoires résidentielles au statut socio-professionnel des individus. Certes, une telle approche privilégiant les catégories professionnelles présente sans doute une série de biais, mais elle nous permettra d'avoir une vision d'ensemble des mobilités résidentielles dans la RMBH selon les caractéristiques socio-économiques des ménages. De plus, la typologie que nous développerons pour analyser l'évolution de la division socio-spatiale dans notre terrain d'étude permettra de compenser les biais apportés par l'observation seule des CSP.

L'analyse des mobilités résidentielles depuis, à destination et au sein de la RMBH en 2010 met en relief les tendances actuelles de mouvement dans les franges métropolitaines. Sur l'ensemble des mobilités, on constate que la part de cadres et de professions intermédiaires est légèrement plus représentée que la population de référence de notre échantillon (6 % et 21 %). À l'inverse, les employés semblent moins mobiles (37 %) et les ouvriers sont proportionnellement représentés par rapport à la population de référence (33 %). Ce constat s'inscrit dans la lignée des travaux qui révèlent que les CSP supérieures seraient les plus mobiles (Julliard et al., 2011) .

Tableau 5- Les ménages mobiles selon la catégorie socio-professionnelle en 2010

CSP		Types de mobilité
9 % Cadres		1 % sorties 1 % mobilités intra-municipales 7 % entrées
		5 % sorties

24 % Profession intermédiaires		3 % mobilités intra-municipales 16 % entrées
34 % Employés		7 % sorties 8 % mobilités intra-municipales 27 % entrées
33 % Ouvriers		6 % sorties 4 % mobilités intra-municipales 24 % entrées

Source : IBGE – recensement de 2010

e) L'accession à la propriété et le cadre de vie : les motifs majeurs d'emménagement

Enfin, si on s'attache à l'analyse des motifs d'emménagement à la région métropolitaine deux motifs majeurs peuvent orienter les trajectoires résidentielles : l'accession à la propriété et le cadre de vie. Les données de l'enquête ménages-déplacements menée en 2012 par la Fundação João Pinheiro permettent de confirmer ce constat[10], traduit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6- Motifs d'emménagement en 2012.

Municipalité	Accessibilité aux services	Accession à la propriété	Travail/Études	Cadre de vie/sécurité	Autres
BETIM	4 %	37 %	5 %	22 %	29 %
BRUMADINHO	1 %	21 %	22 %	**28 %**	26 %
CONFINS	0 %	**50 %**	21 %	14 %	14 %
CONTAGEM	2 %	30 %	7 %	21 %	36 %
ESMERALDAS	1 %	**40 %**	14 %	26 %	18 %
IBIRITÉ	2 %	36 %	12 %	24 %	25 %
IGARAPÉ	0 %	33 %	9 %	**30 %**	28 %
LAGOA SANTA	0 %	26 %	20 %	**30 %**	24 %
NOVA LIMA	5 %	21 %	17 %	**36 %**	22 %
PEDRO LEOPOLDO	2 %	37 %	10 %	23 %	28 %

[10] Les motifs d'emménagement ont été introduits seulement dans la dernière enquête ménages-déplacement. C'est pourquoi nous regrettons de n'avoir pas les données nécessaires pour réaliser une comparaison spatio-temporelle.

RAPOSOS	0 %	**68 %**	5 %	11 %	16 %
RIBEIRÃO DAS NEVES	0 %	35 %	8 %	26 %	28 %
SABARÁ	0 %	**45 %**	5 %	23 %	26 %
SANTA LUZIA	2 %	41 %	8 %	23 %	25 %
SÃO JOAQUIM DE BICAS	6 %	31 %	13 %	8 %	40 %
SÃO JOSÉ DA LAPA	1 %	36 %	17 %	26 %	18 %
SARZEDO	3 %	43 %	23 %	13 %	20 %
VESPASIANO	2 %	40 %	10 %	25 %	21 %
TOTAL	**2 %**	**37 %**	**12 %**	**23 %**	**25 %**

Source : Enquête ménages-déplacement RMBH - 2012. Fundação João Pinheiro.

L'accession à la propriété est associée à 37 % des parcours résidentiels dans la RMBH. Ainsi, on pourrait imaginer qu'une part importante des populations s'éloignent du pôle-centre afin d'acheter un logement correspondant à leur budget. Cela renvoie également aux politiques d'accession au crédit mises en place dans la dernière décennie, qui ont permis à une grande partie de la population de devenir propriétaire[11]. On remarque que le taux de ménages dont l'emménagement a été motivé par l'accession à la propriété est plus important dans les municipalités les plus éloignées du centre.

En 2012, la qualité de vie apparaît sensiblement comme motif d'emménagement. Même si l'accession à la propriété demeure le motif majeur dans une grande partie des municipalités, la recherche d'un cadre de vie spécifique semble gagner en force. On vérifie également que les municipalités où le cadre de vie et la sécurité apparaissent comme les principaux facteurs de déménagement correspondent à celles où le flux de migrations en provenance du pôle-centre a augmenté de 2000 à 2010 : Nova Lima, Lagoa Santa et Brumadinho. Il s'agit donc, d'une part, de la population voulant quitter le centre-ville pour habiter les aires les moins denses. Néanmoins, cette quête d'une qualité de vie est observée également dans les municipalités à plus grande densité, telles que Betim et Contagem.

Le travail et les études apparaissent considérablement comme des influences de mobilité résidentielle, notamment dans les municipalités les moins denses et les plus éloignées du pôle centre, où on peut imaginer que les distances des navettes domicile-

[11] Dans le cas brésilien, une grande majorité de la population est propriétaire et l'accession à la propriété est souvent soutenue par la puissance publique. Le taux de propriétaires arrive à 75 % pour l'ensemble du pays (IBGE).

travail seraient plus importantes. Dans les municipalités à concentration historique d'activités industrielles (Betim, Contagem), où le travail apparaissait dans les années 1970 et 1980 comme le principal facteur d'attraction (Mendonça, 2002), ce motif devient secondaire dans la période recensée. De même, l'accessibilité aux services apparaît très secondairement comme facteur d'emménagement.

Au terme de l'analyse des mobilités résidentielles, on constate une augmentation des mobilités intra-métropolitaines, ainsi qu'un mouvement plus important des ménages les plus qualifiés. Nous passerons ainsi à l'évolution de la division sociale de l'espace métropolitain à Belo Horizonte. Par la suite, nous tâcherons de décrypter l'évolution de la composition sociale des franges métropolitaines, à partir d'une série de variables socio-économiques.

4-La division sociale de l'espace belorizontin: la présentation de la méthode

a) La méthode d'analyse : le croisement des variables socio-économiques

Les processus socio-spatiaux ont un caractère multidimensionnel, impossible à saisir à partir d'une seule variable. Dans la grande majorité des cas, la mesure des processus de division sociale de l'espace s'appuie sur la catégorisation en professions et catégories sociales (Mendonça, 2002). Cependant, la seule étude de ce type de catégorisation apparaît de plus en plus inadaptée pour mettre en exergue des situations de séparation sociale, en raison de la pluralisation des professions (Préteceille, 2003) et de la déstructuration de la société salariale (Miot, 2011).

C'est pourquoi nombre de chercheurs ont proposé des méthodes fondées sur le croisement d'une série de variables afin d'identifier les processus socio-économiques qui caractérisent un territoire donné. Selon Grasland et François (1997), les discontinuités territoriales peuvent être analysées par le biais de la combinaison de différents facteurs explicatifs regroupés. Or, comme nous l'avons vu dans la revue de la littérature, l'étude des processus sociaux passe par une compréhension de l'ampleur des phénomènes et de la pluralité d'éléments qui y sont attachés.

Pour construire notre méthode, nous nous sommes appuyés sur les travaux de Brian Mikelbank (2004, 2008) et Vicino (2008). Ces chercheurs nord-américains proposent des analyses qui articulent un croisement de caractéristiques socio-économiques afin de comprendre la division socio-spatiale d'un territoire donné. L'aspect temporel est également mis en valeur comme outil essentiel pour comprendre l'évolution de l'organisation socio-spatiale. Les auteurs évoquent que la nature dynamique et changeante de ce processus mérite d'être prise en compte comme angle d'analyse.

> « Findings suggest that both time and space play critical roles in understanding the way in which neighborhood types evolve over time. Both the changes that occur in situ and the way in which neighborhood types occur at different times throughout the region yield relevant policy insights, contribute to discussions relating to sprawl and residential choice, and lay the foundation for future research efforts [...] The way in which these neighborhoods appear, disappear, and reappear in different locations throughout the region and throughout the study period gives rise to the term neighborhood déjà vu. It aptly describes how a changing neighborhood may seem to transition to something entirely different, but in reality is simply becoming another established type of neighborhood. » (Mikelbank, 2008, p.318)

Dans cette optique, notre méthode a reposé sur une analyse qui s'attache au croisement de plusieurs variables, afin de créer des *clusters* de typologies socio-spatiales. Tout d'abord, une *Hierarchical Cluster Analysis*[12] (classification ascendante hierachique) a été menée pour déterminer le nombre optimal de clusters. Ensuite, une *K-means Cluster Analysis* (partition en k-classes) a été conduite pour identifier les groupes et les caractéristiques intrinsèques à chaque cluster. Enfin, une *Discriminant Analysis* (Analyse discriminante) nous a permis de confirmer les regroupements prévus. Les données de

[12] Le HCA est une méthode de classification automatique utilisée en analyse de données ; à partir d'un ensemble de n individus, son but est de répartir ces individus dans un certain nombre de classes. La méthode suppose qu'on dispose d'une mesure de dissimilarité entre les individus ; dans le cas de points situés dans un espace euclidien, on peut utiliser la distance comme mesure de dissimilarité (Candillier, 2006).

chaque recensement ont été analysées individuellement trois fois, pour les recensements de 1991, 2000 et 2010. Au total, sept catégories constituées par 34 variables ont été observées : âge, race, statut d'occupation, niveau d'étude, revenu, catégorie socio-professionnelle, ancienneté d'emménagement et structure familiale.

Puisque nous travaillons sur un terrain brésilien, les méthodes de construction et d'adaptation des catégories méritent d'être détaillées afin de permettre une meilleure compréhension des résultats :

Encadré 1- Les variables utilisées dans la construction de la typologie socio-spatiale

- **Âge** – variable individuelle: moins de 17 ans, 18 à 25 ans, 26 à 39 ans, 40 à 64 ans, plus de 64 ans-
    - Le recensement n'établit pas de tranches d'âge prédéfinies, c'est pourquoi nous avons construit cinq catégories d'âge différentes.
- **Race** – variable individuelle : blanc, noirs, métis, asiatiques, indiens
    - Les catégories ethno-raciales ont été déterminées selon le recensement brésilien, qui travaille avec cinq profils principaux. Si l'appartenance ethnique n'est pas aussi déterminante dans la division sociale de l'espace brésilien comme elle l'est aux États-Unis, elle peut fournir des pistes d'analyse importantes.
- **Statut d'occupation** – variable par ménage : propriétaire, locataire, logé gratuitement-
    - Cet indicateur calculé par ménage est originellement composé de quatre variables – propriétaire, locataire, logé gratuitement et autres. Pour notre analyse, nous avons utilisé seulement les trois premières, puisque le poids de la dernière variable n'était pas représentatif.
    - L'IBGE fait la distinction entre les ménages ayant acquis leur propriété et ceux en processus d'acquisition. Nous avons regroupé ces deux variables dans une seule variable appelée « propriétaire ».
    - Il est important de remarquer que le recensement brésilien ne fait pas la distinction entre les ménages habitant un logement social. Dans cette optique, la catégorie « logé gratuitement » ne correspond pas aux ménages logés dans le parc social.

- Catégorie socio-professionnelle – variable individuelle : agriculteurs, cadres, professions intermédiaires, employés, ouvriers -

- Les catégories socio-professionnelles brésiliennes ont été inspirées du système de classement élaboré par l'INSEE, ce qui rend les deux classements très similaires. Dans cette optique, nous avons réalisé une comparaison détaillée afin d'éviter des distinctions structurelles capables d'affecter les résultats.
- Du recensement de 1991 à celui de 2000, la catégorie artisans et commerçants disparaît du recensement et les groupes qui la composaient sont redistribués dans les catégories des professions intermédiaires et employés. Dans cette optique, pour le recensement de 1991, nous avons réalisé cette conversion des professions affectées selon le modèle élaboré par l'IBGE.

- Revenu – variables : jusqu'à 1 salaire minimum, 1 à 3 s.m, 3 à 5 s.m, 5 à 10 s.m, 10 à 20 s.m et plus de 20 s.m -

- Le revenu a été calculé par ménage. Dans le recensement brésilien le revenu moyen est calculé en termes de nombre de salaires minimum par mois. Cette valeur correspondait à respectivement à 131[13], 191, 760 reais en 1991, 2000 et 2010[14].

- Niveau d'étude – variable individuelle (individus ayant plus de 25 ans) : aucun diplôme, *Ensino Fundamental*, *Ensino Médio*, Enseignement Supérieur –

- Étaient considérés sans diplôme tous les individus n'ayant pas terminé l'*Ensino Fundamental*.
- Le niveau *Ensino Fundamental* (Enseignement Fondamental) correspond aux individus ayant étudié jusqu'à la troisième année du collège et pourrait être comparée au niveau Brevet des Collèges en France.
- L'*Ensino Médio* (Enseignement Moyen) correspond aux trois dernières années du lycée et pourrait être comparée au niveau Baccalauréat en France.
- Enfin, dans la catégorie Enseignement Supérieur nous avons intégré tous les individus ayant fini au moins un cursus universitaire.

[13] En 1991 la monnaie brésilienne était le Cruzeiro.

[14] Un real brésilien correspondait à 3,09 euros le 10 avril 2014.

- **Ancienneté d'emménagement** – variable par ménage : moins de 5 ans, de 5 à 10 ans, de 10 à 30 ans, plus de 30 ans –
    - Afin d'harmoniser les données temporelles nous avons considéré 2010 comme l'année de référence.
- **Structure familiale –** variable par ménage : couple avec enfants, familles monoparentales, structures non-familiales-

Les critères des différenciations sont liés au niveau économique de la population, à l'appartenance sociale, ethnique[15] et dans une moindre mesure à l'âge des populations. Un système de corrélations éclaire de manière significative les structures sociales à Belo Horizonte. Ensuite, afin d'appliquer spatialement la typologie socio-économique élaborée, le choix de l'échantillonnage sera essentiel pour déterminer les types de résultat auxquels on veut aboutir.[16]

b) Le choix de l'échelle d'étude et ses biais

Nous avons constaté, dans la revue de la littérature, que l'échelle d'étude et l'échantillonnage peuvent influencer drastiquement les résultats d'une analyse socio-spatiale. De même, les maillages territoriaux, tels que les limites de quartiers, imposent un cadre de lecture qui pourrait influencer la perception des processus de concentration ou de discontinuité.

Or, pour notre étude, l'échelle de la municipalité nous a semblé problématique, car dans une seule d'entre elles peuvent exister une multitude d'organisations socio-

[15] L'analyse des catégories ethniques peut fournir des pistes de recherche, mais doit être interprétée avec prudence. Si la part de la population noire est plus prononcée dans quelques clusters, elle est loin d'être représentative. Dans le cas belorizontin, on remarque qu'il n'existe pas une présence très prononcée de communautés ethniques. Même si dans les clusters à profil social plus élevé la part de blancs est toujours plus importante, la nature hétérogène des profils raciaux au Brésil empêche la création d'enclaves blanches à l'instar des quartiers du *white flight.* Au contraire des recherches nord-américaines, les enclaves à caractère ethno-racial sont moins présentes dans ce contexte. On peut, cependant, parler d'enclaves socio-économiques, illustrées par les figures des *favelas.* Pourtant, on n'abordera pas dans cette étude la question de l'informalité, puisqu'il s'agit d'un objet d'étude très complexe et ayant des logiques intrinsèques très particulières, qui ferait lui-même un sujet de recherche en soi.

[16] Une variable que nous regrettons de n'avoir pas intégré à l'analyse serait le taux de chômage. Cependant, des changements structuraux dans les recensements nous ont empêchés de prendre en compte ces paramètres en particulier.

spatiales distinctes. Dans cette perspective, on a décidé de travailler avec l'unité territoriale des *áreas de ponderação* (aire pondérée), délimitée par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE). L'aire pondérée est construite à partir de l'unité spatiale la plus petite, le *setor censitário* (secteur de recensement). Selon les définitions de l'IBGE :

- L'aire pondérée est « *une unité géographique composée par le regroupement de secteurs de recensement, afin d'appliquer les procédures de calibration des informations connues pour la population dans son ensemble.* » La taille de ces aires ne doit pas être trop réduite en termes de nombre d'habitants et de ménages, car on risque de perdre en précision. C'est pourquoi la taille définie pour les aires pondérées est d'au moins 400 ménages. Pour les municipalités comptant plus de 190 000 habitants, les aires pondérées ont été définies par les acteurs locaux, sous condition de respecter les paramètres établis par l'IBGE.
- Secteur de recensement : « *le secteur de recensement est l'unité territoriale des opérations de recensement, défini par l'IBGE, dont les limites physiques sont identifiées en respectant la division politico-administrative du Brésil. Le secteur de recensement est l'unité territoriale la plus petite dont la taille est appropriée pour le travail de terrain, ce qui permet d'assurer une couverture complète du pays.* »

L'option de travailler avec les aires pondérées au profit des secteurs de recensement peut être expliquée par certains facteurs. Depuis 2010 l'IBGE ne diffuse plus toutes les données concernant les secteurs de recensement (telles que les catégories socio-professionnelles, le niveau d'étude et l'ancienneté d'emménagement) pour des raisons de confidentialité. Par ailleurs, afin d'éviter les biais liés à l'échantillonnage dans les petites unités de recensement, nous avons choisi d'utiliser une échelle intermédiaire entre les municipalités et les secteurs censitaires, capable de rendre compte des dynamiques socio-spatiales à une échelle métropolitaine.

Une autre préoccupation concerne le changement des limites territoriales au cours des trois recensements analysés. Les aires pondérées ont été introduites pour la première

fois dans le recensement en 1991, cependant de 1991 à 2010 leurs limites territoriales ont constamment changé, afin d'accompagner les changements des limites des secteurs censitaires. En effet, d'un recensement à l'autre l'IBGE introduit des changements significatifs dans l'échantillonnage, afin de les adapter aux changements socio-territoriaux observés dans les aires urbaines (Annexe 1). Puisque notre recensement de référence était celui de 2010, nous avons adapté les données des recensements antérieurs aux limites des aires pondérées définies dans le recensement de 2010. Ce travail a été possible grâce au « Tableau de conversion des unités territoriales » que l'IBGE de Belo Horizonte nous a fourni pour réaliser cette étude.

c) Les typologies socio-spatiales identifiées

Au terme de cette explication détaillée de notre démarche méthodologique, nous présenterons les résultats auxquels nous avons pu aboutir à partir de l'analyse hiérarchique ascendante menée[17]. Dans cette optique, nous avons dressé une typologie d'organisation socio-spatiale composée par cinq clusters principaux : *Nouveaux Populaires, Premiers Populaires, Petits-Moyens, Intermédiaires et Condomínios.* Nous allons dans un premier temps discuter les éléments de distinction de chaque cluster déterminé, afin de mettre en relief les principales caractéristiques identifiées dans chaque typologie. Ensuite, nous tenterons de tracer les évolutions et les transitions temporelles et spatiales d'un cluster à l'autre.

5- L'évolution de la division sociale de l'espace dans la RMBH

a) Les cinq clusters identifiés

La première typologie identifiée a été celle des *Populaires,* composée de deux clusters principaux. Ces deux clusters partagent nombre de caractéristiques en termes de revenu, statut socio-professionnel et niveau d'étude. Le premier, qu'on appellera les *Nouveaux Populaires* est caractérisé par une grande part d'employés et d'ouvriers et par

[17] Cette analyse a été menée sur le logiciel SPSS PASW Statistics 22

une faible part de cadres. Par ailleurs, ce groupe rassemble une moindre part de population blanche et une part plus élevée de métis et de noirs que la population de référence. Ici, on rencontre également plus de ménages propriétaires que dans les autres clusters. Les *Nouveaux Populaires* sont peu diplômés (ayant pour la plupart l'*Ensino Fundamental*) et leur revenu se situe entre 1 et 3 salaires minimums. Il s'agit notamment de familles monoparentales ou de ménages n'appartenant pas à une structure familiale. La dernière caractéristique discriminante était le taux élevé des populations jeunes, ayant moins de 17 ans.

Le deuxième groupe de Populaires identifié était celui des *Premiers Populaires.* Ceux-ci présentent dans l'ensemble les mêmes composantes socio-économiques que les *Nouveaux Populaires*, pourtant on souligne quelques caractéristiques qui les distinguent. Ce groupe est en général moins diplômé et les revenus y sont plus faibles que dans le premier cluster. D'ailleurs, dans ce cluster la part de couples avec enfants est très élevée. La différence la plus marquée entre les deux clusters en question est l'ancienneté d'emménagement : une part importante des *Nouveaux Populaires* semble avoir emménagé récemment, alors que la majorité des *Premiers Populaires* se sont installés il y a plus de 20 ans. Cette appellation fait allusion à la composition de ce groupe, qui rassemble la plupart des premiers ménages populaires qui se sont dirigés vers les franges périurbaines de l'agglomération.

Le deuxième groupe identifié était celui des *Petits-Moyens*. Ce cluster correspond à presque un tiers des clusters analysés. Ayant un statut social plus élevé que les *Populaires*, ce groupe est composé d'une part non-négligeable de professions intermédiaires. Par conséquent, les revenus y sont plus élevés, variant de 3 à 10 salaires minimums. Même si le niveau d'étude le plus important est toujours celui de l'*Ensino Fundamental*, les individus ayant l'*Ensino Médio* y sont plus nombreux que dans les groupes populaires. Ainsi que les *Premiers Populaires,* les ménages arrivés récemment y sont sous-représentés. Ici, la part de familles monoparentales est également importante.

Ensuite, deux facteurs discriminants ont permis d'identifier les *Intermédiaires.* D'un côté, on observe dans ce groupe une part importante de professions intermédiaires, articulée à une part de cadres plus élevée que la moyenne. D'un autre côté, le niveau d'étude de cette population semble beaucoup plus élevé que pour les trois dernières

catégories. La plupart des individus ont l'*Ensino Médio* et une autre part importante est diplômée de l'enseignement supérieur. Ici, les revenus sont sensiblement plus élevés, variant de 10 à 20 salaires minimums. Par ailleurs, la population blanche est surreprésentée, ainsi que la population de plus de 40 ans. Cela n'est pas sans rapport avec l'ancienneté d'emménagement des ménages, arrivés pour la plupart depuis 10 ans. Bien que la propriété demeure la règle générale, la part de locataires est surreprésentée par rapport à la population de référence. Cela renvoie à une partie élevée de la population n'appartenant pas à une structure familiale. Il s'agit donc des aires où nous avons pu identifier que l'accession à la propriété apparaissait moins comme facteur d'emménagement.

Le cluster le moins nombreux (mais le plus singulier) était le *Condomínios,* qui comporte seulement 13 unités territoriales parmi les 324 analysées. Le nom de cette catégorie socio-économique est lié au processus de diffusion des lotissements fermés qui a caractérisé la RMBH depuis les années 1990. Ce groupe se distingue par la part très élevée de cadres et de professions intermédiaires, ainsi que par les revenus importants, avec une majorité de ménages touchant plus de 20 salaires minimums. Par ailleurs, cette population est arrivée récemment dans les franges métropolitaines, soit dans les 10 dernières années. On y observe également une surreprésentation marquée des blancs, des individus âgés de plus de 40 ans et des couples avec enfants. En effet, il s'agit notamment de familles dont la situation économique consolidée permet d'accéder à la propriété dans ces aires où les prix immobiliers sont plus élevés (Andrade, 2001). Une particularité soulignée est la surreprésentation d'agriculteurs et d'individus logés gratuitement par rapport aux autres clusters. Cela n'est pas sans rapport avec la part d'individus qui travaillent dans les résidences des populations les plus riches, y étant logés gratuitement.

Le tableau ci-dessous représente les *median z-scores* calculés pour chaque cluster et pour chaque année recensée. Pour Mikelbank (2008), lorsqu'on mené une analyse en particulier pour chaque année recensée, cela évite certaines complications qui peuvent découler de la comparaison temporelle. On pourrait imaginer, par exemple, que le niveau d'éducation de la population ait augmenté au cours du temps. Ainsi, si l'on comparait les clusters des toutes les années recensées, ceux présentant les taux d'éducation les plus élevés seraient associés aux données les plus récentes. C'est pourquoi le calcul séparé par

année de recensement nous permet de comparer les caractéristiques de chaque cluster dans une période donnée. Les dix valeurs absolues les plus élevées de chaque cluster sont soulignées en gras.

Tableau 7- *Median Z-scores* des clusters identifiés

	Nouveaux Populaires	Premiers Populaires	Petits-Moyens	Intermédiaires	Condomínios
Démographie					
Âge: part de la population					
Jusqu'à 17 ans	**1.02**	**0.85**	-0.30	**-1.25**	-0.33
18 à 25 ans	-0.77	0.79	**0.51**	0.19	-0.72
26 à 39 ans	0.45	-0.80	-0.20	1.15	-0.60
40 à 64 ans	**-1.16**	**-0.84**	0.31	0.89	0.81
Plus de 64 ans	-0.88	**-0.89**	0.16	0.37	**1.23**
Race : part de la population					
Blancs	-0.65	**-1.12**	-0.16	1.09	**0.84**
Noirs	0.86	0.51	0.28	**-1.20**	-0.45
Métis	0.60	**1.16**	0.14	-1.03	-0.87
Structure familiale : part de la population					
Couples avec enfants	-0.43	1.15	**-1.45**	0.10	0.62
Familles monoparentales	0.78	-0.89	**1.33**	-0.40	-0.83
Structures non-familiales	1.14	-1.23	-0.13	0.90	-0.65
Caractéristiques du logement					
Statut d'occupation : part des ménages					
Propriétaires	0.84	**0.85**	0.14	-1.05	-0.79
Locataires	-0.78	-0.61	0.18	**1.54**	-0.34
Logés gratuitement	-0.02	-0.64	**-0.61**	-0.35	**1.61**
Caractéristiques socio-économiques					
Revenu : part des ménages					
Jusqu'à 1 salaire	0.59	0.66	-0.34	**-1.27**	0.36
1 à 3 salaires	**1.04**	**0.94**	-0.18	-1.18	-0.62
3 à 5 salaires	0.21	0.26	**0.77**	-0.02	**-1.22**
5 à 10 salaires	-0.76	-0.76	0.40	**1.53**	-0.41
10 à 20 salaires	-0.80	-0.82	0.04	**1.45**	0.13
Plus de 20 salaires	-0.87	**-0.86**	-0.06	0.67	**1.13**
Niveau d'étude: part de la population					

Aucun Diplôme	0.57	0.80	0.12	**-1.40**	-0.10
Ensino Fundamental	0.84	0.62	-0.07	-0.46	**-0.92**
Ensino Médio	-0.76	-0.68	**0.44**	**1.50**	-0.49
Supérieur	**-0.89**	**-0.93**	-0.06	1.08	0.80
Catégorie socio-professionnelle : part de la population					
Agriculteurs	0.01	-0.64	-0.31	-0.69	0.62
Cadres	**-0.90**	-0.81	-0.09	**1.19**	**1.62**
Professions intermédiaires	-0.86	-0.83	0.36	**1.44**	0.11
Employés	0.14	0.80	-0.10	-0.67	-0.17
Ouvriers	**0.98**	**0.91**	0.08	-0.90	**-1.07**
Mobilité résidentielle					
Ancienneté d'emménagement : part des ménages					
Moins de 5 ans	**0.91**	-0.39	**-0.81**	-0.83	**1.12**
5 à 10 ans	**1.20**	0.08	**-0.60**	-1.00	0.33
10 à 30 ans	**-0.90**	0.72	**0.58**	0.63	**-1.03**
Plus de 30 ans	**-0.92**	-0.78	**0.93**	0.96	-0.18

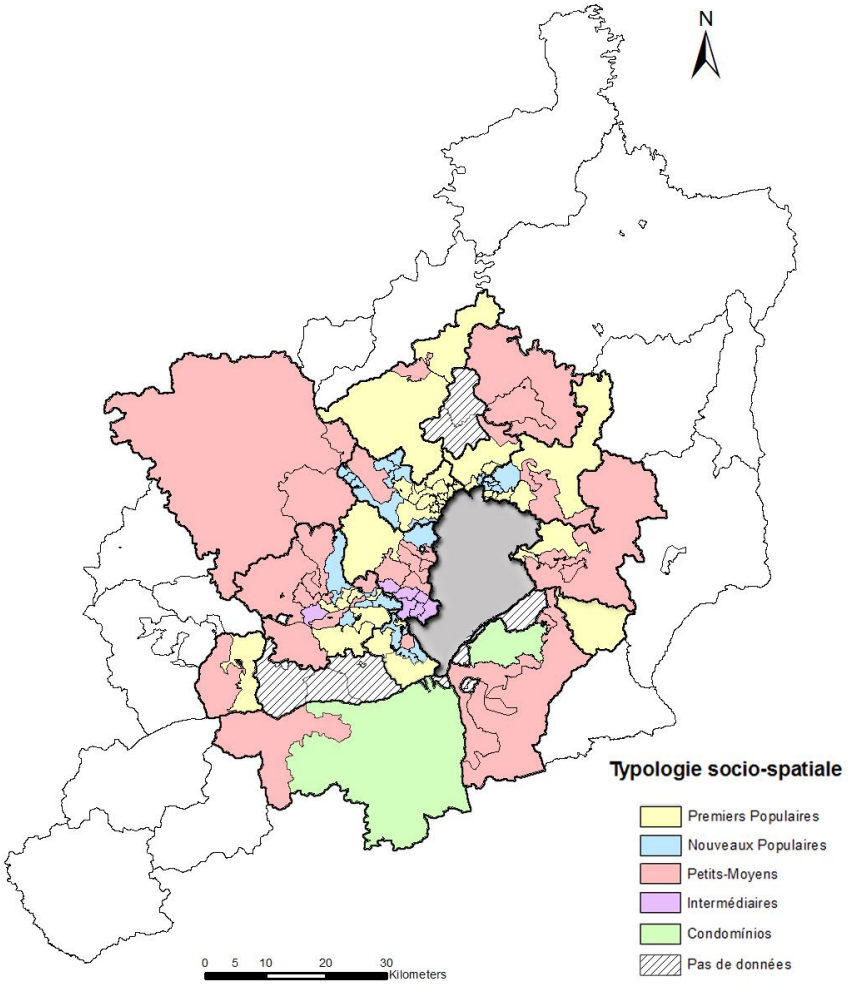
b) Une transformation socio-spatiale marquée de 1991 à 2010

Suite à la définition des typologies socio-spatiales présentées, on tâchera d'analyser leur évolution dans l'espace métropolitain. Puisque chaque recensement a été évalué de manière individuelle, il était possible d'observer comment ces clusters ont évolué au cours du temps. Ainsi, chaque aire pondérée pourrait continuer d'être inscrite dans le même cluster ou être confrontée à une transition sociale, qu'elle soit ascendante, descendante ou vers une diversification sociale. Ces transformations sont sans doute d'ordre socio-économique, mais aussi spatial, c'est-à-dire que les différents clusters peuvent être distribués de manière sensiblement différente d'un recensement à l'autre.

La carte ci-dessous illustre la distribution socio-spatiale du front d'urbanisation belorizontin en 1991. Le secteur nord est un espace majoritairement populaire, accueillant une grande part de *Premiers Populaires* et quelques espaces de *Nouveaux Populaires.* Le secteur Ouest rassemble une population très diversifiée : les deux types de *Populaires* y sont rencontrés (notamment à Betim) alors qu'on observe une occupation des *Intermédiaires et Petit-Moyens* dans les zones les plus denses, mais aussi dans les espaces moins urbanisés. La zone sud est composée pour la plupart de *Petits-Moyens.* Les municipalités de Nova Lima et de Brumadinho montrent les premières pistes

d'installation des *Condomínios*, qui est associée à la diffusion des *gated communities* initiée dans cette période.

Figure 13- Division sociale de l'espace dans la RMBH en 1991

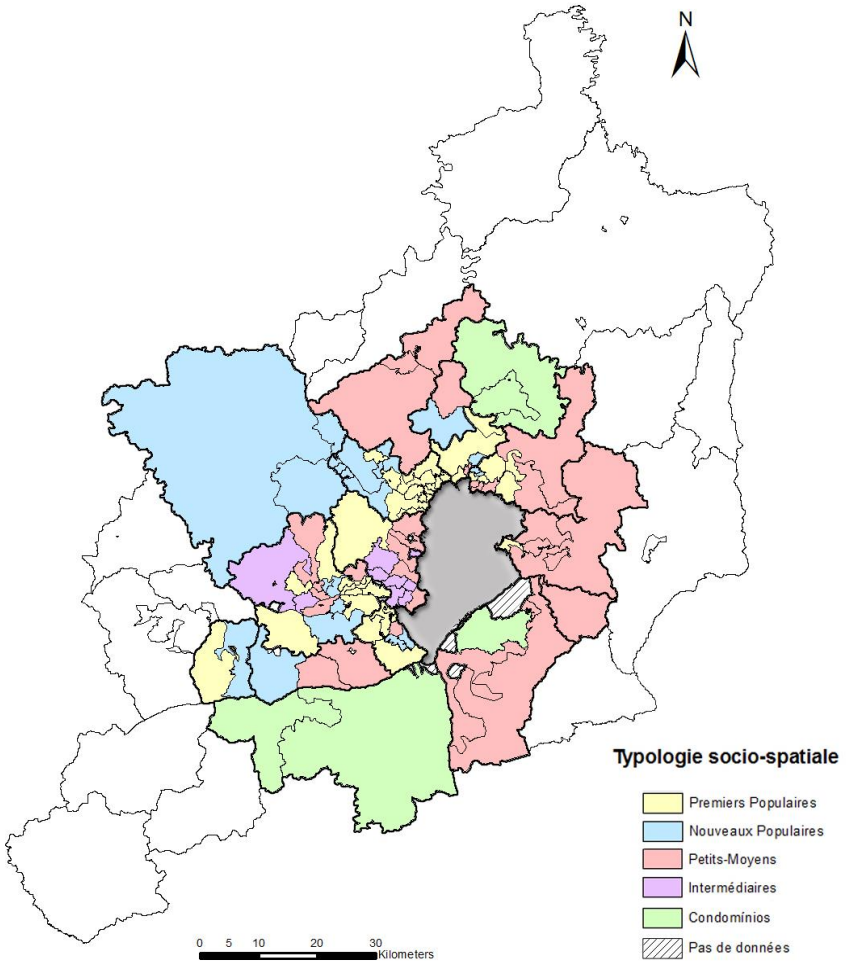


Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

Dans les années 2000, on observe des changements significatifs dans l'espace métropolitain. Tout d'abord, on remarque la diffusion des clusters *Petits-Moyens* au nord de la région métropolitaine. Ce changement est observé notamment dans les aires plus éloignées et les moins denses du front d'urbanisation. Dans le cas particulier de la municipalité de Lagoa Santa, on observe l'émergence d'une population composée par des

Condomínios. Toujours au nord, les espaces adjacents au pôle-centre semblent continuer d'être assez stables en termes de composition sociale. Ensuite, l'axe est devient un espace d'occupation très homogène, et rassemble une quasi-totalité de *Petits-Moyens.* D'ailleurs, la zone ouest s'est sensiblement transformée. On assiste d'emblée à une diversification des espaces plus éloignés du pôle-centre, qui témoigne d'une transition des *Petits-Moyens* aux *Nouveaux Populaires.* De même, une partie des franges périurbaines denses connaît une trajectoire ascendante, de *Petits-Moyens* vers *Intermédiaires.* Enfin, l'axe sud présente également un parcours ascendant : elle est maintenant composée dans sa majorité par des espaces classés comme *Petits-Moyens* et *Condomínios.*

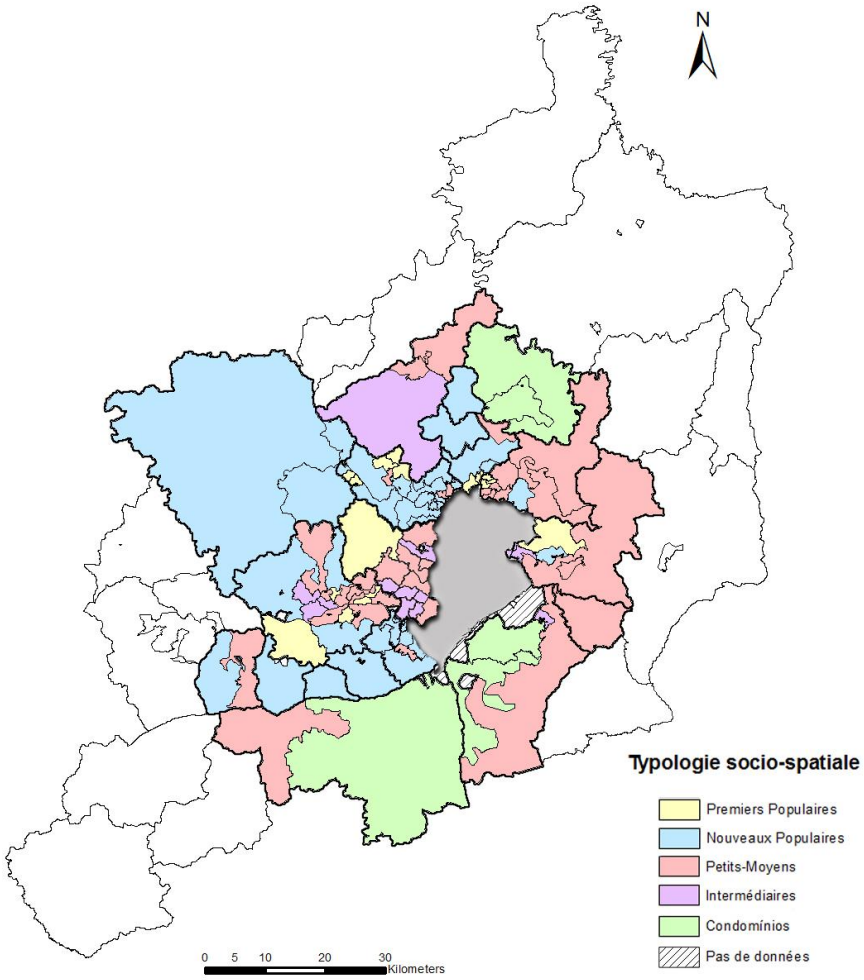
Figure 14- Division sociale de l'espace dans la RMBH en 2000



Source : Élaboration personnelle, fond de carte IBGE

Enfin, la carte illustrant la division socio-spatiale en 2010 permet d'observer une consolidation des tendances vérifiées en 2000. La zone nord continue à connaître des changements. Les espaces les plus éloignés du centre-ville poursuivent une trajectoire sociale ascendante, alors que les territoires les plus denses témoignent maintenant d'une transition des *Premiers Populaires* aux *Nouveaux Populaires*. Dans l'ensemble de la RMBH, la part d'espaces *Condomínios* reste stable, confirmant la poursuite des développements immobiliers destinés aux couches supérieures. Dans l'axe ouest, on vérifie encore la diffusion des clusters *Petits-Moyens* et *Intermédiaires* dans les zones les plus denses, notamment à Contagem.

Figure 15- Division sociale de l'espace dans la RMBH en 2010



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

c) La RMBH : des trajectoires majoritairement ascendantes

D'une manière générale, les clusters rassemblant les populations les plus modestes ont été ceux qui ont connu les mutations les plus importantes. Le groupe *Premiers Populaires* a été non seulement celui qui a le plus changé dans la période analysée, mais aussi celui qui a perdu le plus grand nombre d'intégrants (40 %) de 1991 à 2010. Ici, les principales transitions ont été vers les *Nouveaux Populaires* et les *Petits-Moyens.* De même, les *Nouveaux Populaires* ont connu pour la plupart une trajectoire ascendante, vers les *Petits-Moyens*. Cette trajectoire visiblement ascendante des couches populaires peut s'expliquer non seulement par les dynamiques socio-spatiales, mais aussi par la conjoncture économique du pays, qui a connu dans la période récente une augmentation des revenus moyens et du pouvoir d'achat de la population.

Les clusters qui rassemblent les couches moyennes et supérieures ont témoigné d'une trajectoire beaucoup plus stable dans la période étudiée. Si les *Intermédiaires* ont gagné 22 % de leurs intégrants, la grande majorité de ce cluster n'a pas changé durant les 20 dernières années. Le cluster le plus stable était celui des *Condomínios*. Depuis 1991, il a seulement gagné des intégrants, notamment de 1991 à 2000.

Tableau 8 – Transition des clusters de 1991 à 2000

Total	Nouveaux Populaires	Premiers Populaires	Petits-Moyens	Intermédiaires	Condomínios	Part Stable	Gagnant	Perdant
Nouveaux Populaires	22	18	6	0	0	48%	30%	22%
Premiers Populaires	23	28	22	2	0	37%	22%	40%
Petits-Moyens	9	8	35	8	3	56%	24%	21%
Intermédiaires	1	0	3	12	0	71%	22%	7%
Condomínios	0	0	0	0	6	83%	100%	0%

Dans cette optique, on constate des mutations importantes dans le front périurbain de la RMBH. Dans cette période, une partie importante des évolutions a reposé sur une trajectoire ascendante, pour la plupart à l'est des franges d'urbanisation. D'ailleurs, des parcours descendants (dans les aires moins denses de l'ouest) et une diversification[18] des espaces ont été aussi identifiés. La période suivante, de 2000 à 2010, représente une consolidation des transformations observées auparavant. Cette fois-ci, les trajectoires vers une diversification sociale sont observées notamment au nord du front d'urbanisation.

Tableau 9- Évolution de 1991 à 2010

Période/Changements	Aucun	Descendant	Diversification	Ascendant
1991-2000	56 %	14 %	10 %	20 %
2000-2010	46 %	15 %	18 %	21 %
Total	50 %	15 %	15 %	20 %

Source : Eugênia Viana Cerqueira

Ainsi, on a pu corroborer l'hypothèse avancée par Mendonça (2002) qui évoquait une évolution des franges métropolitaines belorizontines vers une plus grande diversité sociale. En effet, cet espace majoritairement occupé par les couches populaires et les petits-moyens dans les années 1990 a graduellement connu l'arrivée des couches moyennes et supérieures. Les mutations socio-spatiales ont été importantes, car 50 % des espaces ont connu des transitions d'ordre socio-économiques. Néanmoins, on pourrait se demander si ces changements constatés se traduisent par une augmentation des échanges sociaux.

6- La diversification sociale : une augmentation des échanges ?

Au terme de notre analyse, on pourrait supposer que la diversification sociale croissante du front d'urbanisation belorizontin entrainerait une assimilation sociale (Clark, 2006), en comportant une augmentation conséquente des échanges sociaux entre

[18] Les transitions n'étant pas caractérisées par un changement de statut social prononcé ont été considérées comme « diversification ». Les transitions caractérisées par un changement important en termes de revenu, catégorie socio-professionnelle et niveau d'étude ont été classifiées comme ascendantes ou descendantes (Annexe 5).

les différents types de population. Pourtant, des questions doivent être posées sur le caractère théoriquement spontané d'une telle intégration sociale : le partage spatial entraîne-t-il une augmentation d'échanges entre les populations ? Certes, il est évident qu'une proximité spatiale peut en effet favoriser les interactions potentielles entre les individus, mais il est important de nuancer cette potentialité. Safi (2009) évoque que de nombreux facteurs peuvent neutraliser les effets d'un partage spatial : les stratégies des acteurs du marché immobilier, les politiques urbaines et les comportements des individus.

Par ailleurs, la typologie socio-spatiale élaborée ici ne permet pas de prendre en compte les discontinuités du tissu urbain. Comme nous l'avons vu, l'espace périurbain belorizontin est composé par des territoires à caractéristiques morphologiques très hétérogènes. Dans la lignée du concept de fragmentation spatiale évoqué dans la première partie de notre étude, on peut s'interroger sur le lien entre la proximité physique et l'augmentation de l'interaction entre les populations dans l'espace métropolitain belorizontin.

Chapitre 3- Les dynamiques de séparation sociale : un produit des acteurs immobiliers ?

1- La division socio-spatiale : un produit du marché immobilier ?

a) Les franges périurbaines : un environnement produit par des acteurs et des stratégies

L'analyse à l'échelle métropolitaine menée dans la deuxième partie de notre étude apporte une vision d'ensemble de la division sociale de l'espace belorizontin qui n'est pas négligeable. En contrepartie, la dimension très vaste de cette échelle d'analyse empêche de rendre compte d'autres facteurs qui impactent les mécanismes d'éclatement social à une échelle plus fine. En effet, les logiques de séparation sociale concernent une imbrication complexe de facteurs, qui demandent un examen détaillé des acteurs et des stratégies qui y sont impliqués. C'est pourquoi il nous semble très pertinent d'adopter une approche multiscalaire qui serait capable de saisir les processus sociaux qui opèrent aux différentes échelles.

La revue de la littérature a permis d'expliquer l'importance des choix individuels en tant que facteurs explicatifs des localisations résidentielles et de l'organisation sociale dans l'espace urbain. De ce fait, les espaces périurbains sont souvent caricaturés comme des territoires fabriqués par l'expression des choix des individus. Ce constat serait à nuancer, car les franges métropolitaines ne seraient pas le produit exclusif d'un volontarisme individuel de mise à l'écart, mais aussi d'autres dynamiques et d'autres acteurs. Le Goix (2013) postule que les marges suburbaines ne sont « *pas seulement d'un produit résultant de la demande d'un agrégat de consommateurs suburbanites, mais d'un environnement produit par des acteurs et des stratégies* ». Elles sont souvent le produit des processus résultant des logiques de la métropolisation, qui configurent un milieu façonné par les stratégies des acteurs, qu'ils soient individuels, publics ou privés.

Effectivement, l'espace socio-résidentiel des métropoles est marqué par des effets de structure de l'offre : la composition sociale du parc de logements s'articule

directement aux dynamiques du marché immobilier (Dodier, 2013). La présence de quartiers de maisons individuelles en accession à la propriété ou d'anciennes zones de logements sociaux influe sur les concentrations socio-spatiales (Miot, 2000). Si les statuts d'occupation et la structure locale de l'offre de logements jouent un rôle important dans la distribution socio-spatiale des territoires, ce sont les marquages sociaux locaux des offres qui expliquent le plus la configuration de l'espace résidentiel local. Ces marquages, déterminés par les prix, fonctionnent comme des barrières à l'accès à certains segments du parc de logements, notamment les plus valorisés. Fox Gotham (2000) évoque que les promoteurs agissent souvent selon des logiques de discrimination politique ou sociale, afin de défendre la valeur de l'investissement immobilier. En effet, les élites immobilières américaines associeraient la présence de certaines catégories ethniques (telles que les noirs et les hispaniques) au déclin de la valeur des biens immobiliers.

b) L'Amérique latine et le modèle urbain sécuritaire

Dans le cas belorizontin, les nouvelles configurations de la politique de logement nationale encouragent l'accès au crédit, notamment des classes populaires et moyennes, qui étaient peu prises en compte dans les politiques antérieures (Costa et Mendonça, 2010). Dans ce contexte, une grande partie des couches sociales est envisagée comme solvable et les franges d'urbanisation deviennent de plus en plus les cibles du marché immobilier privé. Les acteurs de la promotion s'aventurent dans des territoires historiquement marqués par l'homogénéité sociale, de manière à y imbriquer de nouvelles façons de produire l'espace. Cela se traduit par de nouveaux produits d'occupation destinés aux couches populaires et moyennes, ainsi que par le renforcement de formes d'occupation planifiées proposées aux couches supérieures. De ce fait, la différenciation sociale semble être marquée dès la typologie du produit immobilier.

Dans une nation où les paradigmes américains[19] de sacralisation de la propriété privée guident les parcours résidentiels, l'industrie de la promotion immobilière profite

[19] Aux États-Unis, l'accession à la propriété a fait l'objet de nombreux discours depuis le XVII[e] siècle. Ainsi, la maison individuelle est présentée comme un objet symbolique d'égalité : le président Thomas Jefferson cherchait à ce que les États-Unis deviennent une nation de *home dwellers*, chacun occupant un terrain de manière organisée (Reps, 1992)

du discours de l'accession à la propriété pour attirer une partie de la population vers les marges métropolitaines. Il s'agit moins d'une production envisageant l'intérêt général, mais plutôt des logiques au profit des intérêts particuliers. En effet, on observe que même dans le cadre de l'habitation sociale, les acteurs privés s'inscrivent de plus en plus dans les processus de production.

Même si le processus d'étalement urbain s'articule à l'émergence de nouvelles structures socio-spatiales dans les franges d'urbanisation, qui vont dans le sens d'une diversification des habitants et d'une densification des tissus, toutes les catégories sociales semblent partager un élément commun : elles sont touchées par des logiques de privatisation de la sphère locale. Qu'il s'agisse des activités urbaines (*shopping malls*) ou des lotissements résidentiels, la fortification de l'espace semble être devenue un lieu commun de la ville postmoderne. Les franges métropolitaines témoignent d'une diffusion de différents types d'espaces fortifiés, protégés des violences et des dangers, qu'ils soient réels ou imaginaires (Le Goix, 2003).

Il s'agit donc de démontrer que, malgré la diversification sociale du front d'urbanisation belorizontin, la dissémination de formes d'occupation privilégiant l'entre-soi et la consolidation de barrières physiques contribuent à renforcer les logiques de séparation sociale à l'échelle locale. Cela s'attache à un discours sécuritaire qui, notamment dans le cas des grandes métropoles latines américaines, est davantage mis en avant comme un objet de promotion immobilière (Salcedo et Torres, 2004). Caldeira (2000) défend que le principal résultat de « l'obsession par la sécurité » serait la diminution des échanges entre les différentes couches sociales. En effet, le discours de la sécurité entraîne un processus circulaire, où la clôture provoque la non-familiarité avec d'autres réalités sociales, en engendrant conséquemment une augmentation graduelle de l'insécurité. Dans ce contexte, les éléments physiques de la clôture imposeraient des barrières psychologiques et augmenteraient les distances sociales d'une manière de plus en plus accentuée. Par ailleurs, cela contribuerait à renforcer le sens d'appartenance communautaire intra-muros et à écarter les autres populations.

De nombreuses interprétations peuvent être associées aux enclosures : des paradigmes économiques, de gestion privée et de concurrence spatiale (Le Goix, 2003). Néanmoins, dans cette étude, nous nous limiterons à les considérer comme des objets

porteurs ou qui traduisent la séparation sociale dans l'espace urbain (qu'elle soit réelle ou symbolique).

Nous supposerons donc que l'érection de clôtures résidentielles diminuerait le potentiel d'échanges sociaux dans l'espace : la discontinuité du tissu urbain aurait des impacts directs sur les relations sociales. Cela va moins dans le sens où l'enclave produit nécessairement de la distance sociale, mais plutôt dans le sens où l'homogénéité sociale à l'échelle locale et l'internalisation des équipements publics pourraient écarter les individus intra-muros d'autres réalités sociales. En seconde hypothèse, nous supposerons que la diffusion récente des formes d'occupation privilégiant l'entre-soi et l'isolement au regard d'autres types de population contribuerait au renforcement des distances sociales, capables de neutraliser les effets d'une diversification socio-spatiale généralisée dans les franges périurbaines belorizontines. Cela serait un produit direct des acteurs de l'industrie immobilière, qui guideraient de plus en plus la composition socio-économique du parc de logements des franges métropolitaines. Ainsi, on assisterait à l'émergence d'une série de « zones tampons » (Le Goix, 2005) dans l'espace périurbain qui contribueraient à créer des situations de séparation sociale.

Dans cette perspective, la troisième partie de cette étude sera vouée à décrypter l'articulation entre les formes de séparation sociale et les stratégies immobilières dans les franges périphériques dans la RMBH. Nous analyserons la promotion des formes de l'entre-soi à partir d'illustrations récentes de ces dynamiques dans les franges métropolitaines belorizontines. Même si nous ne pourrons pas analyser en détail tous les espaces concernés, en raison de l'ampleur de la tâche, nous choisirons les territoires jugés les plus représentatifs des processus constatés.

2- Les dynamiques immobilières dans la RMBH

a) Un nouveau front d'expansion pour les promoteurs immobiliers

L'insertion progressive de la RMBH dans la scène de la mondialisation contribue à dynamiser non seulement l'organisation socio-spatiale de la métropole, mais aussi les mécanismes du marché immobilier. Dans les dernières années, l'inscription d'acteurs

privés dans la fabrique métropolitaine a contribué à façonner les territoires en question : si les acteurs immobiliers se concentraient d'emblée dans le pôle-centre, les franges périurbaines deviennent les nouvelles cibles de la promotion privée. La pression foncière dans les aires centrales et l'épuisement des aires à urbaniser conduisent à une expansion puissante du marché immobilier formel vers les marges de l'agglomération.

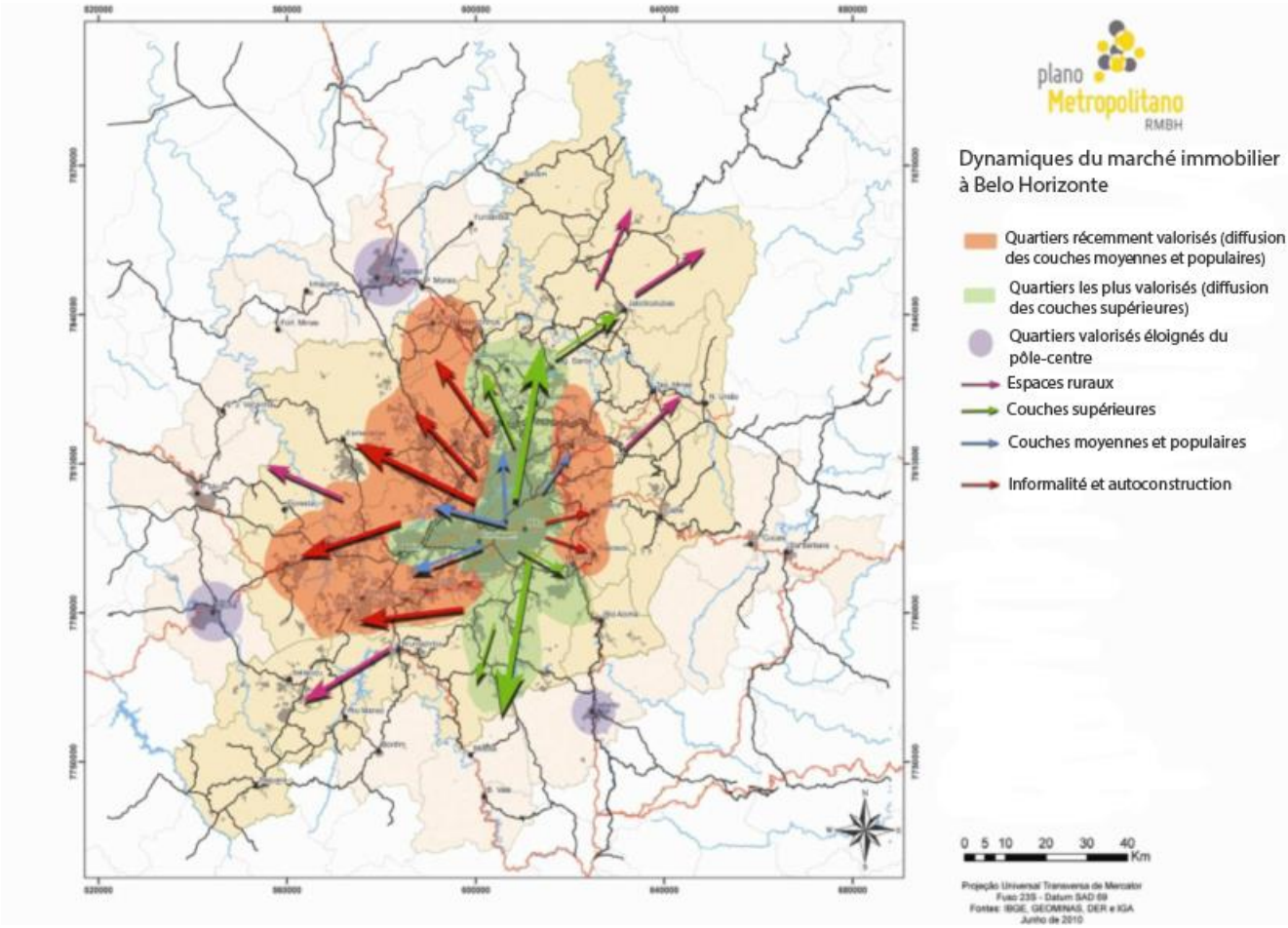
D'un côté, les investissements du pouvoir public et du secteur privé dans l'axe nord de la région métropolitaine ont sensiblement contribué à accélérer les changements socio-spatiaux identifiés. L'inauguration du nouveau Centre Administratif (Annexes 2), dont le projet est signé par l'architecte star Oscar Niemeyer, a eu pour but d'inciter le développement économique de ce territoire, historiquement délaissé par la puissance publique. Ce type d'action s'inscrit aussi dans le cadre des stratégies de marketing urbain, qui alimentent les métropoles dans la course pour attirer des investissements et pour gagner une visibilité internationale. Dans les franges périurbaines au nord de l'agglomération, il est encore prévu l'installation d'un aéroport industriel et d'un technopôle à l'horizon de 2020. D'un autre côté, on observe dans le front d'urbanisation l'action des acteurs privés afin de favoriser le développement de produits immobiliers inscrits dans une logique de repli vers la sphère individuelle, justifiée par le discours de la sécurité. Ici, ces stratégies de l'initiative privée ne se limitent pas aux élites, s'articulant également à une production orientée vers le marché des couches populaires et moyennes.

Selon Gomes (2007), la production récente des habitations de haut-standing dans la RMBH a été le double de celle d'habitations destinées aux couches populaires. Malgré cela, la production pour des segments populaires dans le front d'urbanisation devient également importante. L'augmentation généralisée des revenus dans le pays, ainsi que l'accélération de l'accès au crédit, a contribué à l'expansion des zones d'investissement privé dans la région et de la diversification des produits. Il s'agit donc de l'émergence d'un nouveau marché de production qui privilégie l'occupation des aires les plus éloignées du pôle-centre.

b) Les tendances actuelles du marché immobilier dans la RMBH

La carte ci-dessous trace les tendances du marché immobilier belorizontin. Ici, on observe une valorisation immobilière qui touche nettement les aires du pôle-centre et s'étale vers les franges périurbaines au sud de l'agglomération. Plus récemment, l'axe nord devient également un vecteur de valorisation du marché immobilier. À l'inverse, les franges à l'ouest et à l'est de la région métropolitaine apparaissent comme des aires d'expansion des couches moyennes et populaires.

Figure 16- Les tendances des dynamiques immobilières dans la RMBH



Source : PDDI (2011)

Dans cette optique, on pourrait identifier trois types principaux de produits immobiliers qui orientent la division sociale de l'espace à Belo Horizonte : les lotissements fermés, les ensembles verticaux privés et le logement social. Chaque produit type s'attache à des catégories sociales spécifiques, en orientant la distribution sociale du parc de logement dans les franges périurbaines belorizontines.

c) L'industrie immobilière belorizontine : une diversification des produits ?

La production immobilière dans les franges métropolitaines de la RMBH s'est largement diversifiée dans la période récente. L'une des évolutions majeures qui ressort dans la production immobilière actuelle est l'implémentation des programmes du logement social dans de nombreuses municipalités. De même, une série de produits immobiliers destinés aux couches moyennes émerge dans franges les plus denses. Enfin, le processus de dissémination des lotissements fermés s'est renforcé et s'est diversifié spatialement et fonctionnellement. Campos et al. (2012) tracent un portrait des principaux types de produits immobiliers qui étaient en construction en 2010.

Tableau 10- Part d'édifications en construction en 2010

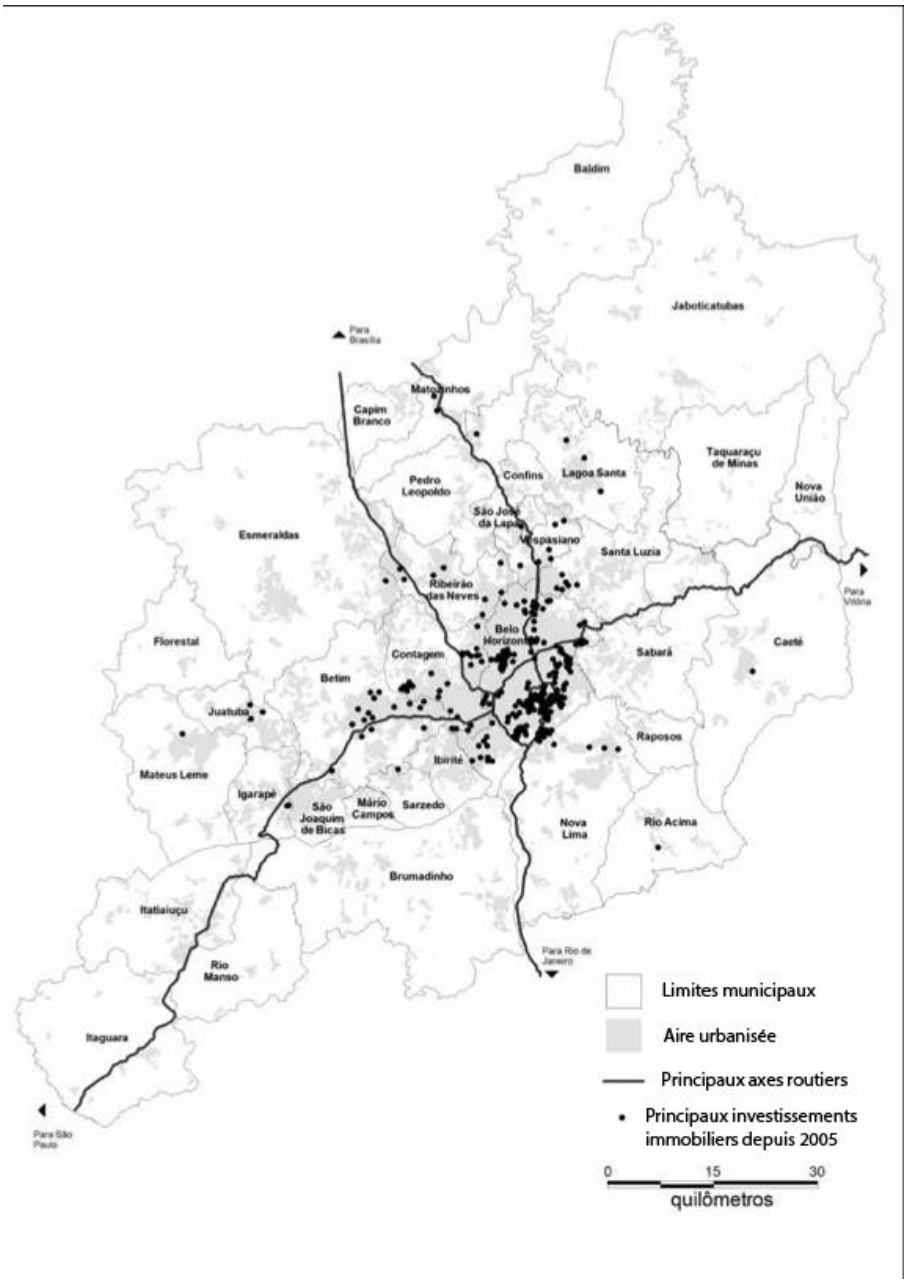
Municipalité	Édifications en construction en 2010	Part des édifications en construction/ total de résidences permanentes	Principaux types de produit	Franges
Betim	5 800	5,2 %	-Immeubles verticaux privés -Logements sociaux	Ouest
Brumadinho	1 012	9,6 %	-Lotissements fermés -Logements sociaux	Sud
Confins	167	9,8 %		Nord
Contagem	7 766	4,2 %	-Immeubles verticaux privés -Logements sociaux	Ouest
Esmeraldas	2 042	11,7 %	-Lotissements fermés	Ouest
Ibirité	3 449	7,5 %	-Logements sociaux	Sud

Igarapé	1 103	10,6 %	-Lotissements fermés -Logements sociaux	Sud
Lagoa Santa	1 544	9,8 %	-Lotissements fermés	Nord
Nova Lima	2 014	8,3 %	-Lotissements fermés	Sud
Pedro Leopoldo	1 308	7,5 %	-Immeubles verticaux privés	Nord
Ribeirão das Neves	5 419	6,4 %	-Logements sociaux	Nord
Sabará	2 166	5,9 %	-Immeubles verticaux privés	Est
Santa Luzia	2 669	4,6 %	-Couches moyennes	Nord
São Joaquim das Bicas	640	9,4 %		Sud
São José da Lapa	510	9,0 %	-Immeubles verticaux privés -Logements sociaux	Nord
Sarzedo	969	13,0 %	-Logements sociaux	Sud
Vespasiano	2 845	8,3 %	-Lotissements privés -Logements sociaux	Nord

Source : Campos et Mendonça (2012)

La carte ci-dessous permet de cartographier les principaux investissements immobiliers à l'œuvre dans la RMBH depuis 2005. Ces dynamiques ont été évaluées par Campos et al. (2012) en termes de taille des investissements et de portée de leurs impacts urbanistiques. Ainsi, les aires des franges denses émergent visiblement comme des cibles majeures du secteur immobilier, alors qu'on constate également une expansion des produits immobiliers vers les aires les plus éloignées des franges métropolitaines. Cependant, les formes d'occupation rencontrées dans ces espaces se distinguent largement.

Figure 17- Principaux investissements immobiliers dans la RMBH depuis 2005



Source : Campos et Mendonça (2012)

Dans cette optique, nous proposons d'analyser les trois principaux types de produits immobiliers identifiés, de façon à comprendre leur articulation aux processus de division et séparation socio-spatiale. Nous réaliserons une analyse multiscalaire, permettant d'illustrer ces logiques aussi à l'échelle locale et les enjeux qui en découlent.

3- Les *condomínios fechados* : une prémisse d'occupation pour les couches supérieures dans les franges métropolitaines?

a) Les *gated communities* : un produit immobilier particulier

Les *gated communities*, expression majeure de la fragmentation métropolitaine, ont été exhaustivement étudiées dans les dernières années. Les motifs qui ont engendré l'alimentation de ce marché, qui ne cesse pas de croître, sont variés. Tout d'abord, le produit promu par l'industrie immobilière s'articule à des logiques de marketing qui répondent aux demandes croissantes en termes de sécurité et de cadre de vie dans les grandes métropoles. Ce produit immobilier présente une dimension symbolique très importante, qui s'attache aux nouvelles valeurs de consommation contemporaines. Ainsi, on assiste à l'émergence d'un marché de valeurs virtuelles qui s'impose à celui des besoins, ce qui permet la création d'une gamme de signes et de produits articulés à la consommation identitaire. De plus, les *gated communities* correspondent à la demande de certaines catégories de population en termes d'équipements et d'infrastructures privées, dans une société où la consommation de loisirs a une place prépondérante (Le Goix, 2003). De même, la présence intra-muros d'équipements considérés publics distingue ces grands lotissements fermés des immeubles où l'espace commun se restreint à un parking et à une piscine (Le Goix, 2005).

À cela, on pourrait ajouter les paradigmes de gouvernance privée de l'espace, souvent soutenus par les municipalités elles-mêmes, dans une logique de report des coûts d'urbanisation. Sous couvert de gouvernance privée se cachent des acteurs partenaires des pouvoirs locaux et municipalités, dont les stratégies produisent notamment de la différenciation socio-spatiale. En effet, les clôtures sont souvent associées à l'homogénéisation sociale du point de vue de leur composition socio-économique, qu'il s'agisse des paramètres d'âge, d'ethnie ou de classe sociale. Ainsi, l'émergence des *gated communities* dans les franges métropolitaines à Belo Horizonte n'est pas sans impact sur leur organisation sociale.

b) Les *condomínios* à Belo Horizonte : des stratégies individuelles à des produits immobiliers attractifs

En ce qui concerne l'espace métropolitain belorizontin, la typologie de division socio-spatiale élaborée dans la partie précédente montre une relative diffusion des élites vers le front d'urbanisation de 1991 à 2010, surtout dans les espaces les moins denses. Certes, cette catégorie est loin de représenter l'ensemble de l'occupation dans les franges périurbaines, mais elle attire l'intérêt vers un processus qui mérite d'être examiné. En effet, comme nous l'avons montré antérieurement, la présence des catégories supérieures dans les franges belorizontines est majoritairement associée à la typologie urbanistique des *condomínios fechados*.

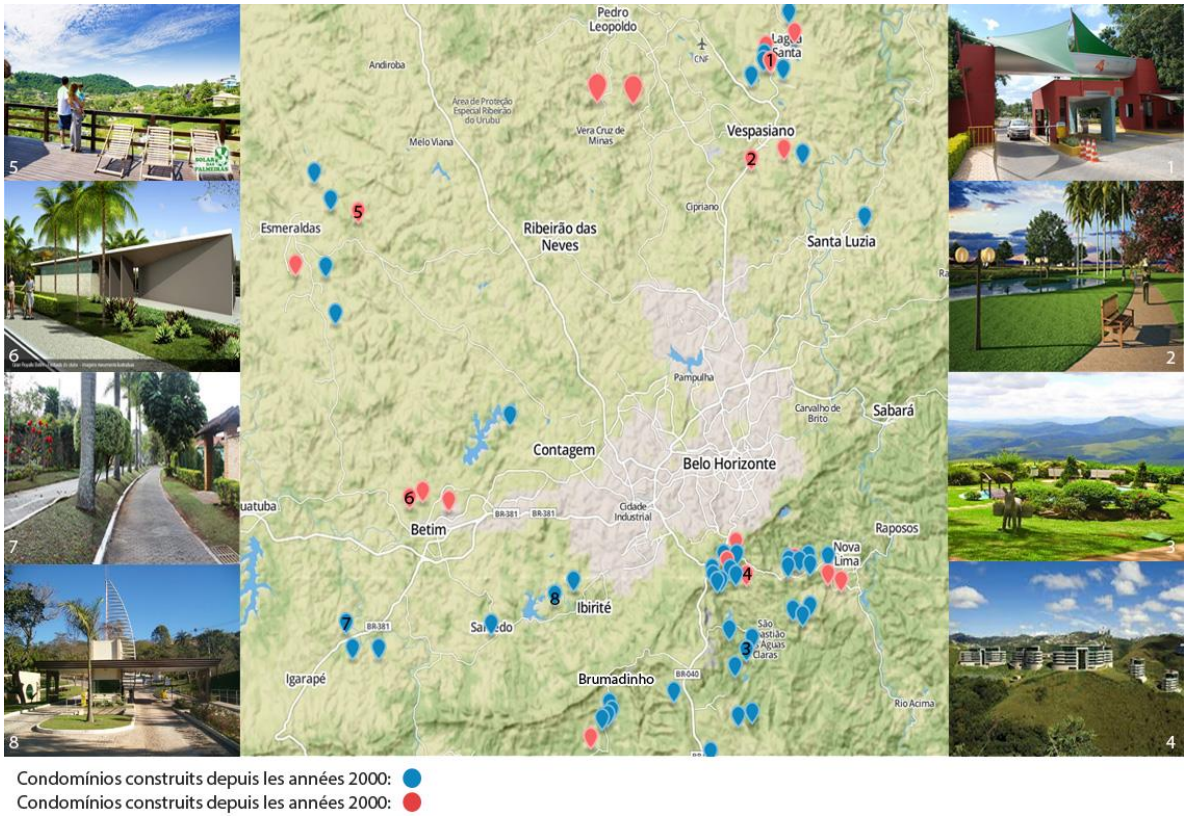
Les premiers lotissements privés de la RMBH se sont développés dans les années 1970 et 1980. Dans cette période, les trajectoires résidentielles vers ces espaces sont associées à des facteurs explicatifs très spécifiques : pour certains, cela correspondait à l'opportunité d'accéder à la propriété à des coûts moins élevés que dans le centre-ville ; pour d'autres il s'agissait de résidences secondaires « à la campagne » (Andrade, 2006). Effectivement, les premiers lotissements privés s'articulent plutôt à des tactiques individuelles qu'aux logiques de marché. Depuis les années 1990, ces dynamiques sont bouleversées, car les *condomínios* font l'objet d'appropriation du marché privé en tant que des produits immobiliers potentiellement solvables pour les classes supérieures. La croissance de cette offre s'articule au discours de la sécurité et à la quête d'un cadre de vie décrit comme antagoniste à la ville et à toutes ses pathologies.

Si à São Paulo l'implantation des lotissements fermés s'est faite dans les territoires les plus pauvres des franges périphériques (Caldeira, 2000), la dissémination des *condomínios* à Belo Horizonte a été initiée dans le front d'urbanisation le plus valorisé. Dans un premier temps, on remarque une division métropolitaine fortement marquée à l'échelle macro, car les couches populaires s'installent au nord et à l'ouest de l'agglomération et les couches supérieures se dirigent vers le sud. Dans les dernières années, l'organisation spatiale s'est complexifiée et la prémisse des ensembles fermés comme paradigme d'occupation des classes moyennes et supérieures s'est diffusée dans toutes les franges métropolitaines. Certes, il faut bien relativiser la part des ménages

appartenant aux couches supérieures qui habitent les *condomínios*, car la grande majorité des cadres belorizontins se loge toujours dans le centre-ville (Costa et al., 2004). Pourtant, l'explosion récente de cette forme d'urbanisation conduit à s'interroger sur les conséquences de cette nouvelle structuration sociale des franges métropolitaines.

La carte ci-dessous montre la localisation des principaux *condomínios* de la RMBH. Elle permet d'identifier l'installation de lotissements privés dans certains espaces que notre typologie d'occupation socio-spatiale métropolitaine n'était pas capable de saisir, car il s'agit encore d'une part minoritaire des populations. [20]

Figure 18 – Localisation des *Condomínios* de la RMBH en 2014



Source : Eugênia Viana. Fond de carte : Mapbox ©

On remarque qu'une part importante de ces lotissements a émergé dans les dix dernières années, surtout dans les franges métropolitaines au nord de l'agglomération. De

[20] L'absence d'une base de données préexistante permettant d'identifier les principaux investissements immobiliers à Belo Horizonte nous a conduits à élaborer une démarche basée sur la consultation d'une série de sites d'agences immobilières (listés en annexe). Si ces sources ne permettent pas une précision absolue, elles nous ont permis d'avoir une vision d'ensemble des tendances immobilières dans la RMBH. Cette démarche a été utilisée pour cartographier les trois types de produits immobiliers identifiés.

même, de nouveaux lotissements émergent aussi dans les espaces où ce type d'occupation était déjà consolidé. De ce fait, on y vérifie deux types de processus différents, qui méritent d'être nuancés. On observe une dynamique de renforcement de l'occupation de *condomínios* déjà existante dans la région métropolitaine, parallèlement à un mouvement de diffusion des lotissements privés qui s'aventurent vers de nouveaux fronts d'expansion métropolitains.

c) Les franges sud : le renforcement d'un pôle de lotissements privés – les exemples de Nova Lima et Brumadinho

Dans les dix dernières années, on constate un renforcement de l'installation des lotissements privés dans les espaces anciennement caractérisés par ce type d'urbanisation. Il s'agit notamment des municipalités de Nova Lima et Brumadinho, au sud de la RMBH. Actuellement, cette frange est devenue un pôle de lotissements privés, en attirant également de nombreuses activités urbaines destinées aux couches supérieures. Au contraire des premiers *condomínios* implantés dans les années 1970, cette nouvelle offre résidentielle est très souvent accompagnée du développement de commerces et de services, souvent inscrits dans le programme des lotissements privés. Ainsi, pour attirer les élites, les stratégies de *marketing* immobilier s'attachent à la mimesis de la ville dans une échelle micro, en reproduisant des équipements de sport et loisirs à des établissements scolaires.

La logique de standardisation des produits, qui permet d'importantes économies d'échelle sur les coûts de construction, est un des principaux éléments qui guident la fabrication des lotissements privés (Le Goix, 2003). L'allusion à des typologies architecturales mondialisées est mise en relief comme l'un des outils de la promotion immobilière. Le *condomínio* Alphaville Lagoa dos Ingleses (homonyme du célèbre lotissement à São Paulo étudié par Caldeira) a été le pionnier de la nouvelle génération de lotissements privés à Belo Horizonte. La prémisse d'une plus grande densité et la privatisation croissante des ressources semblent devenir les nouveaux paradigmes à la mode dans la production des ensembles fermés.

Figure 19- Le *condomínio* Alphaville Lagoa dos Ingleses à Nova Lima



Source : Site du lotissement Alphaville Lagoa dos Ingleses©

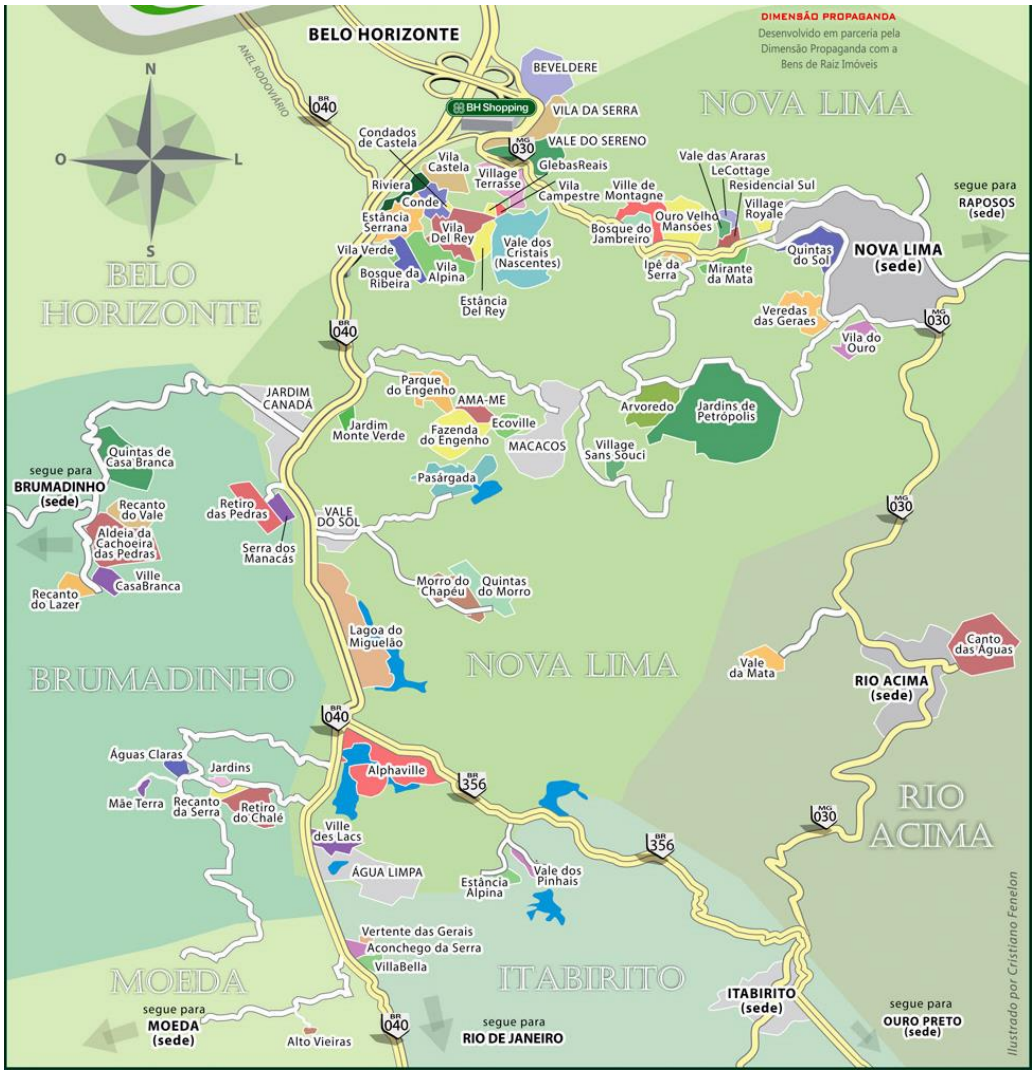
Encadré 2- Programme de l'Alphaville Lagoa dos Ingleses

- 6 complexes de résidences unifamiliales et 102 maisons mitoyennes
- Centre commercial Alphaville Mall : 128 salles et 100 magasins.
- Fundação Dom Cabral : école de business
- Hotel Caesar Business
- Minas Tênis : club d'activités récréatives et sportives

Source : www.alphavillemg.com.br

La carte ci-dessous illustre la localisation des lotissements privés dans les franges périurbaines sud de la RMBH. Ici, on observe nettement la non-continuité entre le tissu des bourgs populaires (représentés en gris) et les *condomínios* fermés. Cela engendre une structuration spatiale fragmentée, caractérisée par la non-contigüité du tissu urbain et par une logique de séparation spatiale marquée par l'édification de barrières physiques. La quête d'un cadre de vie lié à la « tranquillité » et aux paysages naturels, conduit les acteurs immobiliers à éloigner les lotissements fermés des tissus urbains préexistants. Les lotissements constituent une sorte de mosaïque urbaine, éclatés et séparés les uns des autres.

Figure 20- Les *condomínios fechados* à Nova Lima et Brumadinho en 2013

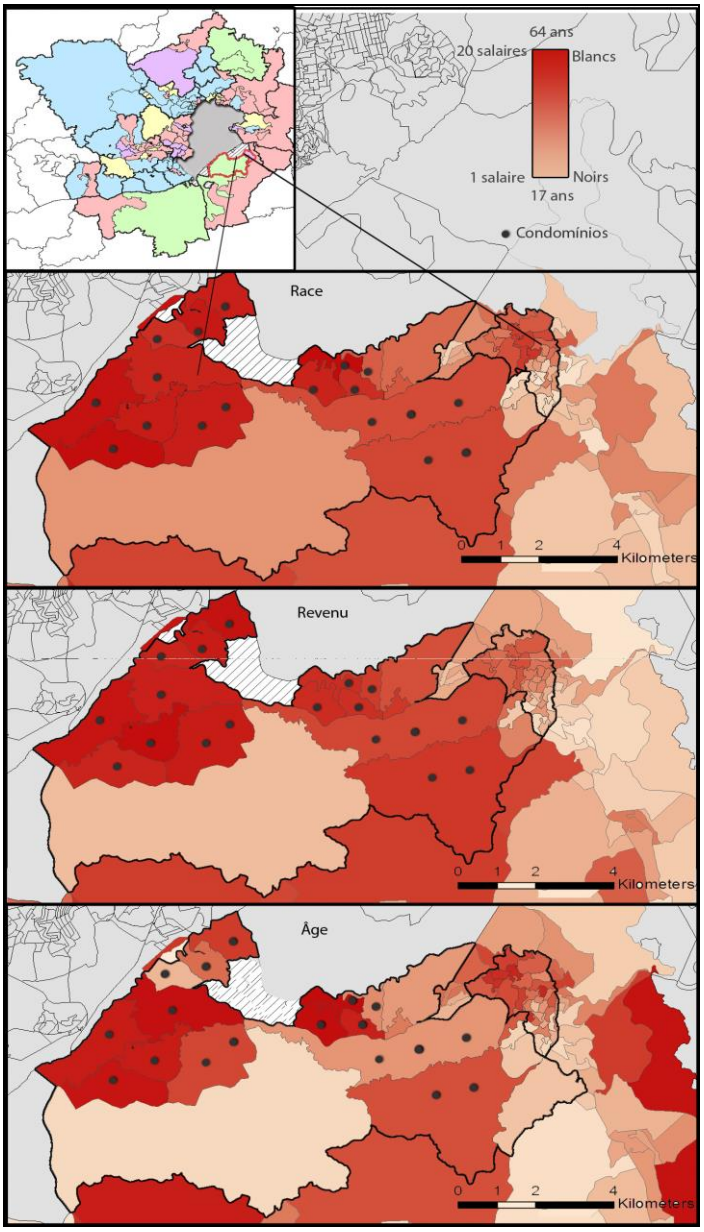


Source : www.bensderaiz.com.br

En effet, si on s'attache à l'analyse de ces espaces à l'échelle des secteurs de recensement, on remarque nettement une forte homogénéité de la composition sociale des *gated communities.* En choisissant trois variables clés (le revenu par ménages, l'âge et la race), on constate que les espaces qui ont été caractérisés par le cluster *Condomínios* dans notre analyse métropolitaine sont encore plus homogènes lorsqu'on les aborde à l'échelle fine. En choisissant deux aires pondérées (la première comportant un espace constitué quasi-uniquement de *gated communites* et la seconde correspondant au bourg de Nova Lima) on a pu vérifier ce contraste. Bien que le cluster *Condomínios* atteste d'une surreprésentation d'une population blanche, âgée, à revenus élevés, l'analyse à l'échelle

des secteurs de recensement démontre encore plus les contrastes de la composition socio-économique des lotissements fermés par rapport aux territoires environnants.

Figure 21- Distribution sociale dans une aire pondérée à Nova Lima en 2010



Source : Elaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

d) Des nouvelles formes d'occupation : le cas de Vespasiano

Le développement économique récent des franges périurbaines au nord de la région métropolitaine a rapidement incité les promoteurs immobiliers à investir dans cet espace en tant que nouveau pôle résidentiel des classes supérieures. Si ces espaces ne témoignent pas encore d'une ascension sociale marquée comme les franges sud, dans les prochaines années on y assistera sans doute à une complexification de la division spatiale.

Ainsi, ces municipalités, qui rassemblent une grande partie des populations modestes de la RMBH, deviennent les cibles de nombreux investissements immobiliers. Un autre élément nouveau est que ce type de lotissement affleure également dans les franges périurbaines les plus denses. C'est le cas de la municipalité de Vespasiano, dont la proximité avec le nouveau Centre Administratif et l'aéroport est mise en valeur comme facteur d'attraction pour les cadres qui y travaillent. Il s'agit ainsi de mettre en avant, non seulement le cadre de vie, mais aussi l'infrastructure urbaine préexistante comme élément stratégique pour attirer les élites urbaines. De plus de nouveaux concepts, comme le développement durable, sont utilisés en tant que stratégies de marketing immobilier. Le lotissement privé Alphaville Minas Gerais, planifié en 2012, a connu une valorisation de 41,4 % des prix immobiliers le jour de son inauguration. [21] Tous les terrains ont été vendus en huit heures.

Encadré 3- Programme de l'Alphaville Minas Gerais

- 550 unités d'habitation (terrains de 450 à 790 m²).
- 15 unités commerciales dont pharmacie, pet-shop, boulangerie, supermarché, école et *mall*.
- 9 places « thématiques » et 350 m² d'aire de protection environnementale.
- Piscine, court de tennis et de football, aire de jeux, *solarium.*

Source : www.alphavillemg.com.br

[21] http://www.em.com.br/app/noticia/economia/2012/07/08/internas_economia,304861/condominios-de-alto-padrao-seguem-a-rota-da-linha-verde.shtml

Figure 22- Annonce immobilière du *condomínio* Alphaville Minas Gerais à Vespasiano[22]



Source : http://www.moreiramelloimoveis.com.br

Au contraire de ce qu'on observe à Nova Lima et Brumadinho, où les *condomínios* ne présentent pas de contiguïté spatiale aux bourgs, ce nouveau modèle d'installation des lotissements privés engendrera une coupure directe avec les espaces adjacents d'occupation majoritairement populaire. Ici, il n'est pas encore possible de mesurer ces impacts, car il s'agit de transformations très récentes, qui n'ont pas pu être saisies par le recensement de 2010.

e) Le discours promotionnel immobilier et la valorisation du cadre de vie

Les annonces et les brochures publicitaires fournissent aussi des informations non négligeables sur les aspects mis en valeur par les promoteurs immobiliers (Le Goix, 2004). Ici, le cadre de vie figure comme le principal élément de promotion souvent valorisé par l'emploi des mots-clés suivants : « nature », « paysage », « rêve » et « tranquillité ». Par ailleurs, le discours sécuritaire s'impose également comme un des

[22] Le texte promotionnel dit: « Le début d'une révolution du marché immobilier. L'Alphaville Minas Gerais est le pôle urbanistique le plus sophistiqué du secteur nord d'expansion de la capitale. »

principaux arguments de la promotion des lotissements fermés, avec la mise en relief des clôtures et des équipements de surveillance. Ensuite, la localisation est le troisième facteur souligné, étant souvent articulé à la proximité des ressources urbaines (tels que les commerces et les services) et des infrastructures de transport. Enfin, on constate également une valorisation des ressources situées au sein des lotissements fermés (notamment dans les plus récents) par l'intermédiaire de mots-clés tels que « loisirs » et « sports ».

Si les lotissements fermés s'adressent dans un premier temps aux couches supérieures, on observe un mouvement d'amplification du marché appelé monopoliste (Costa et al., 2010) qui concerne également d'autres catégories sociales. Certes, les typologies en question sont différentiées, car les *gated communities* ont des caractéristiques particulières qui les distinguent fortement des immeubles privés avec digicodes. Malgré cela, on assiste de plus en plus à l'incorporation d'éléments et des paradigmes des grands lotissements privés à d'autres produits du marché immobilier en tant qu'outils de la promotion privée.

4-Les couches moyennes : la mimesis des classes supérieures

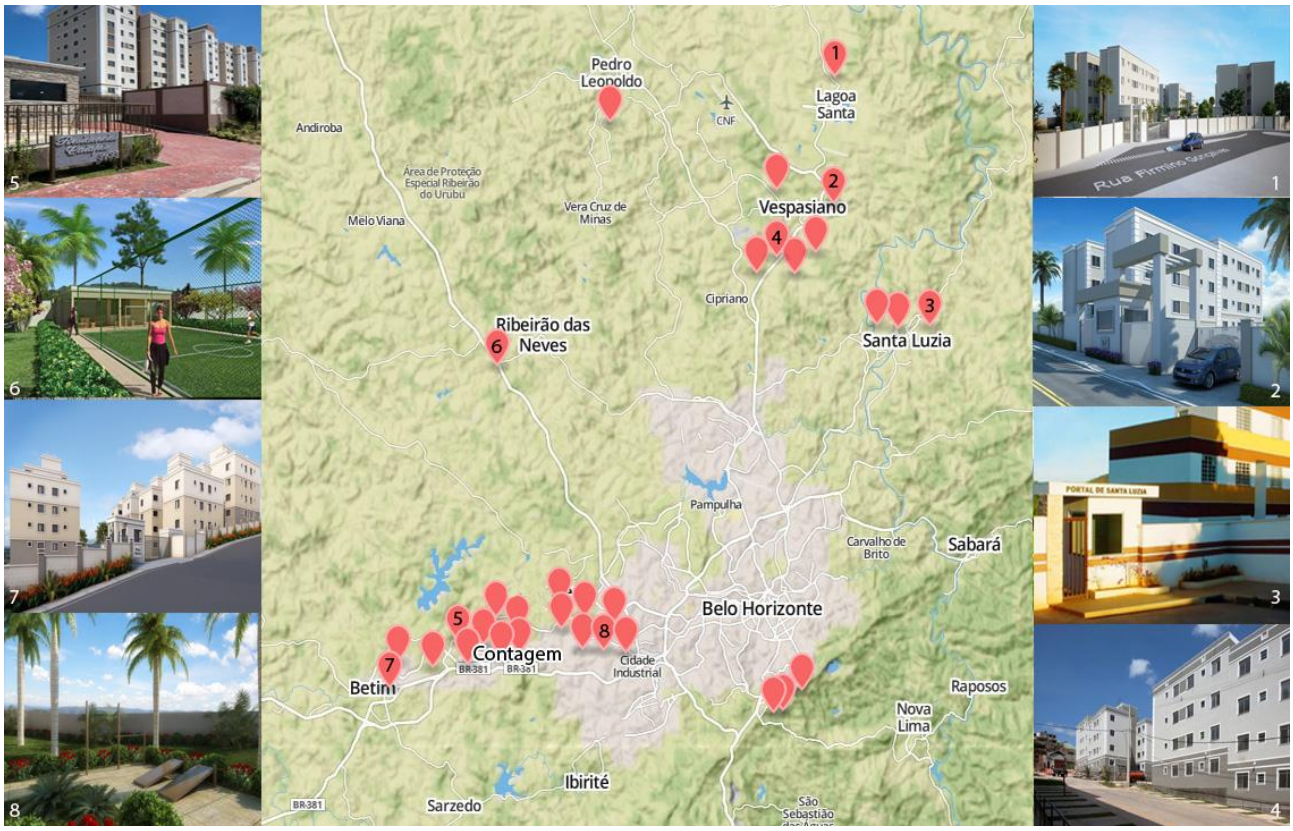
a) L'entre-soi dans les franges métropolitaines denses

La typologie de classification socio-spatiale développée dans cette étude illustre bien la dispersion des couches moyennes vers le front d'urbanisation à Belo Horizonte. Effectivement, on y vérifie de plus en plus un processus de diversification socio-spatiale, caractérisée par un partage spatial entre les couches populaires anciennement installées dans les espaces périurbains et les nouvelles classes moyennes arrivantes. Or, cela n'est pas sans rapport avec les nouvelles dynamiques du secteur immobilier qui suscitent l'alimentation du segment de marché destiné aux classes intermédiaires. Ainsi, le développement de produits immobiliers compatibles avec la demande de ce type de population se traduit par la dissémination d'ensembles verticaux fermés dans les franges périurbaines.

Le recensement de 2010 montre que la part d'ensembles verticaux a fortement augmenté dans les franges métropolitaines. Betim, qui rassemblait 0,9 % des appartements de la RMBH en 1991, comptait 2,9 % de ce type d'immeuble en 2010. Les municipalités de Ribeirão das Neves et Pedro Leopoldo, au nord, Sabará à l'est et Nova Lima au sud, ont connu des taux d'augmentation entre 240 % et 520 % (Campos et Mendonça, 2012). Il s'agit notamment de produits dont la promotion symbolique se fait à partir de mimesis des *gated communities*, traduites dans de nouvelles typologies architecturales et urbanistiques. Ici, les principaux aspects mis en avant font écho aux paradigmes de sécurité où la « psycosphère de la peur urbaine» est utilisée pour justifier ce type d'enclavement en milieu périurbain dense (Melgaço, 2011). Par ailleurs, une stratégie des promoteurs immobiliers consiste dans la reproduction d'une série d'aménités privées (équipements sportifs, fitness, etc.) qui s'inspirent des lotissements fermés des élites. L'industrie immobilière utilise l'innovation comme un outil symbolique pour attirer de nouveaux consommateurs. Ainsi, les inégalités dans l'organisation socio-spatiale sont fonctionnelles pour le secteur privé, qui anticipe davantage les mouvements de la population dans l'espace urbain (Peixoto, 2011).

On observe ainsi l'expansion d'un marché monopoliste (Costa et al., 2010), qui était antérieurement réservé aux aires centrales de la région métropolitaine. Le glissement de cette offre vers les franges périurbaines contribue à façonner la structuration sociale du territoire, en attirant les classes moyennes dans des espaces historiquement populaires. La carte ci-dessous montre les municipalités où on peut souvent rencontrer ce type de lotissement. La concentration de ce type de produit dans les franges ouest de la RMBH est visible : cela coïncide avec les territoires où nous avons trouvé une grande majorité d'*Intermédiaires* et de *Petits-Moyens.* Par ailleurs, les franges métropolitaines au nord semblent devenir progressivement une nouvelle cible de ce segment du marché immobilier, même si on y identifie toujours une majorité de *Populaires.*

Figure 23- Localisation des nouveaux immeubles verticaux privés dans la RMBH



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : MapBox ©

b) Un produit des franges denses : l'exemple de Contagem et Betim

Dans les dernières années, les franges périurbaines denses de la métropole belorizontine ont été les principales cibles des couches moyennes. À Betim et Contagem, les deux municipalités les plus peuplées en dehors du pôle-centre, ce marché a été fortement alimenté. Les stratégies d'attraction de ce type de population articulent l'offre d'un cadre de vie périurbain aux aménités rencontrées dans les franges métropolitaines denses, telles que les commerces, les services et l'accessibilité par les transports. En effet, la proximité à la capitale et l'infrastructure routière préexistante permettent à une partie de la population de travailler dans le pôle-centre et de réaliser des navettes quotidiennes.

Ainsi, les produits développés s'attachent à la production de masse, rassemblant souvent près de 100 unités d'habitation et des aires communautaires privatisées. À Betim,

près de 140 ensembles verticaux privés ont été édifiées en 2012[23]. C'est le cas du lotissement planifié *Reserva dos Guaranis* :

Figure 24- Annonce immobilière de l'ensemble *Reserva dos Guaranis*



Source : MRV Engenharia ©

Encadré 4 – Programme du *Reserva dos Guaranis*

- Salon de fêtes, *playground*, salle de jeux, espace femme, coiffeur, *spiro-ball*, *cyber space*, espace zen, cour de football.
- 576 unités de 42 à 45 m2
- 608 places de parking

Source : MRV Engenharia ©

Par ailleurs, la municipalité de Contagem a été l'une des premières à accueillir cette catégorie d'investissements. L'aménageur Rogério Palhares[24] évoque les mutations dans les formes d'occupation d'un quartier à Contagem. Ce quartier a été touché par un

[23] http://www.ademi.org.br/article.php3?id_article=53197
[24] Entretien avec Rogério Palhares, aménageur.

fort processus de valorisation immobilière dans la période récente : le prix d'une unité d'habitation a augmenté de 70 mille à 180 mille reais de 2009 à 2013.

« *On constate de plus en plus que les condomínio fechados ont des versions pour les élites, mais aussi des versions plus populaires. C'est un produit de marché que les gens veulent [...] Le quartier Cabral, dans la municipalité de Contagem est un bon exemple du modèle de condomínio pour les couches moyennes. C'est un nouveau quartier qui était planifié et qui a une bonne infrastructure. D'un jour à l'autre il est devenu la cible des projets immobiliers, version condomínio résidentiel. Aujourd'hui, quand on marche dans la rue, on ne voit que des murs.* »

Figure 25 – Le quartier *Cabral* : un paysage de murs



Source : Estado de Minas ©

Bien qu'il s'agisse d'un phénomène très récent qui mérite d'être réexaminé dans les prochaines années, déjà en 2010 on constatait une homogénéisation de certaines aires périurbaines ayant reçu des ensembles verticaux privés dans les dernières années. Nous avons choisi une aire pondérée à Contagem, classifiée comme *Intermédiaires*, où l'activité immobilière a été particulièrement importante dans la période récente. Certes, ici la composition sociale du parc de logements n'est pas si homogène que celle des

condomínios, mais on y remarque un contraste par rapport aux territoires environnants. On y rencontre une part de blancs plus importante et les déterminants d'âge sont également moins diversifiés. Le revenu des ménages apparaît comme la variable la plus hétérogène parmi celles analysées. Cela peut être associé à deux facteurs principaux. Tout d'abord, la diffusion de ce type de produit immobilier dans les franges belorizontines est beaucoup plus récente que l'implantation des lotissements fermés. La grande majorité des immeubles ont été construits dans les cinq dernières années, ce qui rend difficile de tracer une analyse détaillée des impacts à l'heure actuelle. De plus, la composition morphologique du tissu urbain elle-même diffère sensiblement de celle des *condomínios*, en suscitant une occupation urbaine plus diversifiée.

Figure 26- Distribution sociale dans une aire pondérée à Contagem en 2010



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

c) La promotion immobilière : l'articulation du cadre de vie à l'accession à la propriété

Ces nouvelles tendances amplifient la portée spatiale de l'action du marché immobilier, jusqu'à présent peu expressif en dehors du pôle-centre. Les franges métropolitaines témoignent d'une transformation des valeurs accompagnée de nouvelles images collectives qui se traduisent par une nouvelle demande de marché. Cependant, il existe toujours une nette distinction entre ces produits immobiliers et ceux destinés aux couches supérieures. Bien que les premiers s'inspirent des *condomínios* et des aménités qu'ils offrent, le principal facteur de promotion de ce segment du marché demeure l'accession à la propriété (Costa et al., 2010). À cela s'ajoute encore la valorisation de la proximité aux ressources urbaines et aux infrastructures de transport. Le cadre de vie et les aménités privées apparaissent ainsi en second plan comme élément d'attraction complémentaire à l'opportunité d'acquérir le statut de propriétaire (Annexe 2).

Dans les dernières années, les segments des marchés visant à promouvoir l'accession à la propriété n'ont cessé d'augmenter. Cela touche une part de plus en plus importante de la population, car les promoteurs immobiliers en viennent à envisager les couches populaires comme solvables. Les nouvelles modalités de construction du logement social favorisent ce cadre et le rêve de la propriété privée devient une aspiration des ménages modestes.

5- Les couches populaires : l'habitation « sociale de marché »

a) L'évolution de l'habitation sociale au Brésil : une articulation entre le secteur public et le secteur privé

Dans les dernières années, le partenariat entre la puissance publique et le secteur privé dans la production du logement social augmente de plus en plus dans de nombreux pays. Ce type d'articulation est fréquent au Royaume-Uni ou aux États-Unis, où le secteur public peut recourir aux fonds privés, voire s'appuyer sur des « *third parties* » pour produire et gérer des logements sociaux.

Dans le cas brésilien, l'articulation entre les secteurs public et privé émerge pour tenter de compenser l'incapacité de l'État à dépasser le déficit en logement pour les segments populaires, notamment dans les grandes métropoles. Suite à la période de crise économique, dans les années 1990, on observe une redynamisation des politiques de logement social à l'échelle nationale. En 1996, le gouvernement crée la nouvelle Politique Nationale du Logement (Política Nacional de Habitação – PNH). Dans ce contexte, le croisement entre l'urgence du développement urbain, la production du logement d'intérêt social et l'incapacité du gouvernement de répondre à cette demande, suscitent une forte articulation entre la puissance publique et le secteur privé dans la production des logements sociaux (Campos, 2011). En 2009, la création du programme de logement social « *Minha Casa Minha Vida* » (MCMV) cherche à favoriser la production immobilière pour les familles touchant jusqu'à 10 salaires minimums (les subsides étant intégraux pour les familles qui touchent jusqu'à 3 salaires minimums et partiels pour celles qui touchent plus de 3 salaires minimums)[25]. Le programme amplifie le crédit pour la production et l'acquisition de la propriété, celui-ci étant fortement dépendant des investisseurs immobiliers. En effet, ces derniers sont les responsables de l'acquisition des terrains, ainsi que de la production des logements. Il s'agit donc d'une forme de production urbaine que Shimbo (2011) identifie comme « habitation sociale de marché ».

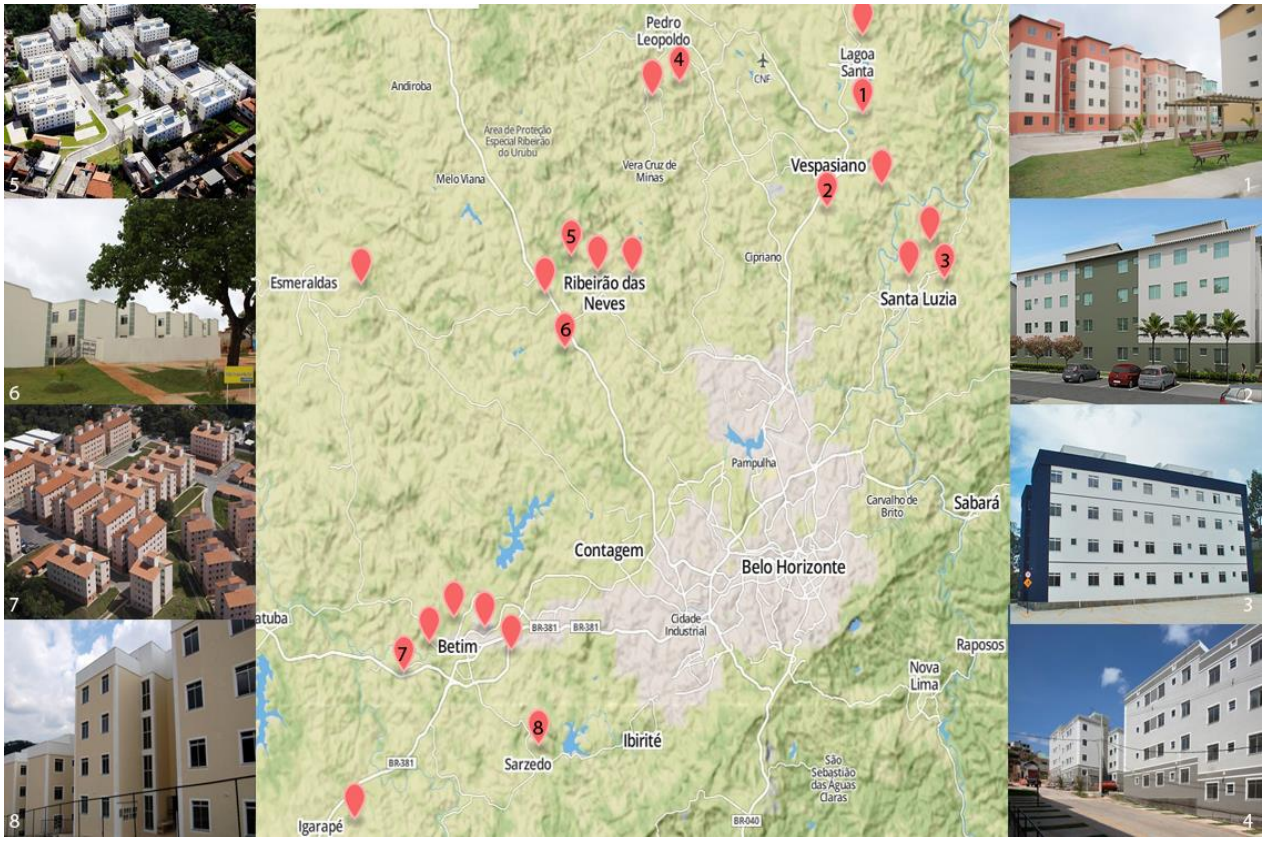
Dans cette optique, on remarque un intérêt croissant des investisseurs privés dans ce segment du marché, car les coefficients d'occupation du sol élevés qui y sont attachés permettent la réduction des coûts de la production de masse standardisée. Ces investissements restent peu dirigés vers les couches les moins favorisées, car les prix des unités d'habitation disponibles demeurent très élevés pour cette catégorie de la population. Cette politique favorise notamment les couches moyennes et les petits-moyens ayant accès aux crédits immobiliers.

Par ailleurs, l'expansion du marché destinée à la production du logement populaire dans les franges métropolitaines de la RMBH résulte de l'articulation de plusieurs facteurs : l'augmentation des revenus moyens nationaux, les investissements

[25] La Caixa Econômica Federal (Caisse économique fédérale) est le principal acteur du financement des programmes d'habitations sociales.

publics en infrastructure et l'augmentation des coefficients d'occupation du sol. Ainsi, les municipalités recevant ce type de produit immobilier sont souvent les plus éloignées du pôle-centre, où les prix et la disponibilité du foncier permettent de rentabiliser les investissements du secteur privé.

Figure 27- Distribution des principaux ensembles de logements sociaux en 2014



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : MapBox ©

D'ailleurs, la distribution géographique des logements sociaux dans la RMBH va de pair avec les aires où nous avons identifié une grande part de *Nouveaux Populaires* et de *Petits-Moyens.* Les municipalités de Pedro Leopoldo et de Lagoa Santa sont des exceptions, car elles étaient classifiées comme abritant une population importante des couches moyennes et supérieures.

b) La production du logement populaire dans la RMBH : les cas de Ribeirão das Neves

La municipalité de Ribeirão das Neves, dont l'occupation a été historiquement populaire, était une des principales cibles d'implantation des logements sociaux dans les dernières années. C'est dans ces territoires que se concentre 20 % de la production du logement social pour les ménages touchant jusqu'à 3 salaires minimums. Ces ensembles résidentiels sont planifiés de sorte à accueillir de nombreux habitants : en 2012, près de 1 600 unités d'habitations y ont été construites.

Ici, la privatisation d'équipements et de services citée plus haut est moins fréquente, même si pas absente. Par ailleurs, certains éléments clés de la production privée, tels que les barrières physiques et le discours sécuritaire, sont toujours présents. En effet, le terme « *condomínio fechado* » est souvent utilisé par les agents immobiliers pour décrire également ce type de lotissement. Même si ceux-ci ne sont pas toujours gérés à partir de logiques de gouvernance privée comme les *condomínios* des couches supérieures, la mise en relief du caractère fermé des lotissements est utilisée comme élément de valorisation immobilière. Ici, la promotion symbolique de l'objet s'articule d'abord à l'objectif de l'accession à la propriété et dans un second plan à la mise en relief du cadre de vie (Annexe 2).

Figure 28- L'ensemble résidentiel Santos Dumont



Source : Probase Construtora ©

Encadré 5 - Programme de l'immeuble *Santos Dumont*

- 89 unités d'habitation de 40 à 58 m².
- Salle de fêtes, espace gourmet et *playground.*

Source : Probase Construtora ©

Cette dépendance de plus en plus importante du secteur privé dans le cadre de la production des habitations sociales engendre une pression foncière, notamment dans les franges périurbaines les plus denses. Lorsque la production de masse est considérée comme plus rentable par les acteurs du secteur privé, ceux-ci incitent les gouvernements locaux à privilégier les grands investissements, comptant 500 unités d'habitation ou plus. Cette prémisse est souvent contradictoire avec l'organisation spatiale de certaines municipalités, où la réserve foncière et l'infrastructure ne concourent pas à ce modèle de production urbaine (Kapp et al., 2012).

L'analyse des secteurs de recensement qui composent l'une des aires pondérées à Ribeirão das Neves, classifiée comme *Nouveaux Populaires,* traduit les particularités socio-économiques qui s'attachent à ce type d'occupation. Ce territoire a été récemment la cible d'un nombre d'ensembles sociaux financés par le secteur privé. Ici, l'homogénéité des revenus est visible, en concentrant une grande part de populations pauvres. Cela s'applique moins aux critères d'âge et de race, car on y remarque une diversité en termes de composition sociale. Il s'agit néanmoins d'une part plus élevée de populations jeunes et noires que celles rencontrées dans les deux autres typologies étudiées plus haut.

Figure 29- Distribution sociale dans une aire pondérée à Ribeirão das Neves en 2010



Source : Élaboration personnelle. Fond de carte : IBGE.

6-Un point à nuancer : des pistes d'intégration sociale?

a) L'échelle micro : une augmentation des échanges ?

Au terme de cette partie, on observe que les dynamiques du marché immobilier orientent fortement les modes d'habiter le front périurbain belorizontin, en renforçant les logiques de fragmentation et de séparation socio-spatiale, qui persistent malgré l'évidente diversification sociale de ces espaces. Effectivement, à l'échelle locale on assiste à une forte homogénéisation sociale des espaces, qui s'articulent aux modèles de promotion immobilière disséminés. Pourtant, il nous semble important de nuancer le caractère pessimiste des logiques ici décrites. Pour comprendre les échanges sociaux, la dimension qualitative semble essentielle : il faut s'attacher également à d'autres facteurs, tels que l'interaction d'acteurs, les logiques individuelles et institutionnelles. Le Goix (2013) conclut pour les villes américaines :

> Plus diverses socialement, et en terme d'appartenance communautaire qu'elles ne l'avaient été, les grandes structures de ségrégation socio-spatiale se construisent pour certaines à l'échelle du lotissement (statut, âge), et pour d'autres à des niveaux géographiques beaucoup plus vastes qui englobent les lotissements dans des contextes socio-économiques locaux à plusieurs dimensions, et qui opèrent selon des portées variables. Ce qui fait quartier, ce qui fait homogénéité, est donc bien le résultat de logiques emboitées complexes, et il semble s'opérer, sur le terrain, de profondes logiques de proximité, d'association spatiale, d'appariement. (Le Goix, 2013, pp. 247).

Dans cette optique, Sabatini et al. (2001) défendent que les effets de la ségrégation se basent sur son échelle : lorsque l'échelle est plus grande, la ségrégation serait plus perverse. Selon les auteurs, la dispersion des couches sociales serait interprétée comme positive, même si elle se fait sous la forme d'ensembles fermés. La diminution des échelles de ségrégation assurée par la proximité spatiale entraînerait une plus grande intégration fonctionnelle et symbolique. À l'échelle micro, il ne faut pas négliger les

solidarités locales et les ressources du quartier, que Fol (2010) signale comme des éléments clés dans les dynamiques d'intégration sociale.

b) Une intégration orientée par les modes de planification urbaine

Une étude menée à Santiago permet de questionner les dynamiques ségrégatives souvent associées à la clôture résidentielle. Salcedo et Torres (2008) soulignent que même si les *condomínios* de la capitale du Chili étaient entourés par des murs et des barrières physiques, la diffusion de ceux-ci pourrait être interprétée comme un phénomène positif. Ils avancent l'hypothèse que les *gated communities* réduisent l'échelle de ségrégation dans l'ensemble de la ville, sous la forme d'une « ségrégation bénigne ». Le cas d'étude choisi illustre l'installation d'un *barrio cerrado* dans les environs d'un quartier caractérisé par la présence d'une population modeste. Ici, une série d'entretiens qualitatifs réalisés avec les habitants des deux espaces permet de réfuter le discours négatif qui rassemble souvent les espaces cloisonnés. D'un côté, le degré d'interaction entre les habitants est faible pour ce qu'on attendrait d'une *gated community*. D'un autre côté, les habitants du quartier populaire interprètent positivement l'arrivée de ce type de lotissement, car il a permis de moderniser les infrastructures urbaines et de créer des opportunités d'emploi. Dans cette optique, les barrières physiques ne semblent pas empêcher les échanges sociaux entre les deux espaces en question, qui partagent les ressources et l'espace urbain à l'échelle locale.

Un processus similaire a été démontré par Mendonça et al. (2004) dans la RMBH, dans les municipalités de Nova Lima et Brumadinho. Les auteures postulent que ces espaces concentrent une population plus hétérogène que ce que l'on pourrait imaginer, en raison du partage spatial entre les élites urbaines et les classes populaires qui habitent les quartiers environnants. En effet, une part importante de ces individus sont employés dans les *condomínios* en tant que travailleurs des services domestiques. Dans cette optique, l'arrivée des populations des couches supérieures serait accompagnée d'une diffusion des couches populaires attirées par les opportunités foncières et de travail. Cependant, les interactions entre les deux catégories sociales mentionnées se limitent pour la plupart à des relations de travail et sont d'ordre hiérarchique. Ici, l'absence de sources qualitatives

renforce l'intérêt d'une étude avec les habitants, à la lumière de Salcedo et Torres, afin de mieux comprendre les dynamiques de séparation sociale qui touchent ces espaces.

Néanmoins, certains facteurs permettent d'expliquer le contraste entre les résultats décrits à Santiago et à Belo Horizonte. Dans les cas brésilien, il existe peu de partage fonctionnel entre les deux groupes sociaux : la structure urbaine fragmentée de l'espace et la reproduction de nombre de ressources urbaines à l'intérieur des espaces privés expliquent en partie la moindre intégration. Dans cette optique, on observe que les politiques urbaines menées localement favorisent souvent des situations de fragmentation socio-spatiale, que ce soit par la planification ou par l'intermédiaire de la gouvernance urbaine.

Or, les actions menées par la puissance publique ont un caractère ambigu, car elles peuvent soit renforcer les situations de séparation sociale, soit les nuancer. Comme nous l'avons vu antérieurement, la seule diversification sociale ne suffit pas pour diminuer les distances sociales, car la nature spontanée des échanges sociaux se heurte aux logiques de séparation induites par d'autres acteurs et logiques urbaines. Dans ce contexte, on pourrait imaginer que les politiques publiques et de planification pourraient intervenir comme des mécanismes de correction des disparités socio-territoriales.

Face à des changements sociaux qui ont une portée métropolitaine, on pourrait donc se demander si le renforcement de l'échelle métropolitaine en tant qu'échelle de planification et de gestion pourrait conduire à une plus grande intégration sociale. En effet, des espaces plus cohérents au niveau métropolitain pourraient inciter des formes d'occupation moins ségrégatives à l'échelle locale (Gilli et al., 2012). Dans la RMBH on remarque dans les dernières années un vrai effort pour constituer une instance de planification métropolitaine capable de rendre les territoires plus équitables en termes sociaux et économiques. Il s'agit de comprendre comment ces politiques pourraient prendre en compte la diversification du front d'urbanisation comme levier pour intensifier les échanges entre les populations. Ces interrogations nous amènent à la dernière partie de notre étude.

Chapitre 4- La planification métropolitaine : quelles pistes pour une plus grande intégration sociale ?

1-La planification métropolitaine et les inégalités socio-spatiales

a) Les régions métropolitaines : une nouvelle échelle d'action ?

Le processus d'étalement urbain et les nouvelles formes d'organisation des espaces urbains signalent l'intérêt de la création de nouveaux mécanismes de gestion et de gouvernance des espaces métropolitains. Dans un contexte de mondialisation croissant, l'échelle métropolitaine émerge dans de nombreux pays comme une réponse aux enjeux sociaux et à l'efficacité des politiques urbaines. La planification métropolitaine n'est pas récente ou inédite, mais il s'agit d'un processus qui démontre de nouvelles configurations à l'œuvre.

Les inégalités qui touchent l'espace des métropoles cristallisent les failles de leur gouvernance : de l'augmentation de l'entre-soi des classes supérieures au renforcement des tensions ethniques. Ces questions, souvent prises en compte à l'échelle locale, doivent être reportées à l'échelle du pilotage métropolitain (Gilli et al., 2012). Pourtant, les inégalités ne découlent pas seulement de dynamiques spontanées, même si ces dernières sont importantes. Bien sûr, la gouvernance a un effet sur la résorption des inégalités, mais certaines disparités sont aussi le produit même de la façon dont les politiques urbaines sont appliquées. Elles doivent être aussi considérées comme résultantes d'effets structurants liés à leurs processus de mise en œuvre.

Dans cette optique, la construction d'une nouvelle échelle politique métropolitaine soulève des questions de gouvernance signifiantes, car les métropoles obligent à concevoir un lien plus horizontal entre territoires, acteurs et institutions de l'espace. Il s'agit aussi de nouvelles formes de dialogue entre plusieurs acteurs différents, des inégalités entre pouvoirs et des divergences de logiques entre acteurs privés et publics. (Gilli et al., 2012). En effet, la dichotomie classique entre public et privé semble de moins en moins valable. On observe de plus en plus une articulation entre les diverses catégories d'acteurs qui fabriquent la ville. L'émergence de la gouvernance urbaine

signifie la prise en compte du déplacement des barrières entre les acteurs publics et privés (Le Galès, 2011). « *D'un point de vue global, la gestion locale se transforme en une sorte de marché ouvert où s'activent de multiples opérateurs publics, avec des partenariats divers.* » (Duran et Thoening, p. 584)

b) Les régions métropolitaines au Brésil : une expérience récente

En parallèle aux évolutions des formes de gouvernance observées dans de nombreux pays, les actions visant le développement des régions métropolitaines ont été reprises sur la scène politique mondiale. Même si les régions métropolitaines brésiliennes ont été créées en 1970, ce n'est que récemment que cette instance de gestion émerge comme un outil effectif de planification. Dans cette période, caractérisée par un gouvernement dictatorial dans la scène politique, la pensée urbaine était déterminée par des paradigmes technocrates et par un pouvoir centralisé : c'est dans cette période que les investissements de développement économique sont le plus déconnectés de l'aménagement du territoire. Depuis la fin des années 1980, l'émergence d'un régime démocratique a bouleversé l'autonomie de la sphère locale, ainsi que le rôle des mouvements sociaux et de la participation citoyenne (Costa et al., 2011). Les années 2000 marquent une nouvelle phase caractérisée par la création de nombreuses agences à vocation métropolitaine dans le territoire national. La publication de *l'Estatuto da Cidade* (Statut des Villes) en 2001 marque une nouvelle phase de la gestion urbaine, qui vise à privilégier le dialogue entre les différents acteurs métropolitains et la participation de la société civile dans les processus de planification (Costa et Mendonça, 2008).

L'autonomie concédée aux municipalités, comparée au propre format fédératif du pays, rend compliqué le développement d'un système de gestion partagée. Dans cette optique, dans les régions métropolitaines qui ont été reformulées ou créées récemment, le processus de mise en œuvre de cette instance de planification constitue un défi aux gouvernements : de l'adoption du système de gouvernance, passant par les processus de dialogue et de négociation entre les acteurs, jusqu'à la mise en place des formats institutionnels (les agences techniques, la participation citoyenne, etc.) (Mol, 2011).

Dans la RMBH, la discussion métropolitaine a été récemment alimentée lors de la création de l'Agence Métropolitaine en 2009 et de l'élaboration du nouveau Plan Directeur de Développement Intégré (PDDI), en 2011. Ainsi, l'expérience de gestion métropolitaine est décrite comme un nouvel outil capable de façonner des territoires plus équilibrés en termes sociaux, économiques et culturels. On pourrait donc s'interroger : comment la création d'une politique métropolitaine intégrée pourrait nuancer les enjeux de séparation sociale dans la RMBH?

Cette dernière partie de notre étude vise à discuter l'échelle de planification métropolitaine et son impact dans les politiques urbaines visant à diminuer les inégalités de division sociale de l'espace métropolitain. Nous ferons comme dernière hypothèse que la légitimation de la région métropolitaine comme échelle de planification constituerait un levier pour la reconnaissance des espaces périphériques comme des espaces constitutifs de la métropole. Ces territoires, autrefois considérés comme des simples annexes du pôle-centre destinés à accueillir les populations pauvres, sont maintenant vus comme des espaces d'opportunité et d'investissement du pouvoir public et du secteur privé. Le nouveau regard métropolitain qui aide à orienter le processus de planification pourrait susciter de nouvelles formes de mise en œuvre des politiques urbaines et de gouvernance, mitigeant par conséquent la séparation socio-spatiale dans les franges périurbaines. À partir d'une approche qualitative reposant sur des entretiens semi-directifs conduits avec les acteurs de l'aménagement et des municipalités, nous chercherons à tester les questionnements avancés.

Dans un premier temps, nous expliquerons l'arrangement institutionnel et les enjeux qui concernent la reconstruction d'une échelle métropolitaine de gestion et de planification dans la RMBH. Ensuite, nous tâcherons d'articuler les questions de gouvernance métropolitaine et de mise en place des politiques urbaines aux dynamiques actuelles de séparation sociale. Ici, nous aborderons des questions structurelles telles que les politiques du logement, la gouvernance privée et la participation citoyenne.

2-La légitimité politique de l'échelle métropolitaine : des pistes possibles ?

a) Une expérience que se distingue des autres métropoles brésiliennes

Dans les métropoles, la place de l'État est à la fois centrale et contestée. D'une part, les acteurs locaux attendent de lui des décisions, des orientations, des arbitrages et des engagements, notamment financiers. D'autre part, les citoyens lui demandent de garantir la cohésion sociale de la métropole et de mitiger les processus de ségrégation. En revanche, les mêmes acteurs demandent une certaine autonomie à l'État, de les laisser avancer eux-mêmes, selon leurs propres agendas (Gilli al., 2012). La dissémination des pouvoirs opérationnels entre les exécutifs locaux et l'empilement de nombreuses couches administratives et techniques rendent parfois les métropoles peu lisibles pour les habitants, les acteurs privés et publics.

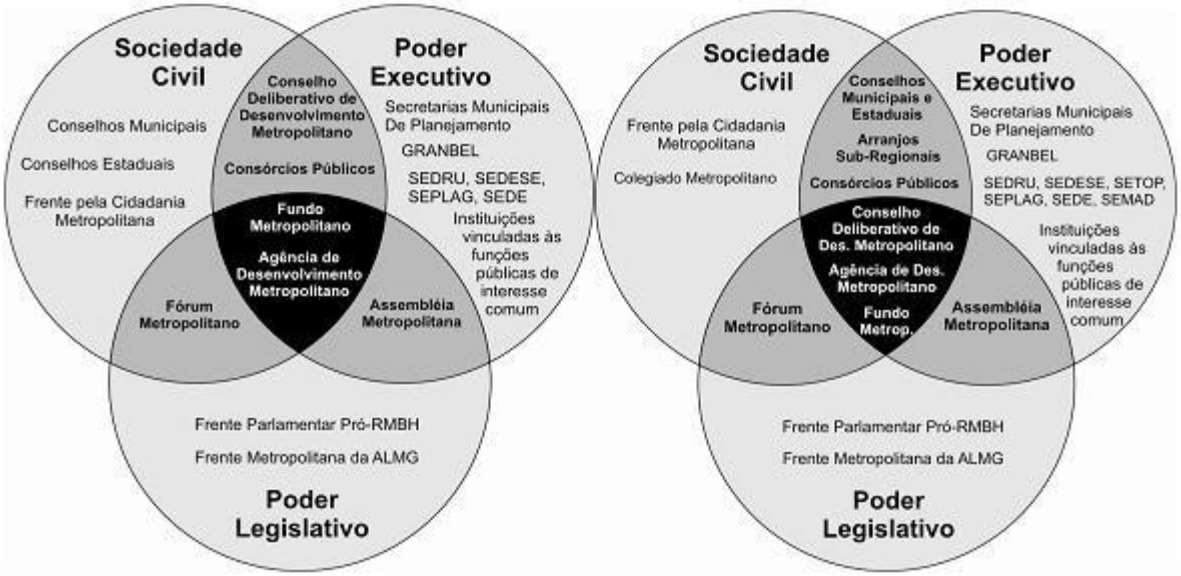
L'expérience brésilienne a évolué dans les dernières années, d'une gestion métropolitaine priorisant les gouvernements départementaux, à des modèles plus articulés aux sphères locales de planification (Azevedo et Mares Guia, 2000). Parmi ces expériences de gestion métropolitaine, la Région Métropolitaine de Belo Horizonte se distingue de celles des autres régions métropolitaines brésiliennes par sa structure de gestion complexe. L'instance de gestion est composée par l'Assemblée Métropolitaine[26], le Conseil Délibératif de Développement Métropolitain[27] et l'Agence de Développement Métropolitain[28]. À cela s'ajoutent deux outils principaux : le Fond de Développement Métropolitain et le Plan Directeur de Développement Intégrée (PDDI).

[26] L'Assemblée Métropolitaine est l'organe supérieur de décision et de gestion dans la RMBH. Elle rassemble les maires des 34 municipalités et présidents des chambres municipales, quatre secrétaires du Département et un représentant du législatif.

[27] Le Conseil Délibératif de Développement Métropolitain est une instance dont les principales fonctions sont l'accompagnement de la planification et la destination des ressources du Fond de Développement Métropolitain. Il est composé de 16 membres : sept représentants des municipalités, sept représentants du Département et deux représentants de la société civile. Ainsi, dans la représentation des municipalités, la capitale et les deux municipalités les plus importantes (Betim et Contagem) ont des places permanentes. Les autres municipalités se relayent pour occuper les trois places restantes.

[28] L'Agence de Développement Métropolitain est une instance territoriale à caractère technique et exécutif, dont les principales fonctions sont : la planification, la régulation urbaine et le support à la mise en œuvre des fonctions publiques et d'intérêt général dans la région métropolitaine.

Figure 30- Acteurs et institutions de la gestion et de la planification de la RMBH



Source: PDDI (2011)

b) La RMBH : quelles évolutions et quel degré de légitimité ?

Ainsi, la question de la légitimité politique de l'échelle métropolitaine émerge comme un outil potentiel pour l'organisation des territoires, mais aussi comme une source de tensions. Une étude, réalisée par l'Observatoire des Politiques Métropolitaines en 2012, a tenté de démontrer l'articulation politique des municipalités composant la RMBH. Ici, le but était de connaître l'évaluation des maires sur l'intégration des autorités locales à la discussion métropolitaine. Ainsi, un tiers des mairies ont évalué la RMBH comme intégrée en termes de pouvoir politique de décision. D'autres, 25 %, ont affirmé que l'organisation métropolitaine fonctionne exclusivement dans certaines municipalités, souvent celles les plus peuplées et ayant le plus de légitimité politique. De même, la question de l'autonomie municipale et le pouvoir de décision des autorités locales ont été deux éléments mis en relief. Une part de 45 % des maires a affirmé que les municipalités disposent d'une certaine autonomie par rapport à l'instance métropolitaine. En revanche, près d'un tiers des maires croient que leur municipalité est soumise aux décisions

d'autres municipalités : « *Pour 30 municipalités, vous avez un ou deux représentants. Belo Horizonte, Betim et Contagem ont beaucoup de représentants et le département aussi. Les autres municipalités n'ont aucune représentation dans la discussion métropolitaine [...] le pouvoir est trop centré dans le département. Il faut absolument élargir la participation des maires.*»

Tableau 11- Perception des mairies du pouvoir de décision des municipalités à l'échelle métropolitaine

	Abs.	%
Les municipalités ont un pouvoir de décision	14	45
Les municipalités n'ont pas de pouvoir de décision	10	32
Absents	7	23
Total	**31**	**100**

Source : IPEA -Agência RMBH. Observatório de Políticas Metropolitanas. Pesquisa O Arranjo Institucional da RMBH: a avaliação dos prefeitos. 2013.

Par ailleurs, on remarque que les municipalités hésitent souvent à participer au débat métropolitain, car le pouvoir public craint une perte d'autonomie en termes d'action et de légitimité en tant que sphère politique face à certaines questions considérées comme métropolitaines[29].

« On a remarqué qu'il y a une croissance de la légitimité politique de la question métropolitaine et ce n'est pas une relevance politique pensée de manière abstraite ou théorique. Par exemple, chacun s'intéresse à comprendre ce qui configure l'intérêt métropolitain dans son territoire. C'est moins une question de solidarité entre les territoires, mais plutôt une question de développement économique [...] Les maires ne veulent pas des équipements comme les prisons et depuis cette expansion immobilière

[29] Entretien avec Adriana Lara, élue à Vespasiano.

personne ne veut de Minha Casa Minha Vida dans sa municipalité.» (Rita Velloso, aménageuse)

À l'organisation institutionnelle décryptée s'ajoute un outil qui a favorisé les principales discussions métropolitaines dans les dernières années : le Plan Directeur de Développement Intégré. En effet, l'élaboration d'un nouveau document de planification a opéré comme un levier pour la redynamisation des débats autour de l'échelle métropolitaine.

3-Le plan métropolitain : un levier pour repenser l'échelle métropolitaine ?

a) Le PDDI : un outil pour la réalimentation de la question métropolitaine ?

Dans le contexte actuel des politiques publiques (d'ouverture, de complexité et de négociation entre les acteurs), les traditionnels plans directeurs, fonctionnalistes et symboles de la technocratie, semblent inadaptés pour opérer sur les changements métropolitains. Dans les municipalités les moins peuplées, les plans d'urbanisme locaux sont souvent inspirés de ceux des municipalités plus grandes. Cela conduit à éclipser la réalité politique et à négliger les singularités de chaque territoire. Cela renforce l'intérêt d'une plus grande intégration à plusieurs niveaux en termes de planification. Ainsi, les nouveaux plans métropolitains émergent comme des outils de dialogue et de négociation entre les différents acteurs concernés (Mol, 2011). Ils s'imposent actuellement comme instruments de coordination des acteurs, des groupes sociaux et de diverses institutions qui composent le territoire métropolitain (Le Galès et Lascoumes, 2005).

L'élaboration du PDDI, de 2009 à 2011, a articulé des acteurs des secteurs public, privé, technique et notamment du secteur universitaire. Ce nouveau modèle de planification rencontre de nombreux obstacles au moment de sa mise en œuvre. D'un côté, des tensions politiques, telles que la méfiance des maires et les différences politiques impactent directement son processus d'élaboration. D'un autre côté, l'hétérogénéité des municipalités intégrant la région fait émerger des défis dans le système de planification et de gestion métropolitaine (Mol, 2011).

b) Quelles prémisses pour une plus grande égalité socio-territoriale ?

L'élaboration d'un Plan Métropolitain a provoqué une nouvelle discussion autour des principales dynamiques métropolitaines à l'œuvre. Les propositions de restructuration territoriale ont été divisées en quatre axes thématiques intégrés : accessibilité, développement durable, sécurité et urbanité. Le processus de planification visait donc à répondre aux principaux enjeux actuels de la RMBH, en promouvant le développement économique, l'équité sociale, le développement durable et la réduction des inégalités socio-territoriales.[30]

Ainsi, l'une des principales prémisses du PDDI était « *la mise en valeur des franges périurbaines de la région métropolitaine.* » L'un des objectifs avancés serait de promouvoir une plus grande intégration des municipalités en termes politiques, en privilégiant le renforcement des franges périphériques, leur identité et les pratiques socio-spatiales. Il s'agit d'une « *inversion des priorités métropolitaines* », puisque le processus de planification a eu tendance jusqu'à présent à privilégier le pôle-centre. [31]

Dans cette optique, nous nous intéresserons à l'articulation des politiques de planification et de gestion métropolitaine aux dynamiques de séparation socio-spatiale dans les territoires de la RMBH. En effet, une série d'enjeux émergent en ce qui concerne les dynamiques de séparation sociale, non seulement l'échelle métropolitaine, mais aussi au niveau local. L'application des propositions du PDDI est d'ordre référentiel, pour que les autorités locales métropolitaines soient capables d'adapter leurs propres politiques au niveau municipal. Cependant, les tensions structurelles qui touchent la gouvernance locale dans les franges métropolitaines belorizontines sont mises en relief lors de l'élaboration d'une politique commune et intégrée capable de réduire les inégalités socio-spatiales constatées.

[30] Au moment de la réalisation de cette étude, seules les directives générales du PDDI avaient été élaborées. Le processus de définition des usages du sol sera réalisé au cours de 2014. C'est pourquoi dans cette étude nous travaillerons avec les grandes lignes des politiques et solutions proposées.

[31] Ces prémisses s'orchestrent autour d'une politique de renforcement de nouvelles centralités périphériques, qui passent notamment par la réorganisation des ressources urbaines et des emplois.

4- L'inscription du secteur privé dans les dynamiques de ségrégation socio-spatiale

a) Les lotissements privés : la gouvernance privée de l'espace urbain ?

Le gouvernement des villes implique progressivement des organisations de différentes natures : les entreprises privées, agences publiques, organismes d'études et associations rejoignent de plus en plus les autorités locales en matière de gouvernance du territoire et la politique locale dépend de plus en plus d'acteurs non-gouvernementaux (Le Galès, 2012).

En effet, la diffusion de lotissements privés dans la RMBH attire l'attention sur les enjeux apportés par les formes de gouvernance privée de l'espace. Dans les *gated communities*, une grande partie des charges d'urbanisation et d'entretien est transférée au privé, en échange du bénéfice exclusif du lieu. Leur développement configure un élément actif du système de la croissance métropolitaine, où les collectivités publiques transfèrent l'aménagement urbain au secteur privé (Le Goix, 2003). La question du soutien des instances publiques au développement des enclosures doit être abordée. L'installation des *gated communities* conduirait à un report des coûts d'aménagement et d'entretien des municipalités sur une entité privée, en assurant aux collectivités locales des ressources fiscales.

Peu d'études ont abordé directement la question de la gouvernance privée et son impact dans l'espace belorizontin. Un travail sur la frange sud réalisé par Andrade (2010) démontre que les municipalités suscitent souvent l'installation des *condomínios fechados*, s'inscrivant dans une logique du report des coûts d'urbanisation à partir de l'institutionnalisation de la sphère privée. Face à la diffusion croissante de ce type de lotissement, augmente aussi la concurrence pour les attirer. Selon Adriana Lara[32], élue à Vespasiano, la municipalité encourage l'installation des lotissements privés, afin d'attirer une population à haut revenu dans un espace historiquement occupé par les couches populaires. Si l'on pourrait imaginer que les couches les plus pauvres pourraient bénéficier de l'installation de nouveaux lotissements comme nous l'ont démontré Salcedo et Torres (2008), cela n'est pas le cas dans la grande majorité des municipalités de la

[32] Entretien avec Adriana Lara, le 26/02/2014.

RMBH.

En effet, les élus de certaines municipalités évoquent que le principal impact négatif de l'installation des couches supérieures dans les franges périurbaines serait notamment l'attraction des couches populaires qui tendent à accompagner celles-ci. Ce processus semble problématique pour les autorités locales qui ont du mal à fournir des conditions essentielles d'habitation et des ressources urbaines à cette nouvelle population qui est attirée. Même si le secteur privé assure l'entretien des espaces fermés, les autorités locales sont vouées à offrir des conditions pour l'installation des couches populaires. Cela se fait souvent de façon précaire et discontinue.

« C'est le cas à Nova Lima, où il y a les élites et les couches populaires qui s'installent juste à côté. Ceci ne conduit pas nécessairement à une meilleure qualité de vie, même pour ceux qui travaillent dans les lotissements privés. Entre un condomínio et l'autre il y a toujours des bourgs précaires en termes d'infrastructure, sans aucune intégration sociale avec ces lotissements. » (Jupira Mendonça, aménageuse)

Ainsi, la dissémination des *condomínios fechados* dans l'ensemble de la RMBH semble complexifier encore plus les dynamiques de gouvernance de l'espace. C'est pourquoi une réflexion s'est développée autour des potentialités que ce type d'urbanisation pourrait apporter, notamment aux populations modestes habitant les environs des lotissements fermés. En effet, une des prémisses de la gouvernance métropolitaine serait d'exiger le partage des services urbains installés dans les *gated communities,* en stimulant la redistribution et le partage des richesses.

« Les municipalités tentent d'attirer ce type d'urbanisation. C'est un accord informel entre les autorités locales et le secteur privé. C'est une situation compliquée en ce qui concerne le sentiment de responsabilité territoriale, car on a une impression d'autosuffisance, mais parallèlement les lotissements privés utilisent l'infrastructure urbaine, comme tous les autres lotissements. Le PDDI avance un peu dans la discussion sur la régulation urbanistique, puisqu'il suggère que les condomínios soient réglementés par la puissance publique. Bien sûr, on ne peut pas tout réglementer, c'est le secteur

privé le principal responsable dans ce cas-là, mais il s'agit de développer de nouveaux modèles d'occupation dont les autres populations puissent profiter. Il faudrait exiger que les lotissements privés fournissent certains équipements publics, qu'il y ait des services urbains, des espaces publics ou même du logement social dans les aires de pression foncière.» (Rogério Palhares, chargé d'études)

Malgré cela, le dialogue entre les acteurs rend ce type de politique peu envisageable. Costa et al. (2008) montrent qu'à Nova Lima une typologie de lotissement privé associée à l'installation de logements sociaux a été prévue. Ces propositions ont été systématiquement refusées par les promoteurs immobiliers, qui hésitent à promouvoir des opportunités de diversification sociale dans les *condomínios privés*. En effet, la sociabilité intra-muros fonctionne comme un élément de promotion du marché, de sorte que l'appartenance à certaines catégories sociales est considérée comme un atout. Dans ce contexte, les élus évitent d'encourager ce type d'initiative, force est de constater les réactions du secteur privé. Dans cette optique, les acteurs du secteur immobilier semblent s'imposer comme des variables clés dans les jeux de gouvernance et dans les décisions des collectivités locales. Qu'il s'agisse du financement des grands lotissements ou des simples intérêts des particuliers, les acteurs privés figurent de plus en plus dans les réseaux politiques et de gouvernance du territoire.

b) Les stratégies privées dans les décisions locales

Dans la RMBH, on observe d'autres exemples de l'inscription du secteur privé dans les logiques de gouvernance du territoire qui dépassent l'instance des lotissements fermés. Lorsque le secteur privé semble être de plus en plus inscrit dans les sphères de gestion et de gouvernance métropolitaine, depuis sa création, le Conseil Délibératif de la RMBH permet une représentation du secteur immobilier dans les segments de participation destinés à la société civile.

On remarque souvent que certains outils créés par *l'Estatuto da Cidade* afin d'éviter des phénomènes sociaux paradoxaux, tels que la survalorisation foncière, la spéculation et la gentrification, ne sont pas appliqués en raison de l'articulation entre le

secteur public et le secteur privé. Il n'est pas surprenant que dans certaines municipalités (telles que Betim et Contagem) la mise en œuvre de l'IPTU progressif[33] ne soit pas envisagée, car les grands propriétaires des terres influencent directement les décisions politiques. En effet, les élus soulignent qu'il est souvent problématique d'appliquer certains outils urbanistiques qui affectent directement le droit à la propriété privée. Parfois, les municipalités elles-mêmes négligent ces outils à cause des stratégies politiques pour obtenir les votes des couches supérieures (Baltazar, 2000).

De même, les acteurs privés eux-mêmes contribuent à façonner le territoire lorsqu'ils élaborent des propositions urbanistiques et les présentent aux administrations locales. Souvent, ces propositions attirent l'intérêt de la puissance publique, en raison de leur rentabilité ou du report des coûts d'urbanisation.

« *Lorsqu'on a élaboré le Plan Métropolitain, il y a aussi des acteurs du secteur privé, des investisseurs immobiliers, etc., qui élaborent leurs propres 'plans', c'est-à-dire, des propositions urbanistiques qui soient rentables pour eux. Et parfois, ces plans sont beaucoup plus consistants que le nôtre, parce qu'ils intéressent plus les municipalités.* »
(Silke Kapp, aménageuse)

Or, si les municipalités semblent favoriser l'installation des *gated communities* afin de reporter les coûts d'urbanisation, on constate un rejet systématique des politiques de logement social. Celles-ci sont interprétées comme des inconvénients pour les autorités locales, que ce soit en termes urbanistiques ou de ressources urbaines.

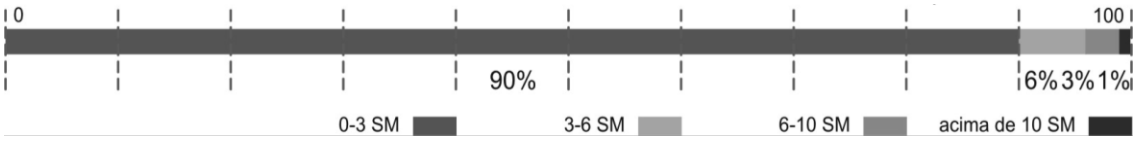
[33] L'IPTU Progressif est un outil qui vise à donner un caractère progressif aux taxes foncières et immobilières selon la valeur et la localisation du bien.

5-Les politiques du logement et d'inclusion sociale

a) Un déficit en habitation important

Le déficit[34] en habitation actuel dans la RMBH est de 173 mille logements, soit 62 mille dans le pôle centre et 111 mille dans les franges métropolitaines (Fundação João Pinheiro). Près de 90 % des ménages touchés par ce déficit ont un revenu mensuel de 0 à 3 salaires minimums. Cela renforce l'intérêt de la mise en relief d'une politique sociale capable de répondre à la demande des couches les moins favorisées.

Figure 31- Déficit en habitations dans la RMBH



Source : Maciel et Baltazar (2011)

Même si la production du logement social a sensiblement augmenté dans les dernières années, on constate encore une résistance des municipalités à mettre en œuvre des politiques d'habitations d'intérêt social, notamment celles destinées aux populations les plus modestes. Ainsi, la quantité effective de demandes effectuées est toujours largement supérieure aux unités d'habitation disponibles. Selon Adriana Lara, élue à Vespasiano, la municipalité perçoit les logements sociaux comme un inconvénient. Actuellement, il existe 7000 demandes de logements sociaux et jusqu'à présent seulement 316 unités d'habitations ont été construites.

[34] Le déficit d'habitation au Brésil est calculé à partir de deux facteurs principaux : le stock effectif d'habitations et l'adéquation des logements.

Tableau 12- Unités d'habitation financées de 2009 à 2012 pour le segment de 1 à 3 salaires minimums dans la RMBH

	Unités d'habitation	Part dans la RMBH
Betim	2 396	27,4 %
Contagem	568	6,5 %
Esmeraldas	356	4,1 %
Igarapé	264	3,0 %
Lagoa Santa	620	7,1 %
Ribeirão das Neves	1 640	18,8 %
São José da Lapa	144	1,6 %
Sarzedo	96	1,1 %
Vespasiano	316	3,6 %

Source : Campos et Mendonça (2012)

Par ailleurs, d'autres difficultés structurelles au-delà des volontés politiques façonnent les contextes de mise en place des politiques de logement et d'inclusion sociale dans la RMBH. L'hétérogénéité des municipalités qui composent l'espace métropolitain belorizontin semble être un des principaux obstacles constatés.

b) Les politiques du logement : des situations locales très contrastées

Les situations municipales sont très contrastées en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques de logement social. Certaines collectivités locales sont très actives non seulement en termes de fabrication d'habitations, mais aussi en termes de mobilisation des financements fédéraux. Même si la décentralisation de la fin des années 1980 a conduit à une plus grande autonomie des municipalités, l'organisation des politiques du logement reste très hiérarchisée et les administrations locales attestent une dépendance toujours très importante aux fonds de l'État. La quasi-absence d'une échelle intermédiaire [35] contraint les municipalités à agir au travers de l'État, ayant peu

[35] Il existe des politiques du logement départementales, pourtant celles-ci ont un périmètre d'action qui s'attache surtout aux communes rurales.

d'indépendance dans la mise en place des politiques locales. Ainsi, les collectivités les plus peuplées, qui sont souvent celles ayant le plus de poids politique, sont bénéficiaires par rapport à l'accession aux fonds fédéraux.

« *Les politiques du logement n'ont pas changé à cause du Plan Métropolitain, parce qu'il s'agit toujours d'une articulation directe entre la municipalité et l'État. Vous avez des politiques fédérales et des politiques municipales. Mais la vraie question, c'est que la divergence de l'articulation institutionnelle de chaque municipalité est flagrante [...] Quelques municipalités, Contagem, Betim, même Santa Luzia, sont très articulées au gouvernement fédéral, elles savent comment accéder aux programmes fédéraux, elles connaissent bien les procédures, etc. Dans d'autres municipalités, la situation est chaotique ! Si vous allez dans ces mairies, vous avez une petite salle où travaille un seul responsable pour la santé, l'éducation, l'habitat. Il ne sait pas comment accéder aux programmes ou aux financements pour le logement social [...] les politiques fédérales sont identiques pour tous les types de municipalité, le processus est toujours le même, mais les contrastes sont énormes. Il y a beaucoup de contrastes en termes d'institutionnels et aussi en termes fiscaux. »* (Silke Kapp, aménageuse)

Les politiques du logement social se heurtent à la fragmentation institutionnelle de l'organisation fédérative elle-même. Les procédures ont ainsi peu de souplesses et les différences territoriales en termes de taille, catégorie de population et degré d'urbanisation ne sont pas prises en compte. En effet, les municipalités comptant 20 000 habitants doivent mettre en œuvre les mêmes procédures que celles rassemblant un million de personnes. Selon Silke Kapp, il n'est pas étonnant que les petites municipalités hésitent à mettre en place les dispositifs d'implantation des logements sociaux face à la complexité institutionnelle rencontrée.

c) La vacance foncière : un outil potentiel confronté à une gestion précaire

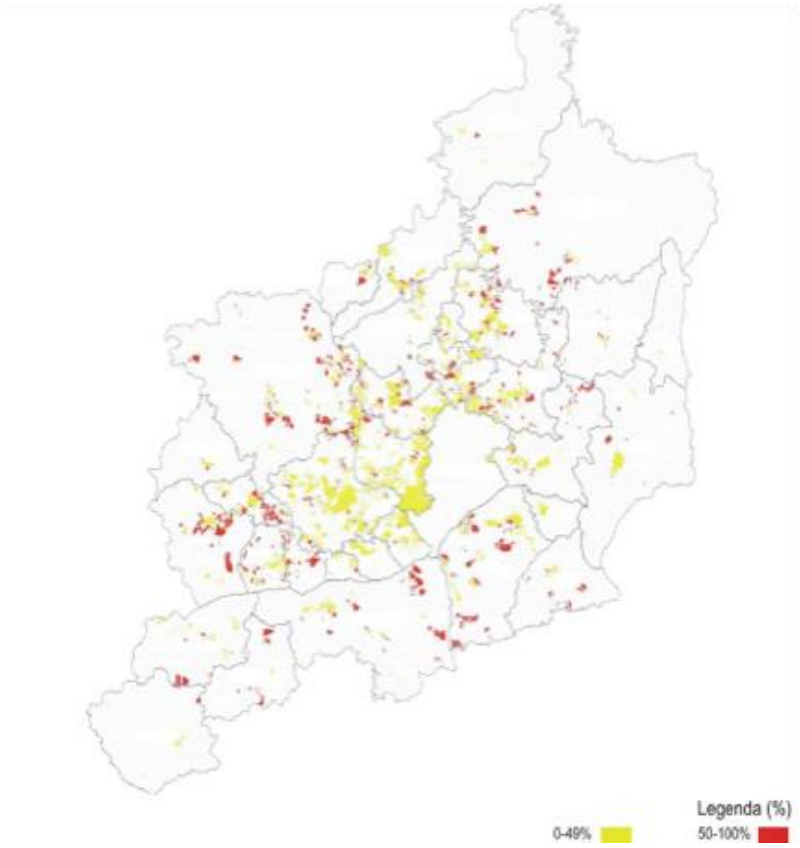
La question de la réserve foncière apparaît dans la discussion urbaine comme un outil potentiel pour l'optimisation de l'expansion métropolitaine et de l'inclusion sociale

dans les municipalités. En effet, on constate que de nombreuses municipalités possèdent des réserves foncières non-négligeables, dont l'utilisation permettrait un étalement urbain moins fragmenté dans le sens d'une densification des franges périurbaines. Cela est avancé comme un facteur important pour la création d'une politique métropolitaine capable de lutter contre la fragmentation socio-spatiale.

« *Quand on a fait des études pour l'habitation sociale dans la région métropolitaine, le but initial c'est de délimiter dans chaque municipalité les territoires qu'on pourrait considérer comme des aires prioritaires d'expansion urbaine où on pourrait construire des logements sociaux. Mais après beaucoup de discussions on s'est refusé à le faire, car cela engendrerait une valorisation de ces aires, qui rapidement deviendraient des aires cibles des promoteurs immobiliers [...] En effet, dans la région métropolitaine, on a des réserves foncières très importantes qui ne sont pas utilisées aujourd'hui, parce que les propriétaires ne veulent pas les commercialiser. Et ces réserves foncières sont souvent situées dans des aires relativement bien urbanisées, qui ont de l'infrastructure, des transports, etc. Donc, si on ouvre de nouveaux fronts d'urbanisation pour mettre du logement social, ça veut dire que l'urbanisation continuera d'être fragmentée et qu'on va continuer à éloigner les populations modestes des ressources.*» (Silke Kapp, aménageuse)

Dans cette optique, l'existence de lotissements vacants est une réalité dans la quasi-totalité de la RMBH : les niveaux de vacance y atteignent de 15 % à 40 %. À Ribeirão das Neves, un tiers des lotissements déjà urbanisés ne sont pas utilisés. Cette part est encore plus frappante dans les franges les moins denses, comme à Igarapé, où 70 % des lotissements sont vacants (PDDI, 2011). Les facteurs explicatifs sont variés : des propriétés familiales aux terres réservées afin d'alimenter la spéculation immobilière. Selon Mendonça (2002) ce mécanisme est encore alimenté par l'industrie minière, qui retient une partie importante des terrains dans certains territoires historiquement caractérisés par ce type d'activité.

Figure 32 -Taux de vacance foncière dans la RMBH



Source : Maciel (2011)

Dans cette perspective, au-delà des politiques proposées à l'échelle métropolitaine, une série de nouvelles politiques nationales vise à mobiliser le stock foncier qui se dessine comme un enjeu dans de nombreuses métropoles du pays. Néanmoins, c'est à l'échelle municipale que la mise en œuvre de ces prémisses est confrontée à de vrais obstacles. Il existe donc une déconnexion entre la sphère nationale et les instances locales en raison d'une pluralité de facteurs, qui vont de la faible capacité institutionnelle, en passant par les disputes politiques, jusqu'à l'organisation interne des mairies. Pour Baltazar et al. (2000) les autorités locales sont les instances politico-administratives ayant les principaux potentiels d'action, puisqu'elles détiennent la capacité de maîtrise de leur propre territoire et de mobilisation de nouveaux outils urbanistiques. Cela renforce encore l'intérêt d'une politique métropolitaine intégrée capable d'orienter les sphères locales.

d) Une politique métropolitaine intégrée et les obstacles locaux

Face à des situations contrastées en termes de gestion locale, les politiques de l'habitat se heurtent également à l'absence d'une politique métropolitaine intégrée, permettant de compenser les divergences institutionnelles et fiscales entre les municipalités. Cela renforce l'intérêt du développement d'une politique métropolitaine permettant de coordonner les grandes lignes des politiques du logement locales, tout en respectant l'autonomie de l'action des municipalités.

« Nous avons proposé des outils politiques partagés entre les municipalités de la RMBH, pour mettre en pratique une politique commune de l'habitat. Toutes les municipalités ont les mêmes outils dans leurs plans directeurs locaux et, à l'heure actuelle, ils ne sont pas du tout utilisés dans les politiques de planification et du logement. Il y a l'IPTU progressif, il y a l'Estatuto da Cidade [36] [...] » (Silke Kapp, aménageuse)

Même si la mise en place d'une politique d'habitation à l'échelle métropolitaine semble incontournable, l'échelle locale demeure très importante en termes de décisions politiques, car les autorités locales sont les instances capables de mobiliser les dispositifs urbanistiques disponibles. On observe que les Plans Locaux d'Habitation à Intérêt Social (PLHIS) négligent souvent les outils disponibles en termes de régulation foncière et de fonction sociale du foncier. Le manque de mobilisation politico-sociale des municipalités impacte directement les processus d'inclusion sociale.

L'une des directives proposées dans le PDDI (2011) renvoie à la création d'une politique métropolitaine de l'usage du sol[37] qui doit s'imposer aux mécanismes de régulation locaux. Ainsi, les politiques d'expansion urbaine doivent être orientées par la fonction sociale du foncier et les politiques de l'habitat doivent comporter des outils de

[36] *L'Estatuto da Cidade*, mis en place en 2000, permet d'élargir l'accès des couches populaires au logement au travers de la création des Zones Spéciales d'Intérêt Social (ZEIS). Il met en relief la « fonction sociale de la propriété » et la régulation foncière et immobilière.

[37] Ces directives restent cependant floues, n'abordant que superficiellement les enjeux de l'usage du sol. La suite de ce travail était prévue pour 2014.

régulation capables de faciliter l'accès au foncier, notamment dans les territoires où le marché privé ne répond pas à la demande.

Par ailleurs, la distance entre la loi et son application ne relève pas seulement des paramètres juridiques, mais aussi des intérêts économiques attachés à la production de logements. Dans cette optique, le pouvoir public, en permettant au secteur privé de fixer certains paradigmes, tels que la localisation des logements sociaux et leur taille, oriente la production métropolitaine et la composition sociale du marché (Nascimento et Tostes, 2010).

e) Les logiques de production du logement social : peu d'évolutions depuis les années 1970

Dans les sites défavorisés, les partenariats se multiplient aussi entre opérateurs privés, autorités ou agences publiques locales. Ainsi, les logiques de fabrication qui orientent les acteurs du secteur privé déterminent la façon dont les politiques du logement social sont mises en place. D'un côté, la prémisse de l'accession à la propriété soutenue par le secteur privé, afin d'assurer la rentabilité de la production, empêche les catégories les moins solvables d'avoir accès au parc social. D'un autre côté, les logiques intrinsèques à la production de masse s'empreignent sur la structuration du territoire urbain.

L'implantation des logements sociaux demande souvent des grands terrains, de façon à rentabiliser les opérations. Cela favorise une expansion urbaine fragmentée, car les grandes réserves foncières se situent souvent au bord des aires urbanisées, non-contiguës au tissu urbain existant. Souvent, les municipalités ayant un stock de terres non-négligeable, sont obligées d'élargir leurs limites administratives afin d'accueillir les ensembles sociaux du *Minha Casa Minha Vida* (MCMV), car la portée des ensembles empêche leur installation dans les espaces les plus denses. Cela contribue souvent à une désarticulation de ces espaces, non seulement en termes d'accessibilité aux opportunités urbaines, mais aussi en termes d'échanges sociaux.

Les politiques du logement social menées au cours des années 1970 ont été fortement critiquées du fait de leur caractère ségrégatif. Les prémisses de la production en

masse ont empêché la BNH[38] d'incorporer la provision du logement pour les couches populaires et la fabrique d'espaces d'échange sociaux. De même, dans cette période, le crédit immobilier ne touche pas les ménages à très bas revenu, les expulsant vers le marché informel ou vers les grands ensembles situés dans les marges urbaines lointaines. À la lumière de ces critiques, Maricato (2009) affirme que, depuis 40 ans de politique de la BNH, le MCMV avance peu en termes d'impacts urbanistiques et sociaux par rapport aux évolutions que la discussion sur l'habitation sociale a connues ces dernières années dans le pays.

Dans cette optique, les processus de participation sont encore peu significatifs et l'habitation assume un caractère de produit de consommation, pour devenir un objet à dimension politique et sociale. Effectivement, un des principes soulignés lors de la construction de la gestion métropolitaine de la RMBH serait l'articulation de la société civile aux débats socio-territoriaux. Néanmoins, l'agencement d'un système de participation métropolitain se heurte à une série de contradictions.

6- La participation citoyenne comme levier d'intégration

a) La démocratie participative : la métropole comme espace de débat

Les débats sur la métropolisation permettent de se demander si l'échelle locale demeure le lieu privilégié de mobilisation dans un contexte de métropolisation caractérisé par une forte mobilité des individus. Même si le quartier reste un marqueur identitaire qui n'est pas négligeable, seul l'espace micro-local ne permet pas de capturer les logiques complexes qui façonnent l'espace métropolitain. Les études sur cette question attestent un processus paradoxal : l'action collective a de la difficulté à se construire à cette échelle (Boudreau et al., 2007) alors que de plus en plus de décisions relèvent de mécanismes politiques de portée métropolitaine.

Les tensions entre échelles et entre institutions se cristallisent donc dans les débats sur la citoyenneté urbaine (Simone, 2009). Elles restructurent les identités locales et

[38] L'ancienne Banque Nationale de l'Habitation était l'organisme responsable du financement du logement social jusqu'à son extinction en 1986.

questionnent la légitimité de l'échelle métropolitaine comme un espace de débat politique. Cela engendre une réorganisation des rôles et pouvoirs des instances de la démocratie représentative. Par ailleurs, comme les contours institutionnels et les enjeux opérationnels autour desquels les questions de pouvoir se cristallisent sont toujours mouvants, les coalitions d'intérêts ne cessent de changer, ce qui complique encore la lisibilité démocratique des espaces métropolitains. Pour Gilli et al. (2012), il est donc urgent de clarifier la question des rôles des pouvoirs locaux au sein du jeu démocratique à l'échelle de ces grands territoires.

b) La participation métropolitaine dans la RMBH : un processus contradictoire

Le processus de planification métropolitaine de la RMBH a été fondé sur la construction d'un projet métropolitain articulé à la société civile, à partir de l'idée d'apprentissage et de mobilisation sociale (Mol, 2011). En 2010, le Front Métropolitain Citadin a été créé, rassemblant plusieurs catégories d'acteurs, telles que la société civile, les représentants du pouvoir législatif et des universitaires. Ce groupe a été organisé au moment de la réalisation des principales interventions de développement économique dans les franges périurbaines au nord de la région métropolitaine, afin d'articuler les principales questions métropolitaines à un processus participatif. Ici, les principales questions discutées seraient relatives à l'usage du sol, le droit à l'habitation et les questions de développement durable.[39]

Lorsqu'on interroge les acteurs sur le degré effectif de participation citoyenne dans la construction des politiques métropolitaines récentes, les réponses sont très contrastées. Certains soulignent le caractère participatif de l'élaboration du PDDI, qui a cherché à intégrer les citoyens dans la discussion métropolitaine. Le processus participatif a été construit lors de l'élaboration d'une série d'ateliers publics dans différentes municipalités de la RMBH.[40] Pour Rita Velloso, la question de la participation citoyenne a été réalimentée lors des manifestations de 2013.[41]

[39] Entretien avec Adriana Lara, élue à Vespasiano.
[40] Entretien avec Heloísa Costa, aménageuse.

« *En 2009 et 2010, le secteur technique était prédominant dans les ateliers de participation, mais après les manifestations de 2013 cela a beaucoup changé. Il existe maintenant une réorganisation des mouvements citoyens [...] Je vais vous donner un exemple. En juin 2013, les principales manifestations se déroulaient dans le centre-ville. Un jour, en juillet, il y avait 14 routes fermées dans la RMBH par des manifestants. Certes, il ne s'agit pas de mouvements organisés, mais c'est une forme expressive de représentation des municipalités périphériques. Les gens sont conscients et ils veulent se faire entendre.»* (Rita Velloso, aménageuse)

En revanche, le jeu démocratique dans la RMBH a été également très critiqué. Le manque d'une intégration multiscalaire dans le processus de participation semble se heurter à l'ampleur de l'échelle des débats. Certes, les décisions politiques s'attachent de plus en plus à des contextes métropolitains, pourtant elles ne sauraient pas suffire sans une intégration au niveau local.

« Toute l'idée de l'articulation entre une politique de droit à l'espace quotidien, de droit de décision de la population, est très compliquée car, il faut dépasser la contradiction entre un gestion pour 5 millions d'habitations et l'idée de démocratie. Une politique à l'échelle métropolitaine a, a priori, un caractère du haut vers le bas [...] Dans l'élaboration du PDDI l'idée d'une participation métropolitaine était très soulignée, mais en termes de participation populaire, ce n'était rien. Au fait, ce n'est le cas dans <u>aucun</u> des processus appelés participatifs dans les politiques brésiliennes. » (Silke Kapp, aménageuse)

Ainsi, l'institutionnalisation des processus de démocratie tendrait à bénéficier aux structures de planification urbaines et à écarter les populations du processus participatif (Kapp et al., 2012). Même si les catégories d'acteurs présentes dans les processus participatifs semblent être représentatives des demandes des citoyens de la RMBH, la démocratie participative est toujours fortement orientée par le gouvernement. Les mouvements pour l'habitat sont très souvent articulés aux intérêts des autorités locales.

7- Les franges périurbaines : la diversité comme outil de planification ?

Dans la première partie de cette étude, on s'est interrogé sur la lecture des processus sociaux dans les espaces périurbains, en mettant l'accent sur la diversité de situations sociales que ces territoires peuvent recouvrir. Face à cette restructuration spatiale, les franges périurbaines émergent de plus en plus comme un laboratoire pour la recherche urbaine et sociale. Tandis que les espaces périphériques ont été longtemps considérés comme guidés par l'homogénéité sociale et spatiale, les travaux insistent aujourd'hui sur la diversité des pratiques et des modes d'habitation périurbains (Cailly et Dodier, 2007). Le processus d'étalement urbain s'articule à l'émergence de nouvelles structures socio-spatiales dans les franges d'urbanisation, qui vont dans le sens d'une diversification des habitants et d'une densification des tissus (Berger et al., 2014).

Au terme de cette discussion, on a pu vérifier de vraies tentatives de transformer les modes de gouverner et de planifier les territoires des franges périurbaines belorizontines, qui se heurtent à de nombreuses contradictions : les défis de la gestion métropolitaine s'accentuent à cause de la diversité croissante des territoires qui composent l'ensemble de la RMBH. Or, si notre étude n'a intégré qu'une partie de ces municipalités, on pourrait imaginer que cette hétérogénéité serait encore plus importante si l'on considèrait les aires rurales et moins articulées à l'aire métropolitaine.

Lorsqu'on décrypte les processus socio-spatiaux à l'œuvre dans la Région Métropolitaine de Belo Horizonte les espaces périphériques apparaissent comme un milieu hybride au sein duquel on relève plusieurs possibilités de combinaisons sociales. Les franges périurbaines, antérieurement vues comme le lieu des classes populaires par excellence, sont aujourd'hui interprétées comme les territoires des opportunités, le « Nouveau Monde » de l'industrie immobilière et de la puissance publique. Pourtant, un territoire si hétérogène en termes de distribution sociale doit être examiné en prenant en compte sa diversité et ses impacts dans la fabrique métropolitaine :

« Oui, on a un changement social très important dans toute la RMBH, mais notamment les franges au nord, qui émergent comme un axe de développement économique. Dans cette région, les municipalités de Vespasiano, Confins, São José da Lapa, je crois qu'il y

aura une mutation importante en termes d'une diversification des couches sociales. Mais la question qu'il faut qu'on se pose est la suivante : si on imagine que ce qui peut rompre la ségrégation c'est l'accès des gens aux biens collectifs et au revenu[42]*, je ne suis pas optimiste par rapport à cet avancement. Parfois on investit dans un territoire, on crée des opportunités de développement économique, mais au fur et à mesure qu'on y construit un aéroport industriel, un technopôle, un centre administratif, il y a sans doute un condomínio fechado qui va s'installer juste à côté. Mais, symptôme le plus important qui fait que ce type de situation soit toujours ségrégative, c'est le fait que le condomínio est planifié pour que les gens y arrivent en hélicoptère, n'ayant aucun contact avec l'extérieur.*[43] *Ils achètent non seulement la propriété mais une place dans le hangar, c'est juste une aberration ! De plus, les populations pauvres qui vivent dans ces territoires ne sont même pas informées de ce type de développement et, à la fin, elles sont de plus en plus poussées vers les marges de l'agglomération. Pour moi, il me semble optimiste de dire que l'augmentation du pouvoir d'achat a diminué les formes de ségrégation et que l'accès au crédit pour l'accession à la propriété a aidé à tirer les gens des situations de précarité d'habitation. »* (Rita Velloso, aménageuse)

Malgré une diversification sociale du front d'urbanisation, les franges métropolitaines témoignent toujours de situations de distance sociale importantes, renforcées non seulement par les dynamiques du marché immobilier, mais par les formes de gouvernance actuelles. D'une part, l'insertion des acteurs du secteur privé intervient dans les processus d'occupation de l'espace, en stimulant des produits qui engendrent des formes d'occupation de plus en plus ségrégatives, et négligent la diversification sociale croissante témoignée dans les franges belorizontines. D'autre part, les politiques urbaines mises en place ont peu évolué depuis la première période d'expansion métropolitaine. Or, ces formes de planification et de gouvernance ne sauraient prendre en compte la myriade de processus et d'échelles qui composent le contexte métropolitain actuel.

[42] Cette phrase est une allusion à l'augmentation du pouvoir d'achat voulue par le gouvernement Lula.

[43] Elle fait référence au projet du *condomínio* « *Reserva Real* » présenté à la municipalité de Confins en 2011, qui prévoit l'installation d'un aérodrome privé.

« Il faut qu'on change de lunettes pour interpréter ce qu'est la vie dans les franges périurbaines. On voit toujours les périphéries comme un appendice de Belo Horizonte et ce n'est pas le cas [...] Je pense qu'on n'a pas encore les lunettes nécessaires pour regarder les territoires périurbains. Les gens ne veulent pas tous habiter dans un condomínio fechado. C'est pourquoi il faut façonner cette discussion sur la ségrégation de manière qu'elle soit un peu plus complexe. Je pense qu'il s'agit d'une approche qui est qualitative et pas seulement quantitative. » (Rita Velloso, aménageuse)

Dans cette optique, on s'interroge sur le concept de « franges périphériques » lui-même et tous les stigmatisations qui s'y attachent. Les marges urbaines, longtemps vues comme des territoires secondaires des systèmes urbains s'imposent de plus en plus comme des protagonistes des territoires métropolitains. Il s'agit donc de saisir la diversité du front d'urbanisation comme levier pour la construction d'un territoire plus intégrée capable de configurer une scène pour les échanges sociaux. En effet, les franges urbaines sont les territoires les plus changeants et dynamiques des métropoles, qui permettent d'inventer de nouvelles façons de produire la ville.

Conclusion Générale

Au terme de cette étude, nous avons pu témoigner de la complexification des logiques de séparation socio-spatiale qui découlent des processus de métropolisation et de mondialisation. Si les débats sur les phénomènes de séparation sociale figurent depuis longtemps dans la recherche urbaine, ceux-ci ont beaucoup évolué. De la ségrégation à la fragmentation, les logiques de division sociale s'attachent de plus en plus aux spécificités de la ville post-moderne, qu'elles soient d'ordre spatial (discontinuité, éparpillement) ou socio-politique (le renforcement des barrières physiques, du contrôle et de mise à l'écart de certaines catégories de la population). Dans ce contexte, les études en sciences sociales et géographie tentent de plus en plus de saisir le caractère multidimensionnel et pluriel de ces phénomènes en réinventant des indicateurs et des façons de mesurer la distance sociale dans l'espace. Cela renvoie aux débats alimentés par l'étude des processus sociaux dans les franges périphériques des villes, puisqu'il s'agit d'espaces particulièrement dynamiques, auxquels les grilles de lecture classiques des centres-villes ne seraient pas applicables. Les études mettent en avant que ces territoires, longtemps vus comme des lieux majeurs de l'homogénéité et de la mise à l'écart, sont en effet caractérisés par une diversité sociale singulière.

Ces réflexions théoriques nous ont amenée à vérifier ces constats dans la Région Métropolitaine de Belo Horizonte. Il s'agit d'une agglomération qui a connu une croissance urbaine spectaculaire, marquée par un étalement non-coordonné et fragmenté. L'expansion de la région métropolitaine a été historiquement caractérisée par la concentration des populations modestes et par le développement d'activités industrielles. Récemment, les franges métropolitaines belorizontine ont connu une dynamisation des processus de distribution sociale qui renvoie à l'arrivée de nouvelles catégories sociales dans le front d'urbanisation. Ainsi, une approche quantitative fondée sur l'analyse multivariée de données nous a permis de vérifier l'hypothèse avancée par Mendonça (2002), qui postule une diversification de la composition socio-économique des franges métropolitaines. Cela n'est pas sans rapport avec les investissements récents de la puissance publique et du secteur privé dans ces espaces, qui bouleversent les logiques d'organisation résidentielle périurbaines.

Pourtant, la nature théoriquement spontanée de l'assimilation sociale se heurte à l'inscription d'autres acteurs et dynamiques au sein des processus de séparation sociale. C'est pourquoi on s'est demandé si la diversification croissante du front belorizontin se traduisait nécessairement par une diminution des distances sociales et par une augmentation des échanges. En effet, on assiste à un processus contradictoire. Les acteurs de la promotion immobilière fabriquent une pluralité de nouveaux produits immobiliers destinés à des catégories sociales distinctes. En contrepartie, ces produits engendrent une homogénéisation sociale du parc de logements en créant des « zones tampons » (Le Goix, 2005) qui renvoient aux paradigmes de l'entre-soi et à l'édification de barrières physiques à l'échelle micro. Par ailleurs, la logique de discontinuité physique selon laquelle l'espace urbain est fabriqué corrobore des situations de fragmentation sociale, en limitant les échanges possibles.

Ainsi, la dimension métropolitaine s'impose comme une nouvelle échelle potentielle de planification territoriale, capable de résorber les inégalités qui travaillent l'espace urbain. Celles-ci, souvent prises en compte au niveau local, sont aujourd'hui remontées à la métropole, car les processus de décision et les politiques urbaines passent de plus en plus par cette échelle. Ici, la démarche qualitative nous a permis de comprendre les enjeux qui touchent la RMBH en termes d'intégration sociale. De même, une gestion institutionnelle très fragmentée et constituée par des instances de gestion peu articulées empêche à l'heure actuelle la mise en œuvre de politiques intégrées du territoire. Qu'il s'agisse des politiques du logement, de l'usage du sol ou de la participation, les contradictions qui se cristallisent à l'échelle locale rendent la création d'une politique métropolitaine intégrée encore plus complexe. À cela s'ajoutent encore de nouveaux acteurs du secteur privé qui s'inscrivent de plus en plus dans la scène de la gouvernance métropolitaine, en déterminant les formes d'occupation de l'espace et les logiques de séparation sociale.

Si nous avons pu décrypter les dynamiques de ségrégation résidentielle, la séparation physique par l'espace de résidence n'est pas la seule forme de séparation sociale, car elle s'articule à d'autres formes de séparation déterminées par la hiérarchie sociale. Puisque les activités, les emplois et les services ne sont pas distribués de façon homogène dans l'espace urbain et puisque les distances sont parfois importantes pour y

accéder, la capacité de maîtrise du territoire est une entrée fondamentale de la problématique des inégalités sociales (Fol et al., 2013). C'est pourquoi cette étude m'a incitée à approfondir la question des différenciations sociales, en élargissant mon angle d'analyse au-delà des logiques résidentielles.

Annexes

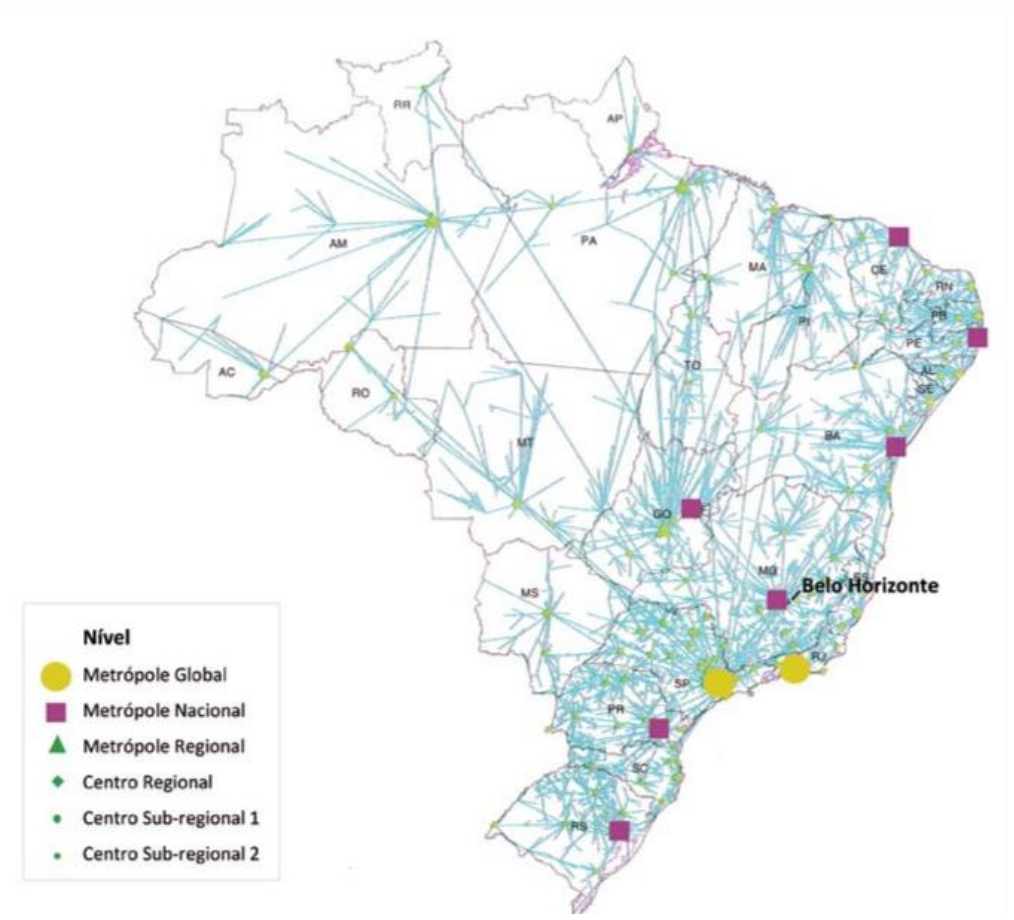
Annexes 1- Données des municipalités analysées

Municipalité	Année d'intégration à la RMBH	Population en 2012
Betim	1974	388 873
Brumadinho	1989	35 085
Confins	1995	6 077
Contagem	1974	613 815
Esmeraldas	1989	62 262
Ibirité	1974	162 867
Igarapé	1989	36 363
Lagoa Santa	1974	54 732
Nova Lima	1974	83 507
Pedro Leopoldo	1974	59 670
Raposos	1974	15 502
Ribeirão das Neves	1974	303 029
Sabará	1974	127 897
Santa Luzia	1974	205 666
São Joaquim de Bicas	1995	26 653
São José da Lapa	1993	20 524
Sarzedo	1995	27 104
Vespasiano	1974	108 771
Total	**-**	**5 182 977**

Source : IBGE et Andrade (2009)

Annexe 2- Les figures

Figure 1 – Système de la hiérarchie urbaine au Brésil



Source : IPEA

Figure 2- Le nouveau Centre Administratif de Belo Horizonte



Source : www.arcoweb.com.br

Figure 3 – Annonce immobilière 1



« Plus qu'un concept : un rêve possible.»

http://www.loteecasaemcondominio.com.br

Figure 4 – Annonce immobilière 2



« Nouveau lotissement. Ne ratez pas cette occasion ! Subsides jusqu'à 18 mille reais. »

Source : www.tenda.com

Figure 5 – Annonce immobilière 3



« Payer des loyers : jeter de l'argent par les fenêtres ? C'est maintenant ou jamais. Vous pouvez vivre tranquille avec votre famille. »

Source : www.probase.com.br

Figure 6- Échantillon des aires pondérées

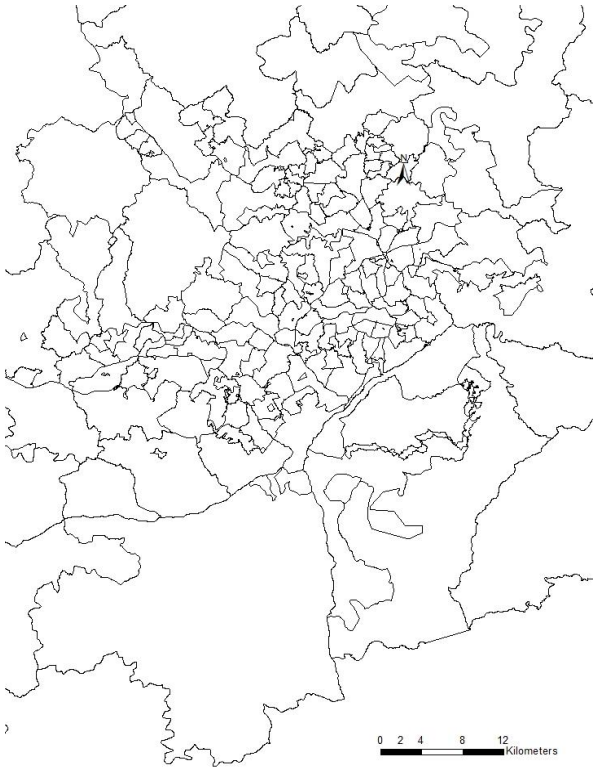
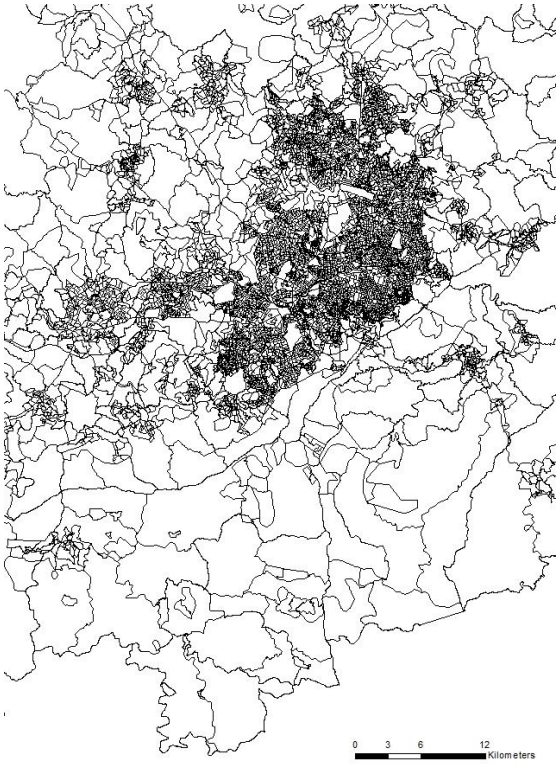


Figure 7 – Échantillon des secteurs de recensement



Annexes 3- Les entretiens

Liste d'acteurs enquêtés

Nom	Position professionnelle	Position dans le PDDI	Date
Rita Velloso	Professeure et chercheuse en urbanisme et aménagement	Coordinatrice de l'axe « capacité institutionnelle et de gestion »	17/02/2014
Heloísa Costa	Professeure et chercheuse en géographie	Coordinatrice de l'axe « territorialité »	17/02/2014
Silke Kapp	Professeure et chercheuse en architecture et urbanisme	Coordinatrice de l'axe « habitation »	19/02/2014
Rogério Palhares	Chargé d'études en aménagement et professeur	Coordinateur de l'axe « usage du sol, dynamiques immobilières et centralités »	19/02/2014
Jupira Mendonça	Professeure universitaire en urbanisme	Coordinatrice de l'axe « socio-spatial »	21/02/2014
Adriana Lara	Élue à Vespasiano	-	26/02/2014

Grille directrice pour les entretiens auprès des acteurs de l'aménagement

PDDI

- Quel était votre rôle dans l'élaboration du Plan Métropolitain?
- Un des objectifs soulignés dans le PDDI est celui de la valorisation des périphéries (page 16). Que pensez-vous de cette valorisation des franges métropolitaines?

Dynamiques socio-spatiales

-Comment décrieriez-vous l'évolution socio-spatiale dans la RMBH dans les dernières années?
-Pensez-vous qu'il s'agit d'un espace ségrégé?
-Que pensez-vous de la diffusion récente des communautés fermées dans la RMBH? Quels en sont les impacts, à votre avis, pour les franges périphériques ?

Politiques et gouvernance
- Quel était le rôle des municipalités périphériques dans l'élaboration d'une politique métropolitaine ?

- Quelles sont les principales politiques du logement à l'œuvre dans la RMBH? Comment, selon vous, ces politiques pourraient-elles contribuer à réduire les inégalités socio-spatiales?
- Que pensez-vous de l'intégration des municipalités au niveau métropolitain en termes de gestion et d'aménagement ? Comment dialoguent les municipalités périphériques et le pôle centre ?
- Comment dialoguent les municipalités et les acteurs de l'aménagement ? Quelles sont les principales difficultés rencontrées lors des négociations ? Avez-vous un exemple ?
- Quel est le rôle de la société civile dans la construction des politiques métropolitaines ? Quelles sont les principales politiques participatives au niveau métropolitain ?

Grille directrice pour les entretiens auprès des responsables des collectivités locales

- Quel est votre rôle dans la gestion? Depuis combien de temps êtes-vous responsable de ce service?
- Comment la municipalité prévoit intégrer les politiques proposées par le PDDI?
- Quelles sont les catégories de population qu'habite la municipalité actuellement? Voyez-vous des évolutions par rapport à ces populations?
- Avez-vous des politiques d'inclusion sociale et du logement? Depuis quand? Sur quoi elles portent?
- Avez-vous des politiques de démocratie participative ? Si oui, depuis quand? Sur quoi elles portent? Comment les habitants expriment-ils leurs besoins?
- *Gated communities*: dans quelle mesure la municipalité fournit des services dans les communautés fermées? Dans quelle mesure elles ont une autonomie de gestion par rapport à la municipalité? Est-ce que la municipalité investit dans le secteur ou c'est plutôt l'initiative privée?

-Annexes 4 - Sources : recensements, données statistiques et cartographiques

Les traitements ont été réalisés sur les données des recensements de 1991, 2000 et 2010. Certaines données sont téléchargeables sur le site de l'IBGE : www.ibge.gov.br

Les données utilisées pour les traitements proviennent de deux types d'échantillonnage des données :

- Le 100 % pour les traitements au niveau des *setores censitários* : race, revenu des ménages par mois, âge et statut d'occupation.

- Des échantillons qui vont de 5 % à 50 % au niveau des *áreas de ponderação*, selon les caractéristiques des territoires analysés. Chaque échantillon doit compter au moins 400 ménages.

- *Données des recensements*

- Recensement de 1991 – IBGE- Microdados da amostra – Região Sudeste (CD-ROM). Fichiers individus et ménages.
- Recensement de 2000 – IBGE- Microdados da amostra – Região Sudeste (CD-ROM). Fichiers individus et ménages.
- Recensement de 2010 – IBGE- Microdados da amostra (données téléchargées). Fichiers individus et ménages.
- Recensement de 2010 – IBGE- Microdados do universo por setor censitário (données téléchargées).

- *Fonds cartographiques utilisés*

- Área de ponderação 2010 – fonds de carte téléchargeables sur le site de l'IBGE.
- Setor censitário 2010 - fonds de carte téléchargeables sur le site de l'IBGE**.**
- -Fonds de carte www.mapbox.com

- *D'autres sources statistiques*

- Tableau de conversion de *Setores censitários* 1991-2010 – fichier Excel fourni par l'IBGE.
- Enquête ménages-déplacement 2012 – Fundação João Pinheiro (données téléchargées).

- *Documents consultés*

- Plano Diretor de Desenvolvimento Integrado da Região Metropolitana de Belo Horizonte – PDDI-RMBH. Belo Horizonte: UFMG, 2011.
- Estatuto da cidade – publié par le Ministério das Cidades – juillet 2001.

- *D'autres sources*

Liste de sites immobiliers consultés

Nom	**Site**
MRV construtora	www.mrv.com.br
Tenda	www.tenda.com
Probase	www.probase.com.br
Habitare	www.habitare.com.br

Prodomo	www.prodomoconstrutora.com.br
Celta	www.celtaengenharia.com.br
Construtora Passos	www.construtorapassos.com.br
Alphaville	www.alphavillemg.com.br
Reserva Real	http://www.loteecasaemcondominio.com.br

Annexe 5- Recensements : variables utilisées

Liste de variables utilisées – recensements 1991, 2000 et 2010 – exploitation d'échantillons partiels.

Variable	**Désignation de la variable**	**Transformation et commentaires**
Município	V002	Municipalité
Área de ponderação	V0011	Aire pondérée
Domicílio, condição de ocupação	V0201	Statut d'occupation – en % des logements occupés : Propriétaire Locataire Logé gratuitement
Rendimento domiciliar, salários mínimos	V6530	Salaires minimums par ménages par mois – en % des ménages : Moins de 1 salaire De 1 à 3 salaires De 3 à 5 salaires De 5 à 10 salaires De 10 à 20 salaires Plus de 20 salaires
Idade calculada em anos	V6036	Âge- en % de la population totale : Moins de 17 ans De 18 à 25 ans De 26 à 39 ans De 40 à 64 ans Plus de 64 ans
Cor ou raça	V0606	Race -en % de la population totale: Population blanche Population noire Population métisse
Nasceu neste município	V0618	Né dans la municipalité – en % de la population totale
Tempo de moradia no município	V0624	Population emménagée à moins de 5 ans Population emménagée entre 5 et 10 ans Population emménagée entre 10 et 20 ans

		Population emménagée à plus de 30 ans
Curso mais elevado que frequentou	V0633	Niveau d'étude – en % de la population totale : Aucun diplôme *Ensino Fundamental* (Brevet des collèges) *Ensino Médio* (Baccalauréat) Diplôme d'université
Ocupação – Código	V6461	Occupation socio-professionnelle – en % de la population : Code de la profession Agriculteurs Cadres Professions Intermédiaires Employés Ouvriers

Liste de variables utilisées – recensement 2010 – exploitation à 100 %.

Variable	**Désignation de la variable**	**Transformation et commentaires**
Setor censitário		Secteur de recensement
Cor ou raça		Race -en % de la population totale: Population blanche Population noire Population métisse
Idade calculada em anos		Âge- en % de la population totale : Moins de 17 ans De 18 à 25 ans De 26 à 39 ans De 40 à 64 ans Plus de 64 ans
Rendimento domiciliar, salários mínimos, emjulho de 2010		Salaires minimums par ménages par mois – en % des ménages : Moins de 1 salaire De 1 à 3 salaires De 3 à 5 salaires De 5 à 10 salaires De 10 à 20 salaires Plus de 20 salaires

Tableau indicatif pour la classification des transitions entre clusters

	Premiers Populaires	Nouveaux Populaires	Petits-Moyens	Intermédiaires	Condomínios
Premiers Populaires	-	Diversification	Ascendant	Ascendant	Ascendant
Nouveaux Populaires	Diversification	-	Ascendant	Ascendant	Ascendant
Petits-Moyens	Descendant	Descendant	-	Ascendant	Ascendant
Intermédiaires	Descendant	Descendant	Descendant	-	Ascendant
Condomínios	Descendant	Descendant	Descendant	Diversification	-

Moyenne et écart-type

Variable	**1991**		**2000**		**2010**	
	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
Jusqu'à 17 ans	0.43	0.04	0.36	0.03	0.29	0.04
18 à 25 ans	0.15	0.01	0.16	0.01	0.15	0.01
26 à 39 ans	0.22	0.03	0.23	0.00	0.24	0.01
40 à 64 ans	0.17	0.02	0.20	0.02	0.26	0.03
Plus de 64 ans	0.03	0.01	0.04	0.01	0.06	0.01
Blanc	0.38	0.09	0.44	0.09	0.34	0.08
Noir	0.07	0.01	0.09	0.02	0.11	0.02
Métisse	0.55	0.08	0.46	0.08	0.53	0.06
Propriétaire	0.70	0.12	0.78	0.05	0.78	0.04
Locataire	0.12	0.08	0.12	0.05	0.15	0.04
Logé Gratuitement	0.16	0.13	0.09	0.02	0.07	0.01
Jusqu'a 1 salaire	0.26	0.13	0.08	0.02	0.10	0.03
1 a 3 salaire	0.43	0.06	0.31	0.07	0.40	0.09
3 a 5 salaires	0.16	0.05	0.23	0.03	0.23	0.02
5 a 10 salaires	0.11	0.06	0.24	0.04	0.17	0.06
10 a 20 salaires	0.03	0.03	0.10	0.05	0.06	0.04
Plus de 20	0.01	0.01	0.05	0.04	0.04	0.06
Aucun Diplôme	0.60	0.09	0.22	0.02	0.08	0.01
Fundamental	0.28	0.02	0.50	0.08	0.49	0.11
BAC	0.10	0.06	0.24	0.07	0.31	0.06
Superieur	0.03	0.02	0.04	0.03	0.12	0.10

Moins de 5 ans	0.38	0.14	0.31	0.09	0.27	0.08
5 à 10 ans	0.20	0.05	0.19	0.05	0.15	0.04
10 à 30 ans	0.37	0.14	0.41	0.09	0.43	0.10
Plus de 30 ans	0.05	0.04	0.09	0.06	0.15	0.07
Agriculteurs	0.05	0.03	0.03	0.04	0.03	0.02
Cadres	0.04	0.02	0.08	0.05	0.08	0.07
Professions Intermédiares	0.05	0.02	0.08	0.03	0.23	0.06
Employés	0.34	0.01	0.45	0.03	0.35	0.06
Ouvriers	0.49	0.05	0.33	0.05	0.30	0.06

Bibliographie

ANDRADE L. T. « Condomínios fechados da Região Metropolitana de Belo Horizonte: novas e velhas experiências. », présenté dans le IX *ENCONTRO NACIONAL DA ANPUR*, Rio de Janeiro, 2001.

ANDRADE L. T. (2009) *Como anda Belo Horizonte*, Letra Capital, Belo Horizonte.

APPARICIO P. (2000) « Les indices de ségrégation résidentielle : un outil intégré dans un système d'information géographique », *Cybergeo : European Journal of Geography*, URL : http://cybergeo.revues.org/12063.

ASCHER.F (2004) *Les nouveaux principes de l'urbanisme, la fin des villes n'est pas à l'ordre du jour*, Editions de l'Aube, Paris.

ASCHER F. (1995) *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.

BERGER M., ARAGAU C., ROUGE L., « Vers une maturité des territoires périurbains ? », *EchoGéo*, n.27 / 2014.

BERROIR, S., MATHIAN, H., SAINT-JULIEN, T. & SANDERS, L. (2004) *Mobilités et polarisations : vers des métropoles polycentriques : Le cas des métropoles francilienne et méditerranéenne.* Plan Urbanisme Construction Architecture Pôle Sociétés urbaines, Habitat et Territoires.

BIDOU-ZACHARIASEN C. (2003) *Retours en ville - des processus de "gentrification" urbaine aux politiques de "revitalisation" des centres*, Descartes et Cie, collection "Les urbanités", Paris, 267 p.

BONNIN-OLIVEIRA S. (2013) La fin des périphéries urbaines. Modes de vie et recompositions territoriales aux marges de l'aire urbaine toulousaine, *Espaces Temps*, EspacesTemps.net.

BOUDREAU J.A, HAMEL P., JOUVE B, KEIL R. «Comparing metropolitan governance : The cases of Montreal and Toronto». *Progress in planning*. n.66/2007, pp. 7-59.

BOUZOUINA L. (2008) Ségrégation spatiale et dynamiques métropolitaines. Thèse en Sciences Economiques mention Economie de Transports. Université Lumière Lyon II. Lyon, 2008.

BRITO F. O « Mobilidade espacial e expansão urbana: o caso da Região Metropolitana

de Belo Horizonte. », présenté dans le *X Encontro de Estudos Populacionais*, Brasília, 1997.

BRUN J., RHEIN C. (1983) *La ségrégation dans la ville : Concepts et mesures*, L'Harmattan, Paris, 259 p.

BRUNET R., FRANÇOIS J.-C., GRASLAND C. (1997). «La discontinuité en géographie: origine et problèmes de recherche». *L'Espace Géographique*, v.26, n.4/1997, pp.297-308.

CAILLY L. (2008) « Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? », *EspacesTemps.net*

CAILLY L. , DODIER R. « La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre » *Norois*, n.205/ 2007, pp. 67-80.

CALDEIRA T. (2000) *Cidade de muros. Crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo, Edusp.

CALLEN D. (2011) La « fabrique périurbaine », système d'acteurs et production des ensembles pavillonnaires dans la Grande Couronne francilienne, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

CAMPOS P., MENDONÇA J. (2013) Estrutura socio-espacial e produção habitacional na Região Metropolitana de Belo Horizonte : novas tendências. In Cardoso A. O programa Minha Casa Minha Vida e seus efeitos territoriais. Rio de Janeiro, Letra Capital

CARY P., CARREL M., WACHSBERGER J. (2013) Ségrégation et fragmentation dans les métropoles - Perspectives internationales. Paris, Pu du Septentrion, 354 p.

CHETRY M. (2003) Les habitants des favelas face au droit à la ville au Brésil : réalité de la fragmentation urbaine, défi de l'intégration, Thèse de Doctorat, Lyon 3.

CHETRY M (2013) « La fragmentation : un nouveau regard sur la ville brésilienne ?. » In CARREL M., CARY P., WASCHBERGER J.M., Les Presses Universitaires du Septentrion, Lille.

CLARK, W. « Residential Preferences and Residential Choices in a Multiethnic Context », *Demography*, v.29, n. 3/1992, pp. 451-466.

CLARK, W. « Race, class, and space: Outcomes of suburban access for Asians and Hispanics » *Urban Geography*, n. 27/2006, pp. 489–506.

CLARK, J., IRWIN, E., MUNROE, D. « Exurban Settlement Pattern and the Exurban Condition: A Typology of U.S. Metropolitan Areas. » Présenté dans le *53rd Annual North American Meetings of the Regional Science Association International*, Toronto, 2006.

CLERVAL A. « The spatial dynamics of gentrification in Paris: a synthesis map », *Cybergeo : European Journal of Geography*, *Espace, Société, Territoire*, n.553/2011.

CLERVAL A. , FLEURY A. « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris » , *L'Espace Politique*, n.8 / 2009-2.

COSTA H. (2012) Metropolitan planning and urban politics in a contexte of disperse urbanization: notes from Belo Horizonte, Brazil. 15th International Planning History Society Conference.

COSTA H., MENDONÇA J (2004)

COSTA H. , MENDONÇA J. « Urbanização recente e disputa pelo espaço na dinâmica imobiliária metropolitana em Belo Horizonte. », Présenté au *XVII Encontro Nacional de Estudos Populacionais*, Caxambu, 2010.

COSTA H. , MENDONÇA J. Development strategies and urban planning: are they connected? Comments from the Metropolitan Region of Belo Horizonte, Brazil. In: Rethinking Development in an age of scarcity and uncertainty (York, 2011).

DELÉPINE S. (2004). « Les différentes formes d'appropriation de l'espace urbain par la minorité tsigane en Roumanie », *Espaces Géographiques et Sociétés*, n.21, pp.57-60.

DODIER, R. (2013) « Modes d'habiter périurbains et intégration sociale et urbaine. », *Espaces Temps.* Disponible en: www.EspacesTemps.net

DUNCAN D. , DUNCAN B. « A Methodological Analysis of Segregation Indexes. » *American Sociological Review* , n.41/1995 pp. 210–217.

FOL S. , GALLEZ C. « Mobilité, accessibilité et équité : pour un renouvellement de l'analyse des inégalités sociales d'accès à la ville », Présenté au *Colloque international du Labex Futurs Urbains,* Marne-la-Vallée, 2013.

FOX GOTHAM K. « Urban Space, Restrictive Covenants and the Origins of Racial Segregation in a US city, 1900-50. » International Journal of urban and Regional Research, v. 24, n. 3/2000, pp. 616-633.

FRANTZ D. « La ségrégation : la division sociale de l'espace dans la reproduction des

rapports sociaux. », Présenté dans le colloque *Métropole, ségrégation, fragmentation*, Lille, 2011.

GILLI F. , LEFEVBRE C. , ROSEAU N. , VITALE T. , Quels pouvoirs pour les territoires métropolitains ? , Métropolitiques, décembre 2012.

GOMES S. (2007) Texto Referência para Discussões. Seminário Nova Planta Genérica de Valores e Modelos de Avaliação. Belo Horizonte: Prefeitura de Belo Horizonte/ Secretaria Municipal de Finanças/ Gerência de Tributos Imobiliários.

HANLON, B., VICINO, T. SHORT, J. (2005) « The New Metropolitan Reality in the US: Rethinking the Traditional Model », *Urban Studies*, v. 43, n.12/ 2006.

IPEA (2013) Caracterização e quadros de análise comparativa da Governança Metropolitana no Brasil : arranjos instituicionais de gestão Metropolitana.

IZHAK S. , YOAV B., (1999) « Socio-spatial lifestyles and segregation », *Cybergeo: European Journal of Geography ,Space, Society, Territory.*

JAGLIN S., « Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question », Les Cahiers d'Outre-Mer, n. 237/2007, pp. 156-157

JAROUSSEAU E., METTETAL L., WATKIN Y. *Habiter dans le périurbain*, Cahier de l'IAU Île-de-France, n°161, février 2012.

KAIN J. « Housing segregation, negro employment and metropolitan decentralization » *Quarterly Journal of Economics*, vol. 82/1968, pp. 175-197.

KAPP S. , BALTAZAR A.P. « The paradox of participation: a case study on urban planning in favelas and a plea for autonomy. », *Bulletin of Latin American Research*. April 2012

LE GALES P. « Du Gouvernement des villes à la gouvernance urbaine ». *Revue Française des Sciences Politiques*, v. 45, n.1/1995., pp.57-95

LE GALES P. , LASCOUMES P. (2004) « L'action publique saisie par ses instruments. » in LE GALES P. (coord) *Gouverner par les instruments*, Presses Sciences Po, Paris.

LE GOIX R. (2002) Les *gated communities* aux Etats-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière ?, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

LE GOIX R. « Gated Communities : Sprawl and Social Segregation in Southern California », *Housing Studies*, v.20, n.2/2005, p. 323-344.

LE GOIX R (2013) Sur le front. Pour une approche géographique du front d'urbanisation : lotissements, voisinages, trajectoires. , H.D.R, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

LEFEBVRE H. (1968) *Le droit à la ville*, Editions Anthropos, Paris, 164 pp.

LEVINE R., EASTERLY W. « Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions », *Quaterly Journal of Economics*, v.111, n.4/1997, pp. 1203-1250.

LEVY J., LUSSAULT M. (2003) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris.

LEY D. (1996) *The New middle class and the remaking of the central city*, Oxford, Oxford University Press, 400 p.

MACIEL A.P (2011) Vacância residencial na Região Metropolitana de Belo Horizonte: mobilização do estoque vago para a promoção de habitação de interesse social. Thèse de doctorat. Universidade Federal de Minas Gerais.

MACIEL A.P, BALTAZAR A.P « Família sem casa e casas sem família: o caso da Região Metropolitana de Belo Horizonte. » *Cadernos Métropoles*, v.13, n.26/2011, pp.523-547.

MADORE F. « La ségrégation sociale dans les villes françaises : réflexion épistémologique et méthodologique. », *Cahiers de géographie du Quebec*, v.49, n.136/2005, pp.45-60.

MARICATO, E. « O 'Minha Casa' é um avanço, mas segregação urbana fica intocada ». *Carta Maior*, 27/05/2009. Disponible en http://www.cartamaior.com.br.

MASSEY D.S. , DENTON N.A. « The Dimensions of Residential Segregation » *Social forces*, v.67, n.2/1988, pp. 281-315.

MELGAÇO L. (2010) Securização Urbana : da psicoesfera do medo à tecnoesfera da segurança. Mémoire de Master. Universidade de São Paulo.

MENDONÇA J. (2010) Exploring the consequences of metropolitan segregation in two socio-spatial contexts, *Cadernos Métropole*, v.13, n.26, pp.473-495.

MENDONÇA J., PERPÉTUO I., VARGAS M. « A periferização da riqueza na metrópole belo-horizontina: falsa hipótese? », présenté dans le *XI Seminário de Economia Mineira*, Diamantina, 2004.

MIGNOT D. , GONZALES D.R. (2009) *Les formes de la métropolisation*, Les

collections de l'INRETS, Paris.

MIKELBANK B. (2008) « Neighourhood deja-vu: classification in metropolitan Cleveland, 1970-2000. », *Urban Geography*, n. 32/2011, pp. 317–333

MIOT, Y. « La ségrégation socio-spatiale dans la métropole lilloise et à Roubaix : l'apport des mobilités résidentielles », *Géographie, économie, société*, v.14, n.2/2012, pp. 171-195.

MOL, N. « RMBH et Grand Lyon: des points en communs? In: Comparer en sciences sociales : une science inexacte ? » , Grénoble, 2011.

NAVEZ-BOUCHANINE F. (2002) *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* , l'Harmattan, Paris.

NASCIMENTO D., TOSTES S. « Programa Minha Casa Minha Vida: a (mesma) política habitacional no Brasil. », *Arquitextos*, v.12, n.133/2011 <http://www.vitruvius.com.br/revistas/read/arquitextos/12.133/3936>.

PRETECEILLE E. (2004) *Définir et analyser la ségrégation sociale : Les mécanismes fonciers de la ségrégation*, ADEF, Paris, pp. 9-29.

RAVALET, E. (2009), Ségrégation urbaine et mobilité quotidienne, une perspective internationale. Etudes de cas à Niamey, Puebla, Lyon et Montréal. Thèse en Sciences Economiques mention Economie de Transports. Université Lumière Lyon II. Lyon, 2009.

RHEIN C., 1994, « La ségrégation et ses mesures », in *La ségrégation dans la ville*, J. BRUN et C. RHEIN (éds.), L'Harmattan, Paris, pp. 121-161.

ROUGÉ L. (2007) « Les « captifs » du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie », in G Cortes (Dir.), *Liens et lieux de la mobilité*, Belin, pp.129-144

SABATINI F., CACERES G., CERDA A. (2001) Segregacion residencial en las principales ciudades chilenas: tendencias de las tres ultimas deccadas y posibles cursos de accion. *Eure XXVII*.n 82, 21-42pp.

SAFI, M. La dimension spatiale de l'intégration : évolution de la ségrégation des populations immigrées en France entre 1968 et 1999 , *Revue française de sociologie*, v.50, n.3/ 2009, p. 521-552

SALCEDO R. , TORRES A. « Gated communities in Santiago : Wall or Frontier ? » , *International Journal of Urban and Regional Research*, v.28, n.1/2004, pp.27-44.

SANTOS M. (1990) *Metrópole corporativa fragmentada : o caso de São Paulo*. São Paulo, Nobel.

SASSEN S. (1991) *The Global City : New York, Londres, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton.

SASSEN S. (2008) *Territoiry, Authority and Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princenton University Press, 512 p.

SIBALIS M. « Urban space and Homosexuality : the example of the Marais, Paris », « Gay Ghetto » », *Urban Studies*, v. 41, n. 9/2004, pp. 1739-1758.

SIMONE A. (2009) *City Life from Jakarta to Dakar. Movements at the Crossroads (Global Realities)*, Routledge, New York.

SMITH N. (1996) The New urban frontier : gentrification and the revanchist city, New York, Routledge, XX-262 p.

SOARES T., PEREIRA R., FERREIRA G., OLIVEIRA K., CARVALHO P. « Zoneamento morfológico – funcional da Região Metropolita de Belo Horizonte. », présenté au XIV Encontro Nacional da ANPUR, Rio de Janeiro, 2011.

SOUZA, C. (2005) Brazilian Metropolitan Regions: Regime change and governance vacuum. Governance on the Ground: Innovations and Discontinuities.

WASCHBERGER (2013) « Portée et limites des indicateurs statistiques de fragmentation et de ségrégation » in *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*. In CARREL M., CARY P., WASCHBERGER J.M., Les Presses Universitaires du Septentrion, Lille.

Glossaire

BNH – Banco Nacional de Habitação – Banque Nationale d'Habitation

IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

INSEE- Institut National de Statistique

IPTU – Imposto Predial Territorial Urbano – Impôt sur le Territoire Urbain

MCMV- Minha Casa Minha Vida (Ma Maison, Ma Vie)

PDDI- Plano Diretor de Desenvolvimento Integrado (Plan Directeur de Dévelopemment Intégré)

PLHIS- Plano Local de Habitação de Interesse Social (Plan Local d'Habitation à Intérêt Social)

RMBH- Região Metropolitana de Belo Horizonte (Région Métropolitaine de Belo Horizonte)

ZEIS – Zona Especial de Interesse Social (Zone Spéciale à Intérêt Social)

Table des cartes et figures

FIGURE 1- LES MESURES DE LA SEGREGATION 31
FIGURE 2 – LE PAYSAGE CONTRASTE DES VILLES BRESILIENNES (BELO HORIZONTE) 39
FIGURE 3– CARTE DE LA REGION METROPOLITAINE DE BELO HORIZONTE EN 2010 42
FIGURE 4- SITUATION DE LA VILLE DE BELO HORIZONTE 43
FIGURE 5- PLAN DE CREATION DE BELO HORIZONTE EN 1898 44
FIGURE 6- L'AIRE URBANISEE DE LA RMBH 49
FIGURE 7- PART DES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES DANS LA RMBH EN 2010 50
FIGURE 8- PART D'ACTIFS PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2010 51
FIGURE 9- TAUX DE CHOMAGE DANS LA RMBH ET LES AUTRES REGIONS METROPOLITAINES 51
FIGURE 10- TYPOLOGIE DE DIVISION SPATIALE DE LA RMBH 54
FIGURE 11- AIRE D'ANALYSE DELIMITEE 55
FIGURE 12- FLUX D'ENTREE ET DE SORTIE DANS LA RMBH DE 1991 A 2010 57
FIGURE 13- DIVISION SOCIALE DE L'ESPACE DANS LA RMBH EN 1991 73
FIGURE 14- DIVISION SOCIALE DE L'ESPACE DANS LA RMBH EN 2000 74
FIGURE 15- DIVISION SOCIALE DE L'ESPACE DANS LA RMBH EN 2010 75
FIGURE 16- LES TENDANCES DES DYNAMIQUES IMMOBILIERES DANS LA RMBH 84
FIGURE 17- PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DANS LA RMBH DEPUIS 2005 87
FIGURE 18 – LOCALISATION DES *CONDOMINIOS* DE LA RMBH EN 2014 90
FIGURE 19- LE *CONDOMINIO* ALPHAVILLE LAGOA DOS INGLESES A NOVA LIMA 92
FIGURE 20- LES *CONDOMINIOS FECHADOS* A NOVA LIMA ET BRUMADINHO EN 2013 93
FIGURE 21- DISTRIBUTION SOCIALE DANS UNE AIRE PONDEREE A NOVA LIMA EN 2010 94
FIGURE 22- ANNONCE IMMOBILIERE DU *CONDOMINIO* ALPHAVILLE MINAS GERAIS A VESPASIANO 96
FIGURE 23- LOCALISATION DES NOUVEAUX IMMEUBLES VERTICAUX PRIVEES DANS LA RMBH 99
FIGURE 24- ANNONCE IMMOBILIERE DE L'ENSEMBLE *RESERVA DOS GUARANIS* 100
FIGURE 25 – LE QUARTIER *CABRAL* : UN PAYSAGE DE MURS 101
FIGURE 26- DISTRIBUTION SOCIALE DANS UNE AIRE PONDEREE A CONTAGEM EN 2010 103
FIGURE 27- DISTRIBUTION DES PRINCIPAUX ENSEMBLES DE LOGEMENT SOCIAL EN 2014 106
FIGURE 28- L'ENSEMBLE RESIDENTIEL SANTOS DUMONT 107
FIGURE 29- DISTRIBUTION SOCIALE DANS UNE AIRE PONDEREE A RIBEIRÃO DAS NEVES EN 2010 109
FIGURE 30- ACTEURS ET INSTITUTIONS DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION DE LA RMBH 117
FIGURE 31- DEFICIT EN HABITATION DANS LA RMBH 125
FIGURE 32 -TAUX DE VACANCE FONCIERE DANS LA RMBH 129

Table des tableaux

TABLEAU 1– CROISSANCE URBAINE BRESILIENNE DE 1930 A 2010 38
TABLEAU 2 – TAUX DE CROISSANCE DE LA RMBH DE 1960 A 2010 47
TABLEAU 3- RMBH PAR POPULATION ET SUPERFICIE EN 2013 48
TABLEAU 4- FLUX DE MIGRATION RESIDENTIELLE DANS LA RMBH DE 1991 A 2010 58
TABLEAU 5- LES MENAGES MOBILES SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE EN 2010 59
TABLEAU 6- MOTIFS D'EMMENAGEMENT EN 2012. 60
TABLEAU 7- *MEDIAN Z-SCORES* DES CLUSTERS IDENTIFIES 71
TABLEAU 8- TRANSITIONS ENTRE CLUSTERS DE 1991 A 2010 ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
TABLEAU 9- ÉVOLUTION DE 1991 A 2010 77
TABLEAU 10- PART D'EDIFICATIONS EN CONSTRUCTION EN 2010 85
TABLEAU 11- PERCEPTION DES MAIRIES DU POUVOIR DE DECISION DES MUNICIPALITES A L'ECHELLE METROPOLITAINE 118
TABLEAU 12- UNITES D'HABITATION FINANCEES DE 2009 A 2012 POUR LE SEGMENT DE 1 A 3 SALAIRES MINIMUMS DANS LA RMBH 126

Table des encadrés

ENCADRE 1- LES VARIABLES UTILISEES DANS LA CONSTRUCTION DE LA TYPOLOGIE SOCIO-SPATIALE 64
ENCADRE 2- PROGRAMME DE L'ALPHAVILLE LAGOA DOS INGLESES 92
ENCADRE 4 – PROGRAMME DU *RESERVA DOS GUARANIS* 100
ENCADRE 5 - PROGRAMME DE L'IMMEUBLE *SANTOS DUMONT* 108

Table des matières

Remerciements 3
Sommaire 4
Introduction 5
Chapitre 1- La métropolisation et la complexification des dynamiques socio-spatiales 12
1- La métropolisation : des nouvelles dynamiques socio-spatiales 12
a) Les métropoles et leurs transformations socio-spatiales 12
b) La métropolisation : une division sociale de plus en plus complexe 13
c) Les paradigmes de division sociale de la ville post-moderne : du centre-ville aux périphéries 15
d) Les processus intermédiaires de division sociale 17
2-La ségrégation: une discussion de longue date 19
a) De l'École de Chicago à la justice sociale 19
b) La ségrégation résidentielle : de la discrimination à l'expression des préférences 20
3-Les limites et la portée des notions: de la ségrégation à la fragmentation 23
a) L'évolution du concept de ségrégation 23
b) La fragmentation : une nouvelle notion de la recherche urbaine 25
c) La dimension critique de l'utilisation des concepts sociaux 27
4-Comment mesurer les inégalités: les limites et les biais de la mesure statistique 28
a) Les outils statistiques en sciences sociales : quelles limites ? 28
b) Dissimilarité, exposition et concentration : quels biais des indicateurs de la ségrégation ? 29
c) La mesure des mutations socio-spatiales : du changement au non-changement 31
d) Comment mesurer la fragmentation ? 33
5- L'opposition centre x périphérie : quelles conséquences pour la grille de lecture des processus socio-spatiaux ? 34
a) Les franges urbaines : des espaces dynamiques et changeants 34
b) Le périurbain : un laboratoire de la recherche urbaine et sociale 35
c) La production des marges urbaines 36
6- Les villes du Sud et ses spécificités : l'exemple de la ville brésilienne 37
a) La ville brésilienne : un mosaïque urbain 37
b) Des villes fortement marquées par une séparation sociale 38
c) Les métropoles brésiliennes : séparation sociale ou des opportunités ? 40
Chapitre 2- Les dynamiques de division sociale de l'espace dans les franges belorizontines : vers une diversification? 42
1-Belo Horizonte : de ville planifiée à Région Métropolitaine 42
a) Une division sociale historiquement marquée 43
b) L'expansion urbaine de la RMBH : l'activité industrielle et une croissance démographique soutenue 45
c) Un portrait actuel de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte 47
d) Les changements récents et le contexte actuel dans la RMBH: métropolisation et diversification 52
2-Le terrain d'étude : les franges périurbaines 53
a) Comment étudier des territoires fortement hétérogènes ? 53

3- Les mobilités résidentielles : qui rentre et qui sort des franges métropolitaines ? 55
a) L'importance de l'étude des mobilités résidentielles 55
b) Des flux d'entrée toujours très élevés..... 56
c) L'évolution des mobilités résidentielles : une augmentation des mobilités intra-périurbaines? 58
d) Les flux des ménages selon les catégories socio-professionnelles : le poids des déterminants sociaux..... 59
e) L'accession à la propriété et le cadre de vie : les motifs majeurs d'emménagement 60
4-La division sociale de l'espace belorizontin: la présentation de la méthode..... 62
a) La méthode d'analyse : le croisement des variables socio-économiques..... 62
b) Le choix de l'échelle d'étude et ses biais 66
c) Les typologies socio-spatiales identifiées..... 68
5- L'évolution de la division sociale de l'espace dans la RMBH..... 68
a) Les cinq clusters identifiés..... 68
b) Une transformation socio-spatiale marquée de 1991 à 2010..... 72
c) La RMBH : des trajectoires majoritairement ascendantes..... 76
6- La diversification sociale : une augmentation des échanges ? 77
Chapitre 3- Les dynamiques de séparation sociale : un produit des acteurs immobiliers ? 79
1- La division socio-spatiale : un produit du marché immobilier ? 79
a) Les franges périurbaines : un environnement produit par des acteurs et des stratégies 79
b) L'Amérique Latine et le modèle urbain sécuritaire..... 80
2- Les dynamiques immobilières dans la RMBH 82
a) Un nouveau front d'expansion pour les promoteurs immobiliers 82
b) Les tendances actuels du marché immobilier dans la RMBH 84
3-Les *condomínios fechados* : une prémisse d'occupation pour les couches supérieures dans les franges métropolitaines? 88
a) Les *gated communities* : un produit immobilier particulier..... 88
b) Les *condomínios* à Belo Horizonte : des stratégies individuelles à des produits immobiliers attractifs 89
c) Les franges sud : le renforcement d'un pôle de lotissements privés – les exemples de Nova Lima et Brumadinho..... 91
d) Des nouvelles formes d'occupation : le cas de Vespasiano 95
e) Le discours promotionnel immobilier et la valorisation du cadre de vie..... 96
4-Les couches moyennes : La mimesis des classes supérieures 97
a) L'entre-soi dans les franges métropolitaines denses..... 97
b) Un produit des franges denses : l'exemple de Contagem et Betim 99
c) La promotion immobilière : l'articulation du cadre de vie à l'accession à la propriété 104
5- Les couches populaires : l'habitation « sociale de marché »..... 104
a) L'évolution de l'habitation sociale au Brésil : une articulation entre le secteur public et le secteur privé 104
b) La production du logement populaire dans la RMBH : les cas de Ribeirão das Neves 107
6-Un point à nuancer : des pistes d'intégration sociale?..... 110

a) L'échelle micro : une augmentation des échanges ?..... 110
b) Une intégration orientée par les modes de planification urbaine 111
Chapitre 4- La planification métropolitaine : quelles pistes pour une plus grande intégration sociale ? 113
1-La planification métropolitaine et les inégalités socio-spatiales 113
a) Les régions métropolitaines : une nouvelle échelle d'action ? 113
b) Les régions métropolitaines au Brésil : une expérience récente..... 114
2-La légitimité politique de l'échelle métropolitaine : des pistes possibles ?..... 116
a) Une expérience que se distingue des autres métropoles brésiliennes..... 116
b) La RMBH : quelles évolutions et quel degré de légitimité ?..... 117
3-Le plan métropolitain : un levier pour repenser l'échelle métropolitaine ?..... 119
a) Le PDDI : un outil pour la réalimentation de la question métropolitaine ?..... 119
b) Quelles prémisses pour une plus grande égalité socio-territoriale ? 120
4- L'inscription du secteur privé dans les dynamiques de ségrégation socio-spatiale ... 121
a) Les lotissements privés : la gouvernance privée de l'espace urbain ?..... 121
b) Les stratégies privés dans les décisions locales..... 123
5-Les politiques du logement et d'inclusion sociale..... 125
a) Un déficit en habitation important..... 125
b) Les politiques du logement : des situations locales très contrastées 126
c) La vacance foncière : un outil potentiel confronté à une gestion précaire 127
d) Une politique métropolitaine intégrée et les obstacles locaux 130
e) Les logiques de production du logement social : peu d'évolutions depuis les années 1970..... 131
6- La participation citoyenne comme levier d'intégration..... 132
a) La démocratie participative : la métropole comme espace de débat 132
b) La participation métropolitaine dans la RMBH : un processus contradictoire..... 133
7-Les franges périurbaines : la diversité comme outil de planification ? 135
Conclusion Générale..... 138
Annexes..... 141
Bibliographie..... 151
Glossaire..... 160
Table des cartes et figures..... 161
Table des tableaux..... 162
Table des encadrés..... 162

Resumé

La présente étude envisage l'étude des phénomènes de séparation socio-spatiale dans un contexte d'étalement urbain et de métropolisation. La démarche prend appui sur une étude à plusieurs échelles spatiales et temporelles : des logiques métropolitaines aux processus à l'échelle locale. On combine des méthodes quantitatives et qualitatives afin de saisir la complexité intrinsèque aux processus sociaux, renforcée encore plus par la métropolisation. Ainsi, l'étude des franges périphériques de la Région Métropolitaine de Belo Horizonte met en évidence la tendance croissante à une diversification des catégories sociales dans ces espaces. Dans un second temps, on interroge si une plus grande diversité sociale contribue nécessairement a augmenter les échanges sociaux. Ce changement de perspective permet de mettre en relief la diffusion de formes ségrégatives d'occupation dans les espaces périurbains belorizontins, qui renvoient à l'édification de barrières physiques, contribuant à créer une homogénéisation sociale à l'échelle locale. Enfin, on cherche à comprendre comment le renforcement d'une échelle de planification métropolitaine pourrait diminuer les distances sociales à l'œuvre à Belo Horizonte.

Mots-clefs : division sociale de l'espace, Région Métropolitaine de Belo Horizonte, franges métropolitaines, fragmentation urbaine, étalement urbain.

Abstract

This paper explores social-spatial division in the context of urban sprawl and metropolis development. The selected approach relies upon a multi-scalar space-time analysis: from metropolitan to local processes. Both quantitative and qualitative methods are combined in order to grasp the intrinsic complexity of social processes, which is reinforced by metropolitan dynamics. Thus, the analysis of the suburban area of the Metropolitan Region of Belo Horizonte highlights that these spaces converge towards a greater social diversity. In a second step, the main question is based on whether a greater social diversity would necessarily help increasing exchanges between different social groups or not. This change of perspective allows enhancing the dissemination of segregational forms of occupation in the periurban spaces of Belo Horizonte, arousing the implementation of physical barriers that contribute to create social homogenization locally. Finally, we seek to understand how the building of a metropolitan scale of urban planning could reduce the social gaps that help to shape Belo Horizonte's suburban areas.

Keywords: urban social division, Belo Horizonte Metropolitan Region, surbuban area, urban fragmentation, urban sprawl.